

DEBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !

BILLET

Présidentielle française 2027 : le vertige des extrêmes

2022 - 2026

LE MAROC N'EST PLUS UNE SURPRISE, C'EST UNE HABITUDE !

CHRONIQUEURS

Le Seuil 2/20 - La campagne et la société introuvable

EXPERTS

GMT : Aveu d'échec, calcul électoral ou éclair de science : que faut-il retenir ?

ROOM

Nizar Baraka et la souveraineté sanitaire... L'hôpital public, miroir de l'État

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

**ÉDITO
D'OUVERTURE**

04

08

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

28

**EXPERTS
INVITÉS**

48

**QUARTIER
LIBRE**

68

BILLET

84

ROOM

IDÉBATS

By Ladj



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
30
JUILL | 2026

PRÉSIDENT ARRISSALA SA : HASSAN SENTISSI EL IDRISSE
CEO DE L'ODJ MÉDIA : ADNANE BENCHAKROUNÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA
BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALIM - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



2022, 2026

LE MAROC N'EST PLUS UNE SURPRISE, C'EST UNE HABITUDE !

Houston, 68 777 âmes dans les travées du NRG Stadium, et pendant quarante-cinq minutes, un malaise que personne n'a voulu nommer. Le Maroc, favori annoncé, s'est fait bousculer par une équipe canadienne qu'on pensait venue pour la photo souvenir. Puis le double coup de génie d'Azzedine Ounahi, la sentence de Soufiane Rahimi dans le temps additionnel, et voilà les Lions de l'Atlas en quarts de finale pour la deuxième fois consécutive. Une victoire nette, 3-0, que tout le monde a commentée sous l'angle qu'on connaît déjà : le exploit historique, la confirmation de 2022, Bounou le Montréalais devenu bourreau de son pays natal.

Mais il y a un angle que personne n'a osé regarder en face, et il tenait dans la composition même des deux bancs de touche.

Ce samedi, ce n'était pas seulement le Maroc contre le Canada. C'était une génération d'enfants de l'exil contre une autre. Achraf Hakimi, né à Getafe dans une cité populaire de la banlieue madrilène, fils d'une femme de ménage et d'un vendeur ambulancier. Azzedine Ounahi, formé à Angers avant de retrouver le maillot de ses parents.

Noussair Mazraoui, éclos dans l'académie de l'Ajax, Amsterdam pour seul horizon d'enfance.

Brahim Díaz, biberonné au Real Madrid, courtisé un temps par l'Espagne avant de choisir le pays de son sang. En face, une sélection canadienne qui raconte exactement la même histoire, dans un autre hémisphère : Tani Oluwaseyi, né à Lagos, formé au Minnesota ; Stephen Eustáquio, fils de la diaspora portugaise ; Richie Laryea, racines jamaïcaines et ghanéennes ; Jonathan David, grandi entre Brooklyn et Ottawa avant d'exploser à Lille.

Deux sélections qui ne sont pas seulement des équipes nationales. Ce sont deux cartographies de la migration mondiale, assemblées à partir des mêmes matériaux : des parents partis chercher ailleurs ce que leur pays ne leur offrait pas, et des enfants revenus, par le football, solder une dette symbolique envers une terre qu'ils connaissent parfois davantage par les récits de leurs grands-mères que par leurs propres souvenirs. Le Maroc et le Canada n'ont pas seulement un adversaire en commun ce samedi.



ils ont une matrice commune : celle du sport comme dernière géographie possible pour des identités éclatées entre plusieurs continents.

Et c'est peut-être cela qui explique cette première mi-temps étrangement muette, ce Maroc pris à défaut par l'impact physique canadien. Les deux équipes, ce jour-là, ne jouaient pas seulement un huitième de finale. Elles jouaient, sans le savoir, la question qui hante tous leurs joueurs depuis l'enfance :

à qui appartient-on, quand on a grandi ailleurs que là où bat, disent-ils, notre cœur ?

Le Maroc a fini par trancher ce match dans le sens de son histoire, par la ruse d'un coup franc et la lucidité de deux remplaçants, Díaz et Rahimi, décisifs après avoir observé depuis le banc. Mais le Canada, dans la défaite, a prouvé qu'il appartient désormais à la même famille de nations réinventées par leurs propres diasporas.

On dira que le Maroc a battu le Canada 3 buts à 0. On peut aussi dire, plus justement, que le football a de nouveau organisé la rencontre de deux pays qui n'existent plus tout à fait où on croit qu'ils sont — et que ce soir-là, c'est la version marocaine de cette histoire qui a gagné le droit de continuer à s'écrire.



Par Mohamed Ait Bellahcen

LE SEUIL 2/20 - LA CAMPAGNE ET LA SOCIÉTÉ INTROUVABLE

À l'approche des prochaines échéances électorales, Adnan Debbarh s'interroge sur la capacité des élites politiques à appréhender les profondes mutations de la société marocaine. Dans son analyse, les campagnes continuent de s'adresser à un pays régi par d'anciens équilibres, alors que de nouvelles réalités sociales, économiques et générationnelles imposent un renouvellement des grilles de lecture et des modes de gouvernance.

Il y a quelque chose d'étrange dans toute campagne électorale marocaine.

Les partis s'activent, les programmes s'impriment, les meetings se remplissent. Et pourtant, une impression persiste : la société réelle, celle qui vit, qui change, qui résiste ou qui s'échappe, n'est pas tout à fait dans la salle.

Ce n'est pas un déficit de mobilisation. C'est un déficit de lecture.

Pendant des siècles, la stabilité marocaine a reposé sur un art subtil : celui de la gestion des équilibres. Arbitrer entre les forces. Redistribuer suffisamment pour que chacun reste dans le jeu. Jouer les tribus contre les villes, les notables contre les partis, le sacré contre le rationnel.

Marcel Mauss l'avait théorisé pour d'autres sociétés : le don crée une dette et la dette crée la loyauté. Le Maroc en a fait, sans le nommer ainsi, une véritable grammaire de gouvernement.

Cette grammaire a fonctionné. Remarquablement bien, à certains égards. Elle a traversé l'indépendance, les années de plomb, les crises économiques, jusqu'au Printemps arabe. Elle a su intégrer sans rompre, absorber sans exploser. C'est un fait et il mérite d'être dit sans condescendance ni nostalgie.



Par **Adnan Debbarh**

Mais une grammaire ne vaut que si ceux à qui elle s'adresse continuent de la comprendre.

Or quelque chose s'est déplacé. Pas brutalement, le Maroc ne fait rien brutalement. Mais suffisamment pour que le décalage soit désormais visible à qui veut bien regarder.

La société marocaine de 2026 n'est plus tout à fait celle que le système a appris à lire.

Le jeune diplômé qui attend depuis trois ans un emploi qui ne viendra pas, ne fonctionne plus selon la logique du don.

Il a les codes de la modernité, les réseaux sociaux comme espace public, une conscience de ses droits qui n'existait pas chez son père.

La femme qui travaille, qui cotise, qui assume seule des charges que la famille ne peut plus porter, ne se reconnaît plus dans les arbitrages conçus pour celle qui ne travaillait pas.

L'urbain de première génération, arraché à ses réseaux d'origine sans être pleinement intégré dans de nouveaux collectifs, évolue dans un entre-deux que personne ne gouverne vraiment.

La question réelle n'est pas : que veut la société ? Elle est plus exigeante et plus inconfortable : les élites politiques savent-elles encore lire ce que la société est devenue ?

Ces figures ne sont pas marginales. Elles sont devenues centrales.

Et surtout, elles portent des attentes que les leviers classiques : le notable, le réseau, la redistribution discrète, l'appartenance communautaire, actionnent de moins en moins efficacement.

C'est ici que la campagne électorale devient intéressante, non pas pour ce qu'elle dit, mais pour ce qu'elle révèle malgré elle.

Les partis vont parler d'emploi, de logement, de pouvoir d'achat. Ils vont promettre des infrastructures, des réformes, des équilibres territoriaux. Ils vont mobiliser leurs relais, activer leurs réseaux, dérouler des programmes.

Tout cela est prévisible. Tout cela est légitime. Et tout cela reste, pour une large part, à côté de la question réelle.

Car la question réelle n'est pas : que veut la société ? Elle est plus exigeante et plus inconfortable : les élites politiques savent-elles encore lire ce que la société est devenue ?

Une campagne électorale, dans ce contexte, n'est pas seulement un moment de compétition entre partis. C'est un test de lisibilité.

Elle mesure jusqu'où ces élites, de plus en plus structurellement dépendantes de l'État, formées dans ses écoles, nourries de ses ressources, pensant avec ses catégories, sont encore capables de voir le réel. Le plus souvent, elles ne le peuvent pas.

Non par mauvaise foi. Mais parce qu'on ne voit bien que ce qu'on a appris à voir. Et ce qu'elles ont appris à voir, c'est la société d'hier, celle qui répondait encore aux anciennes grammaires.

Le seuil que cette campagne devrait franchir, et qu'elle franchira probablement peu, est celui-ci : cesser de parler à la société que l'on a gouvernée, pour commencer à écouter celle qui existe.

Ce n'est pas un appel à la rupture. C'est un appel à la lucidité.

Car au Maroc, la stabilité n'a jamais été un état. Elle a toujours été un travail d'ajustement. Et un équilibre qui ne se recalibre plus finit toujours, tôt ou tard, par se rompre.



ADNAN DEBBARH

LE SEUIL 2/20 - LA CAMPAGNE ET LA SOCIÉTÉ INTROUVABLE

DE MONACO AU MAROC... CES LIONS DE L'ATLAS QUI ONT RÉÉCRIT LE RÉCIT DU MAROC DANS L'IMAGINAIRE MONDIAL

A travers une lecture mêlant sémiotique, identité et communication, Abdelaziz Koukas montre comment l'épopée des Lions de l'Atlas a profondément transformé la perception du Maroc à l'échelle internationale.

Bien au-delà de la performance sportive, l'équipe nationale est devenue un puissant symbole culturel, capable de faire évoluer l'imaginaire collectif, de renforcer le sentiment d'appartenance des Marocains et d'imposer une nouvelle narration du Royaume dans le regard du monde.

À chaque fois que je me rendais en Amérique, quand on me demandait d'où je venais et que je me présentais comme « Marocaine », on se retournait avec un mélange de surprise et d'ignorance, on souriait et on s'exclamait :
Abdelaziz Koukas

« Oh, Monaco ! » comme si je venais d'une île flottant sur un lac d'Européens fortunés, et non d'un désert où la poésie coule de source et où les montagnes conservent les souvenirs gravés dans leurs grottes et dans les crânes des premiers hommes.

Cette confusion était comme un petit coup de poignard dans l'âme, comme si toute ma patrie s'évaporait en un lapsus. Je répondais « Oui » et je passais à autre chose, comme quelqu'un qui avale l'insulte avec un sourire indulgent ou un sourire silencieux et blessé.

Non pas que je ne sache pas expliquer que « Maroc » n'est pas « Monaco », mais parce que j'étais lasse de devoir servir d'interprète pour mon pays à chaque rencontre. La patrie n'est pas une simple définition géographique ; elle se transforme en une secousse lorsqu'elle est mal comprise.

Puis vint la Coupe du Monde au Qatar, et les drapeaux rouges à l'étoile verte à cinq branches se mirent à flotter dans les rues qui ne connaissaient du Maroc que les fragments de photos de touristes.

Soudain, nous fûmes connus par les larmes des joueurs prosternés sur le terrain, par les mères escaladant les tribunes, par une joie immense. Lors de mon dernier voyage à Washington, on m'a demandé :

« Vous venez du Maroc, et non de Monaco ? », comme si le football nous avait octroyé un nouvel acte de naissance dans la conscience collective mondiale.



Par **Abdelaziz Koukas**

Un sentiment de triomphe m'envahit, malgré la naïveté de cette raison.

Mais même alors, quand on dit « Je viens du Maroc », on vous réduit à un tajine aux pommes de terre et à la viande de chèvre, à un couscous vendu dans les paniers à touristes, à une tasse de thé servie par une main hésitante, ou à une danseuse accordant les mouvements de ses épaules au rythme d'une musique ancestrale, comme pour placarder toute une culture dans un seul geste.

Il subsiste ainsi un gouffre infranchissable entre toi et eux : tu es l'enfant d'une civilisation plus profonde qu'un simple goût, et d'une histoire plus épaisse que la mélodie d'un chant supposément folklorique.

Toi aussi, tu es un enfant de plusieurs siècles d'existence effacés de la carte de la perception occidentale, un enfant de questions posées et à consommer sans modération : « Avez-vous des voitures ? Portez-vous des djellabas ? Avez-vous des concubines et des esclaves ? Avez-vous Internet ? »

Parfois, j'ai envie de leur crier au visage :

Le mythe s'est forgé en pareillement dans les stades et les tribunes, le public marocain faisant partie intégrante du récit. De simple spectateur du match, il en est devenu acteur. Lorsque les caméras balayaient les tribunes, elles révélaient une scène parallèle au match. Un basculement sémiotique crucial s'est alors opéré : au même titre que les joueurs, le public est devenu un signe dans le récit collectif

« Je viens d'un pays de philosophes et de sanctuaires, de poètes et de voleurs, de villes qui meurent debout et de villageois qui marchent pieds nus à la poursuite de leurs rêves, un pays qu'on ne peut expliquer ni par une photo sur une brochure touristique, ni par une danseuse lors d'un festival folklorique, ni même par un match de Coupe du monde... »

Mais le plus souvent, je souris et je dis :

« Oui, je suis du Maroc », et je passe à autre chose... Dans mon cœur, la patrie poursuit son récit d'une voix que personne d'autre ne peut percevoir.

Ce qui me fascine dans le phénomène de l'équipe nationale marocaine, ce ne sont pas ses résultats, mais le sens qu'elle a engendré, car les significations perdurent et se transforment en mythes.

Par conséquent, je crois que nous assistons aujourd'hui à la naissance d'un nouveau récit symbolique autour du Maroc.

D'un point de vue sémiotique, l'équipe nationale n'est plus seulement un symbole de l'État marocain ; elle est devenue une marque à part entière. Auparavant, le maillot rouge évoquait directement la patrie, mais aujourd'hui, il est devenu un objet de désir et d'admiration.

Plus frappant encore, ce mythe s'est forgé en pareillement dans les stades et les tribunes.

Le public marocain faisait partie intégrante du récit. De simple spectateur passif du match, il en est devenu acteur. Lorsque les caméras balayaient les tribunes, elles révélaient une scène parallèle au match.

Un basculement sémiotique crucial s'est alors opéré : le public lui-même est devenu un signe.

Le Maroc n'avait plus besoin d'un interprète dans un aéroport, une université ou un café américain pour expliquer la différence entre le Maroc et Monaco.

L'image parlait pour lui. Les mères et les épouses s'exprimaient dans les tribunes ; les joueurs parlaient en embrassant leurs mères. Les prosternations après la victoire étaient éloquentes. Les larmes, les maillots déchirés et le sang qui coulait des corps qui ne se rendaient pas parlaient.

Le public s'exprimait, transformant l'amphithéâtre en un poème collectif qui prolongeait admirablement le récit. Chaque détail, même le plus infime, devenait un symbole.

C'est peut-être ce qui explique la popularité universelle du maillot marocain : il est devenu un symbole d'admiration. Les étrangers ont commencé à le porter par désir d'appartenir à une histoire. Et l'histoire du Maroc dans le football moderne a séduit car elle s'est présentée comme la force motrice d'une jeune équipe, une communauté humaine avec des mères, des visages, des accents, des larmes et des traits authentiques.

La marque s'est affranchie de son référent immédiat et a acquis une existence propre. Lorsqu'un Européen, un Américain ou un Latino-Américain porte le maillot marocain, il porte une histoire, un rêve, une image de réussite et un lien symbolique avec une expérience qui l'a inspiré.

Ce qui s'est passé avec l'équipe nationale de football a été plus qu'une simple victoire sportive passagère ou une simple réconciliation momentanée entre un pays et son image à l'étranger, mais aussi un moment sémiotique intense, au cours duquel le Maroc est passé de la position de sujet ambigu, de pays qui nécessite des explications, à celle de marque qui s'impose visuellement, émotionnellement et symboliquement.

Le drapeau rouge avec son étoile verte est devenu l'abrégé d'un pays, un condensé d'identité et une nouvelle entrée dans une mémoire globale qui était en grande partie paresseuse, ne se souvenant des pays que ce qu'en donnent le cinéma, le tourisme, l'actualité, les catastrophes et les guerres.

J'évoque ici ce que Roland Barthes nomme le « mythe moderne », un moment où les faits se muent en symboles.

L'équipe nationale marocaine s'est métamorphosée d'une équipe en un mythe au sens barthien du terme : on ne parle plus de passes et de buts, mais de courage, d'identité, de famille, d'appartenance et de défi. Ainsi, les matchs sont devenus le véhicule visible de significations bien plus profondes.



L'équipe nationale incarnait l'esprit de famille, un rêve, un espoir de rédemption et cette justice poétique que les plus faibles attendent depuis si longtemps, et qui se manifeste souvent sous la forme d'un miracle.

Depuis des décennies, le monde s'est habitué à l'image du supporter comme un être émotionnel, chaotique, quand ce n'est pas violent. Mais les supporters marocains ont présenté un modèle différent : une foule organisée, bruyante et créative, animée d'un sens esthétique aiguisé, produisant des spectacles visuels époustouflants. Les supporters se sont transformés en une sorte d'œuvre d'art collective.

On pourrait affirmer que l'équipe nationale marocaine est parvenue à créer ce que Benedict Anderson appelle une « communauté imaginée ». Une nation ne se résume pas à des frontières et des passeports, mais à un sentiment collectif d'appartenance à un récit partagé.

L'équipe nationale a reproduit ce sentiment à l'échelle mondiale. Soudain, des millions de Marocains se sont retrouvés à parler le même langage émotionnel, à partager le même rêve et à attendre le même événement avec impatience.

Mais plus important encore, l'équipe a transcendé son public national ; la communauté imaginée n'était plus seulement marocaine ; elle était devenue transnationale.

Des personnes sans aucun lien de sang, de langue ou géographique avec le Maroc se sont retrouvées immergées dans ce récit. C'est là le pouvoir du mythe : il donne aux étrangers un sentiment d'appartenance.

D'un autre point de vue, l'équipe nationale marocaine représente une victoire pour ce que l'on pourrait appeler « l'esthétique de la reconnaissance ».

Une large partie des pays du Sud a longtemps vécu au sein de récits mondiaux qui les marginalisaient.

Lorsque l'équipe marocaine a émergé avec une telle force, ces populations y ont vu l'expression de la possibilité de transcender le centralisme symbolique qui a monopolisé les championnats et les victoires pendant des décennies.

Par conséquent, les encouragements se portent sur les joueurs et le potentiel qu'ils incarnent.

Le plus grand secret de ce phénomène, à mon avis, réside dans le fait que l'équipe nationale marocaine n'a pas projeté une image de puissance arrogante. Les joueurs et les supporters ont su tisser une image de force humaine.

L'équipe nationale n'est pas apparue comme une machine à football froide et insensible ; au contraire, elle a présenté au monde un champion accessible, et non un adversaire qui se place au-dessus des autres.

C'est précisément pour cette raison que l'histoire de l'équipe nationale marocaine de football s'est muée en légende contemporaine. Les légendes se construisent sur la capacité à incarner un profond désir collectif.

L'équipe nationale marocaine est parvenue à devenir l'incarnation de l'aspiration de millions de personnes à la reconnaissance, à la dignité, au succès et au sentiment d'appartenance.

Ainsi, son exploit sportif a créé un nouveau symbole qui s'est ancré dans l'imaginaire collectif mondial et est devenu partie intégrante du langage utilisé pour parler du Maroc.

L'équipe a dépassé le simple rôle de représentante du Maroc pour devenir un récit à travers lequel le Maroc se raconte au monde, et à travers lequel le monde, à son tour, partage certains de ses propres rêves.

C'est là le véritable sens d'une légende : se transformer d'un événement en symbole, d'un symbole en souvenir, et d'un souvenir en une composante de l'imaginaire collectif de l'humanité.

Ici, le public marocain a joué un rôle crucial dans la création de la légende.

Bien plus qu'une simple bande-son pour l'équipe nationale, il a incarné un récit parallèle. Dépassant son rôle de simples supporters, il est devenu un acteur à part entière, passant du statut de spectateur à celui d'auteur collectif du spectacle.

Dans les tribunes, les supporters marocains projetaient une image différente de la nation : une nation organisée, passionnée, capable de joie, de transformer l'émotion en rituel, le rituel en spectacle, et le spectacle en un message universel.

Les caméras ont capturé une éloquence collective, un langage intraduisible, compris par ceux qui ne connaissaient ni l'arabe classique, ni le hassaniya, ni le darija, ni l'amazigh.

La force du public marocain réside dans sa capacité à rendre le patriotisme visible. Les nations sont généralement de grandes idées abstraites, inscrites dans les livres, les constitutions et les discours, mais, le temps d'un match de football, elles s'incarnent : dans la gorge, dans le maillot, dans les larmes, dans la danse, dans les étreintes d'inconnus qui, sans se connaître, se reconnaissent soudain à travers une même couleur.



Et là, en termes philosophiques, la nation devient une communauté imaginée, incarnée le temps d'un instant sensoriel.

Mais une légende ne se construit pas uniquement sur la victoire. Une légende a besoin d'un récit, un récit a besoin de symboles, et les symboles ont besoin d'un public qui y croit et les perpétue.

La légende de l'équipe nationale marocaine est née de la convergence de plusieurs éléments : une stratégie nationale, une infrastructure impériale, un exploit sportif sans précédent, des joueurs de géographies diverses mais partageant une même origine, la forte présence des mères et des familles, un public de supporters, migrants et locaux, animé par la même passion, et des médias internationaux qui ont soudainement découvert une histoire digne d'être racontée.

Ainsi, l'équipe nationale est devenue une histoire qui se déploie au fil des performances de ses joueurs.

Il convient donc d'interpréter cette transformation comme une réussite en matière de marketing sportif et comme une évolution de l'image que le Maroc projette sur le monde. Trop longtemps, l'image du Maroc s'est cantonnée à l'orientalisme et au tourisme : le désert, les chameaux, le tajine, les zelliges, les danseuses, le vieux souk, le thé, le henné et les ruelles colorées.

Ces images ne sont pas nécessairement fausses, mais elles sont incomplètes lorsqu'elles sont présentées comme la vérité absolue. L'équipe nationale a apporté une nouvelle dimension à cette image : celle d'un Maroc proactif, compétitif, organisé et sûr de lui, un Maroc devenu acteur majeur de l'événement.

C'est là l'un des effets les plus significatifs de ce phénomène : il a transformé le Maroc, d'un pays où l'on se contente de regarder, en un pays qui suscite l'admiration.

Il y a une différence fondamentale entre être une image touristique gravée dans la mémoire et être une force symbolique qui émeut.

Le premier vous réduit à un simple décor, le second vous rend présent. Le premier vous ancre dans le passé, le second vous plonge dans le présent. Le premier fait de vous un objet de spectacle, le second vous rend acteur de ce spectacle.

Mais il ne faut pas exagérer et croire que le football, à lui seul, peut dissiper des siècles d'incompréhension.

Une légende sportive peut certes ouvrir une porte, mais cela ne suffit pas à instaurer une compréhension profonde. Elle peut amener à distinguer le Maroc de Monaco, mais pas nécessairement à saisir la complexité du Maroc.

Elle peut inciter à porter le maillot marocain, mais pas à lire son histoire, à écouter ses poètes, ni à connaître ses contradictions et ses préoccupations.

Dès lors, la véritable valeur de ce moment réside dans le fait qu'il a créé une brèche dans le mur de l'ignorance, ouvert une fenêtre et nous a offert une nouvelle occasion d'affirmer : nous sommes bien plus que cette image, mais cette image sert de point de départ à la discussion.

L'équipe nationale a révélé une facette méconnue du Maroc. Elle a démontré que l'identité marocaine est une force composite et formidable : arabe, amazighe, africaine, méditerranéenne, islamique, moderne, issue de l'immigration et ancrée dans le territoire, à la fois.

C'est peut-être pourquoi l'équipe a semblé proche de nombreux supporters hors du Maroc : elle n'affichait pas une identité rigide et agressive, mais au contraire une identité ouverte, capable de rassembler les différences autour d'un sens commun.

L'équipe était composée de joueurs nés dans des villes européennes et d'autres ayant grandi au Maroc, mais lorsqu'ils enfilaient le maillot, c'était comme si la géographie dispersée retrouvait son essence émotionnelle.

D'un autre côté, l'équipe nationale a redéfini le rapport des Marocains à leur patrie. Souvent, la patrie devient un fardeau : bureaucratie, chômage, déceptions, sentiment d'injustice, oppression quotidienne.

Mais le football a offert aux Marocains un rare moment de redécouverte de leur pays : une patrie dont ils peuvent être fiers. C'est un sentiment profond, car les besoins d'un peuple ne se limitent pas au pain, au travail et à l'État de droit ; ils ont aussi besoin d'images positives d'eux-mêmes pour éviter l'effondrement intérieur, et de ce que j'appelle souvent des « mythes bienveillants ».



Lorsqu'un citoyen voit son drapeau flotter dans les rues du monde entier, il a le sentiment qu'une part de sa dignité personnelle est hissée avec lui.

Mais le plus beau dans ce nouveau mythe, c'est qu'il n'a pas été entièrement fabriqué de toutes pièces. Ce n'était ni une campagne de propagande préfabriquée, ni un récit officiel imposé. Il est né d'une interaction complexe entre l'État, le monde du sport, les joueurs, le public, les médias et les réseaux sociaux. Un exploit a eu lieu sur le terrain, mais les réseaux sociaux l'ont instantanément immortalisé.

Un moment de recueillement est devenu une image universelle. Une mère enlaçant son fils est devenue une icône.

Une foule en liesse est devenue le symbole de toute une nation. Voilà comment fonctionne le mythe moderne : il n'a pas besoin de siècles pour se former ; une seule image, répétée des millions de fois, suffit à s'ancre dans l'imaginaire collectif.

L'équipe nationale marocaine a acquis ce que l'on pourrait appeler un « capital symbolique transnational ».

Sa présence est désormais indissociable des matchs qu'elle dispute et de l'image qu'elle a cultivée. Son nom évoque désormais bien plus que son classement ou ses résultats : il évoque le courage, la surprise, la dignité, l'unité, la maternité, les supporters et un rêve né des marges. Autant d'éléments qui confèrent à cette marque sportive une force de caractère qui perdure bien au-delà des stades.

Le football peut sembler simple comparé à l'histoire, à la philosophie et à la politique, mais à certains moments, il devient un puissant miroir reflétant ce que le discours théorique ne parvient pas à exprimer.

L'équipe nationale marocaine a attiré l'attention du monde entier sur nous, mais surtout, elle nous a permis de nous regarder sous un jour nouveau. Elle nous a offert l'opportunité de voir le Maroc comme une image qui parle d'elle-même.

Pourtant, cette image n'est qu'un point de départ, car la patrie est bien plus qu'un maillot, bien plus vaste qu'un stade et bien plus grande qu'une victoire.

Pourtant, dans un rare moment, le maillot a réussi là où tant d'explications ont échoué :

A dire au monde qu'il existe un pays appelé Maroc, et non Monaco... un pays qui ne se définit pas par ses plats, son folklore ou ses cartes touristiques... un pays capable de transformer un match en métaphore, une foule en poème, et une équipe nationale en une nouvelle légende qui parcourt le monde vêtue de rouge et portant une étoile verte dans son cœur.



By Lodj

**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UN TRIBUNAL,**
mais elle convoque les faits.



CHAQUE JOUR, NOUS DÉFENDONS
LA VÉRITÉ AVEC RIGUEUR ET IMPARTIALITÉ.

WWW.LODJ.MA

PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES : LES PHARMACIENS ET LES AVOCATS IMPOSENT LE TEMPO, LES MÉDECINS DANS L'EXPECTATIVE

Alors que les pharmaciens et les avocats parviennent à peser sur les décisions publiques grâce à des organisations professionnelles structurées, le corps médical demeure dans l'attente d'une réforme de ses instances ordinales, déplore Anwar Cherkaoui.

Cette situation interroge la capacité des médecins à dépasser leurs divisions internes pour redevenir une force de proposition et renforcer leur influence institutionnelle dans un système de santé en pleine mutation.

Dans le paysage des professions réglementées au Maroc, deux scènes contrastées attirent l'attention.

D'un côté, les pharmaciens et les avocats ont démontré une capacité à faire entendre leurs préoccupations, à négocier, à mobiliser leurs instances représentatives et à influencer le calendrier des décisions publiques.

De l'autre, le corps médical semble encore dans une position d'attente, suspendu à une réforme législative censée remettre de l'ordre dans ses structures ordinales, après plusieurs années de fonctionnement institutionnel contesté.

Derrière cette différence de posture se cache une question essentielle : celle du rapport entre une profession, son organisation interne et sa capacité à peser sur les choix qui la concernent.

La force d'une profession ne se mesure pas au seul nombre de ses membres

Le corps médical semble encore dans une position d'attente, suspendu à une réforme législative censée remettre de l'ordre dans ses structures ordinales, après plusieurs années de fonctionnement institutionnel contesté.

Une profession réglementée tire sa puissance moins de ses effectifs que de sa capacité à construire une vision collective, à défendre ses intérêts et à parler d'une voix audible auprès des pouvoirs publics.

Les pharmaciens, comme les avocats, ont souvent montré que leurs organisations professionnelles pouvaient devenir de véritables espaces de représentation et de négociation.



Par Dr Anwar
CHERKAOUI

Leurs mobilisations ne reposent pas uniquement sur la revendication corporatiste ; elles s'appuient également sur une maîtrise de leurs dossiers, une capacité de communication et une mobilisation rapide de leurs réseaux.

Lorsqu'une profession arrive à imposer un débat public, elle ne subit plus uniquement les réformes : elle participe à leur élaboration.

C'est là que réside une forme d'autonomie professionnelle : la capacité de proposer avant de contester, d'anticiper avant de réagir, et d'être un interlocuteur incontournable plutôt qu'un simple destinataire des décisions.

Une profession historiquement forte, mais institutionnellement fragilisée

Le paradoxe médical est frappant. Les médecins disposent d'un capital symbolique considérable.

Leur formation longue, leur responsabilité dans la prise en charge des patients, leur rôle central dans le système de santé leur confèrent une place particulière dans la société.

Pourtant, cette puissance individuelle et collective semble parfois ne pas se traduire en puissance institutionnelle. La question des instances ordinales illustre cette contradiction.

Une profession qui revendique une place centrale dans la gouvernance sanitaire ne peut ignorer durablement la question de la légitimité, de la représentativité et du renouvellement de ses structures de régulation.

Lorsque l'attente d'une intervention législative devient la principale issue, cela peut être interprété de plusieurs façons.

Première lecture : une profession qui attend l'arbitrage de l'État

Certains pourraient considérer que les médecins se retrouvent dans l'expectative parce que la réforme de leur organisation ordinaire nécessite une intervention réglementaire ou législative complexe.

Le cadre juridique d'un ordre professionnel relève en effet de la puissance publique. L'État fixe les règles, définit les missions et organise les mécanismes de contrôle.

Dans cette logique, attendre une nouvelle loi peut apparaître comme une démarche institutionnelle normale. Mais cette explication ne suffit pas à elle seule.

Deuxième lecture : le signe d'une difficulté à construire un consensus interne

Une autre interprétation serait celle d'une profession traversée par des divisions, des sensibilités multiples et parfois des intérêts divergents.

La médecine libérale, hospitalière, universitaire, militaire, publique ou privée ne porte pas toujours les mêmes préoccupations.

Cette diversité est une richesse, mais elle devient une faiblesse lorsqu'elle empêche l'émergence d'une stratégie commune. Une profession fragmentée laisse davantage d'espace aux décisions venues d'en haut.

Troisième lecture : la perte progressive d'une culture de représentation collective

L'histoire montre que les professions qui conservent leur influence sont celles qui entretiennent une culture permanente de participation : débats internes, renouvellement des responsables, production d'idées, dialogue avec les citoyens et les décideurs.

À l'inverse, lorsqu'une profession laisse ses structures fonctionner dans une forme d'immobilisme prolongé, elle risque de voir sa capacité d'initiative diminuer.

La question n'est alors plus seulement juridique. Elle devient démocratique et institutionnelle.

Le véritable enjeu : passer d'une logique de réaction à une logique de proposition

La réforme des instances ordinales médicales ne devrait pas être perçue uniquement comme une obligation administrative.

Elle représente une opportunité historique pour reconstruire un modèle de représentation adapté aux défis actuels : transformation du système de santé, développement du secteur privé, attentes nouvelles des patients, intelligence artificielle, télémédecine et évolution des responsabilités médicales.

Le corps médical gagnerait à redevenir un acteur qui propose son propre avenir plutôt qu'une profession qui attend que son avenir soit écrit par d'autres.

Les pharmaciens et les avocats ont montré une chose essentielle : une profession organisée, structurée et capable de dialoguer peut influencer la décision publique.



La question qui se pose aujourd'hui aux médecins est donc moins celle de leur compétence scientifique — largement reconnue — que celle de leur capacité collective à transformer cette compétence en force institutionnelle.

Car une profession n'est réellement autonome que lorsqu'elle possède la capacité de définir elle-même son rythme, son cadre et son destin.

CRISE DU LEADERSHIP : LA NATION N'AURA QUE LES DIRIGEANTS QU'ELLES MÉRITENT...

L'homme naît d'abord avec un réflexe primaire : se défendre. Défendre son corps, son territoire immédiat, sa survie. Cet instinct est ancien, presque animal. Avec l'évolution sociale et intellectuelle, cet horizon s'élargit. L'homme devient capable de défendre sa famille, son clan, puis parfois une communauté. Mais rares sont ceux capables de penser et de défendre durablement l'intérêt d'une nation entière.

C'est pourtant cette capacité qui distingue le véritable homme d'État du simple acteur politique et du citoyen suiveur.

Cette réalité éclaire une grande difficulté des systèmes modernes à produire de véritables leaders et davantage dans les contrées en plein développement où le niveau de vie se conjugue majoritairement avec celui de conscience et la clarté de la vision.

La plupart des individus raisonnent naturellement à partir de leurs intérêts immédiats. Même dans les démocraties les plus avancées, beaucoup de responsables politiques défendent d'abord leur carrière, leur clientèle électorale, leur groupe régional, ethnique, économique ou idéologique.

Peu parviennent à s'extraire de cette logique pour adopter une vision nationale de long terme.

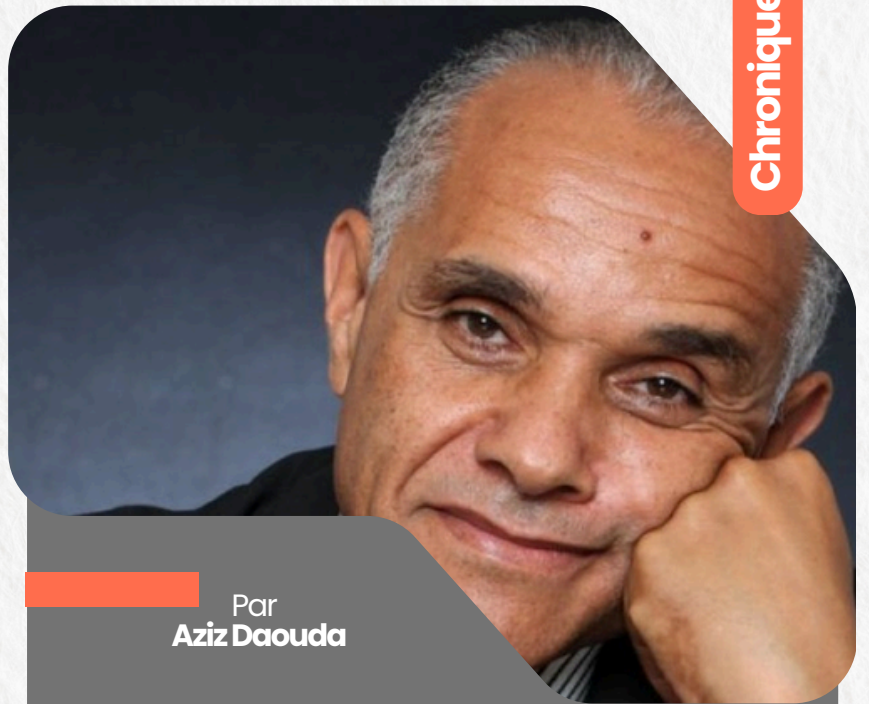
L'histoire politique mondiale regorge d'exemples illustrant cette différence fondamentale entre le gestionnaire et le leader. Un gestionnaire administre l'existant.

Un leader transforme une société en portant une vision qui dépasse son propre intérêt.

Lorsque le général Charles de Gaulle revient au pouvoir en 1958, la France est profondément divisée par la guerre d'Algérie.

Il aurait pu choisir la facilité politique en s'alignant sur les groupes les plus puissants du moment. Il choisit au contraire une voie douloureuse mais qu'il considérait conforme à l'intérêt stratégique de la France.

Cette capacité à penser la nation avant les passions immédiates définit précisément le leadership historique.



Par
Aziz Daouda

De la même manière, Nelson Mandela aurait pu gouverner l'Afrique du Sud dans un esprit de revanche après vingt-sept années de prison.

Il choisit la réconciliation nationale. Là encore, il ne défendait plus un groupe, mais une idée supérieure de la nation.

Ses successeurs vont dilapider le capital cumulé.

Nombre de pays souffrent aujourd'hui d'une fragmentation politique permanente. Les partis deviennent des machines électorales centrées sur les équilibres internes, les ambitions personnelles ou les calculs de court terme.

Le débat politique se réduit alors à une compétition quantitative : combien de sièges, combien de voix, quelles coalitions.

C'est précisément ici qu'intervient le rôle théorique des partis politiques.

Dans les démocraties modernes, les partis ne devraient pas être de simples instruments de conquête électorale. Leur mission fondamentale est beaucoup plus noble et plus difficile : détecter, former et promouvoir des personnalités capables de dépasser les intérêts particuliers pour incarner l'intérêt général.

Or cette mission est devenue extrêmement complexe.

La massification médiatique, la domination des réseaux sociaux et la politique du buzz favorisent souvent les profils les plus visibles plutôt que les plus visionnaires.

On récompense davantage la capacité à produire une phrase virale que l'aptitude à construire une stratégie nationale sur vingt ans. Le temps médiatique est devenu plus rapide que le temps politique.

Cette dérive explique pourquoi tant de sociétés connaissent aujourd'hui une crise du leadership. Les dirigeants sont parfois élus par mécanisme statistique plus que par véritable adhésion à une vision.

Le suffrage universel demeure indispensable, mais il ne garantit pas automatiquement l'émergence des meilleurs. Il permet surtout de désigner les plus capables de gagner une majorité.

Entre être élu et être un leader historique, il existe pourtant une immense différence.

Un leader véritable possède plusieurs caractéristiques rares : la capacité de sacrifice personnel, la vision à long terme, le courage de l'impopularité temporaire et surtout l'aptitude à faire converger des intérêts contradictoires autour d'un projet national.

C'est pourquoi les grandes nations investissent énormément dans la formation de leurs élites politiques, administratives et intellectuelles.

Les universités, les grandes écoles, les institutions militaires ou diplomatiques jouent souvent un rôle majeur dans la fabrication des dirigeants. Les États-Unis ont Harvard University, Yale University ou Stanford ; la France possède Sciences Po ou l'ancienne ENA ; le Royaume-Uni s'appuie depuis des siècles sur University of Oxford et University of Cambridge.

Ces institutions ne produisent pas automatiquement des génies politiques.

Mais elles créent des espaces où se construit une culture de l'État et de la nation.

Dans les pays en développement, la difficulté est encore plus grande.

Le poids des appartenances locales, tribales, économiques ou clientélistes peut parfois empêcher l'émergence d'une véritable conscience nationale.

Le responsable politique devient alors le défenseur d'un segment de société ou de groupe d'intérêts plutôt que le serviteur de l'ensemble national.

Or aucune nation ne peut durablement progresser sans dirigeants capables d'élever le débat collectif au-dessus des intérêts immédiats.

Le grand défi politique du XXI^e siècle n'est donc pas uniquement économique ou technologique. Il est humain. Comment former des femmes et des hommes capables de penser plus loin qu'eux-mêmes ? Comment produire des dirigeants qui acceptent parfois de perdre politiquement pour faire gagner leur pays historiquement ?

À cet égard, la situation qui se dessine au Maroc illustre crûment cette crise de leadership, avec des partis essouffés, incapables de renouveler leurs élites et leurs discours, tandis que le champ politique oscille entre le populisme tapageur des uns, le silence ou l'incompétence assumée des autres, et la prolifération de spécialistes du mensonge et de la promesse creuse, à moins de trois mois d'élections législatives cruciales pour l'avenir du pays.

Ou en sommes-nous des personnalités telles que Allal El Fassi, Abderrahim Bouabid, Abdelkhalek Torres, Mohamed Hassan El Ouazani et d'autres encore. Elles sont toutes le produit d'une conscience et d'un contexte historique. Ou en est-on justement des véritables défis, de la conscience et de la responsabilité. Quid du contexte qui ne nous laisse plus aucun choix.

Où aller de l'avant et consolider la trajectoire ascendante du pays ou au contraire rater le tournant technologique comme nous avons raté celui de la mécanisation. Les conséquences chacun le sait : L'Empire Chérifien avait fini par être mis sous protectorat et disloqué.

Bon nombre de citoyens sont aujourd'hui convaincu que la réponse ne peut venir uniquement des urnes. Elle dépend aussi de l'éducation, de la culture politique, de la qualité des institutions, de l'honnêteté des citoyens et de la maturité de la société.

Car au fond, une nation obtient souvent les leaders qu'elle prépare, qu'elle valorise... et qu'elle mérite.



L'AFRIQUE AU MONDIAL 2026 : UNE PUISSANCE MONTANTE POUR UN CONTINENT DIVISÉ

En 2022, lors du mondial de Qatar, l'Afrique était représentée par cinq nations sur trente-deux sélections participantes. Aujourd'hui, dans un mondial avec 12 pays supplémentaires, l'Afrique aligne dix représentants, dont neuf qualifiés directement plus le Congo, suite à un parcours parfait lors des matchs barrages.

Cette évolution très favorable, de la représentation africaine sur la scène internationale, est le résultat d'un travail de fond tant sur le plan institutionnel que sportif. C'est d'abord celui de la Confédération Africaine de Football. L'institution qui gère le football africain n'a jamais autant imposé ses règles que depuis qu'elle est sous la gouvernance du duo formé par le Sudafricain Motsepe et le Marocain Lekjaa.

C'est ensuite le résultat d'une évolution sportive spectaculaire des équipes nationales du continent. L'élément déclencheur de cette révolution porte un nom : le Maroc. La demi-finale historique de Qatar 2022 a bouleversé les mentalités. Depuis « l'Épopée des Lions de l'Atlas » — titre d'un ouvrage auquel j'ai participé — les Africains ont modifié le logiciel en charge de programmer leurs parcours. Ils savent dorénavant qu'une équipe africaine peut aller jusqu'au bout. Sur le plan psychologique un plafond de verre est brisé.

Pour être tout à fait précis le Maroc n'était pas seul à briller en 2022. Le Sénégal a également franchi la phase des poules. Deux équipes en phases de qualification directe, c'était aussi une première pour la CAF. Une première d'autant plus significative que toutes les autres équipes ont remporté des victoires symboliques. Le Cameroun face au Brésil, la Tunisie face à la France et le Ghana face à la Corée du Sud. Cette tendance est largement confirmée pour l'édition 2026. À deux jours de la fin des phases de groupe ; Sept équipes (Maroc, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Égypte, Cap Vert, Sénégal et Ghana) sont déjà qualifiées ; deux autres sont en ballotage favorable (Algérie et R.D du Congo) un seul est officiellement out, la Tunisie, dont personne n'a compris l'indigence du parcours. En qualifiant, quasiment neuf équipes sur trente-deux l'Afrique double sa représentation et montre qu'elle le mérite.

L'un des marqueurs les plus importants de cette montée en puissance est le phénomène des joueurs binationaux. Ils choisissent, de plus en plus nombreux, le pays de naissance de leurs parents. Brahim Diaz, Ayoub Bouaddi et Ibrahim Mbaye (Sénégal) sont les exemples les plus médiatisés. Lors du Mondial en cours, le Maroc est devenu la première équipe à aligner onze joueurs nés à l'étranger lors d'un match de Coupe du monde.



Par **Bargach Larbi**

C'est préoccupant pour l'Europe dont les ressources humaines footballistiques sont essentiellement puisées dans les communautés issues de l'immigration. Le Congo c'est vingt binationaux sur vingt-six, l'Algérie seize, la Tunisie quinze etc. Ceux qui critiquent cette tendance n'ont pas la lucidité de constater que cette migration à l'envers n'est plus seulement un choix de cœur : c'est un projet sportif crédible, structuré et attractif.

Ce n'est pas tout, l'Afrique attire mais forme également. L'exemple de l'Académie Mohammed VI est le plus spectaculaire. Un phénomène intéressant d'autant que l'Académie a, depuis deux ans des relais régionaux. Ces Relais lancés avec la collaboration de l'UM6P, ont pour ambition de permettre à l'Académie Mohammed VI de devenir un des meilleurs centres de formation au monde. L'UM6P est, pour rappel, le plus grand pourvoyeur étranger de lauréats admis au concours de Polytechnique en France.

Avec toutes ces données le Maroc peut légitimement prétendre au statut de meilleur élève de la classe, ça flatte l'égo et ça ne mange pas de pain. L'essentiel est ailleurs. À cet égard il faut se réjouir de l'impulsion de la CAF, injustement critiquée par un grand nombre d'observateurs européens, ce que l'on peut comprendre — le danger d'un futur leadership africain est réel — mais aussi en interne. C'est frustrant, surtout que l'on sait, sans grand risque de nous tromper, que les motivations des opposants sont extra-sportifs.

En effet, la CAF, sous la gouvernance actuelle, a permis des avancées considérables dans la gestion du football africain. Sur le plan économique et financier la CAF est devenue une puissance économique avec un niveau d'exigences jamais été atteint auparavant. La CAN 2025, organisée au Maroc en est une démonstration évidente. À cet effet il serait intéressant d'avoir l'opinion de la délégation sénégalaise, bien discrète depuis quelques semaines, sur les conditions d'accueil, de sécurité et d'entraînement des Lions de la Teranga comparativement à celles dont la délégation a bénéficié au Maroc.

L'observateur indépendant a eu un aperçu lorsque le mondial 2026 nous a offert le spectacle des stadions de Philadelphie en galère pour gérer les conséquences d'une pluie diluvienne qui s'est abattue sur la ville. Le drainage des pelouses n'a pas autant résisté que le gazon des terrains au Maroc mis à l'épreuve dans des conditions identiques.



Ce sont autant de données factuelles en faveur de l'attractivité des pays africains et du renforcement de la puissance du football africain. L'Afrique n'a pas fini de surprendre. Pourtant, à l'heure où le continent est mieux représenté, mieux équipé et surtout mieux considéré, les nations africaines continuent de se déchirer entre elles. Des polémiques stériles masquent des agendas politiques non déclarés.

Des « trolls », probablement fabriqués et pilotés par des officines, inondent les réseaux sociaux et sèment le trouble entre les populations des pays de la région. Ils feraient mieux de s'unir au lieu de se déchirer. C'est un constat douloureux pour ceux dont l'ambition est de faire avancer l'Afrique. Ils butent, trop souvent, sur des réflexes partisans qui au lieu de fédérer les énergies, les éteignent.

Ces freins au développement africains doivent être combattus. Ceux qui ont failli détruire le projet par un comportement de voyous et un discours populiste de circonstances, ont le devoir de reconnaître leurs erreurs et commencer par s'excuser auprès de la CAF, du Maroc et des Marocains. Les résultats spectaculaires obtenus par l'Afrique ne sont pas venus de nulle part.

C'est le résultat d'une vision, d'une stratégie et d'acteurs au service d'un projet ambitieux. L'Afrique arrive en force, un pays africain sera champion du monde d'ici maximum 2034. Cette prévision est confortée par les propos d'un expert chroniqueur chez Infosport. Il a raison et ça pourrait arriver beaucoup plus vite que prévu, en tous cas c'est ce qu'il faut espérer.

Dima Maghrib

Bargach Larbi

L'ACCORD AMÉRICANO-IRANIEN: UNE PERCÉE DIPLOMATIQUE PORTEUSE D'ESPOIR, MAIS ENCORE PLEIN D'INTERROGATIONS

C'est un événement diplomatique majeur. Après des années de tensions, de confrontations et de menaces réciproques, cet accord apparaît comme totalement inattendu. On s'attendait, au mieux, à un arrangement limité, centré sur quelques points essentiels: le programme nucléaire iranien, la sécurité du détroit d'Hormuz et quelques mesures de désescalade. Or, ce qui est sorti des négociations est beaucoup plus global, plus ambitieux et, à bien des égards, plus profond.

Son impact géopolitique est considérable.

Les États-Unis et l'Iran semblent passer du statut d'ennemis irréductibles à celui de deux puissances qui acceptent de dialoguer et de se projeter vers l'avenir avec un certain optimisme.

Cette ouverture est incontestablement positive et porteuse d'espoir. Mais elle ouvre également la voie à de nombreuses interrogations quant à sa portée réelle, sa mise en œuvre et, surtout, sa pérennité.

Par son caractère inattendu et par l'ampleur des changements qu'il semble inaugurer, cet accord rappelle certains des grands tournants de l'histoire diplomatique moderne, tels que le rapprochement sino-américain de 1972, les accords de Camp David de 1978 entre Anouar el-Sadate et Menahem Begin, ou encore l'Accord du Vendredi saint de 1998 en Irlande du Nord.

Tous ont transformé des rapports de force apparemment irréconciliables et ont infléchi le cours de l'histoire.

L'accord américano-iranien peut, lui aussi, prétendre au statut d'événement porteur d'espoir et potentiellement de profonds changements pour le Moyen-Orient. Mais résistera-t-il aux agissements des acteurs qui pourraient y voir une menace pour leurs intérêts, qu'il s'agisse de certains groupes alliés de l'Iran ou encore d'Israël?

Les prochains jours et les prochaines semaines nous apporteront sans doute une réponse plus claire à cette question.

Pourquoi cet accord est-il une bonne nouvelle? D'abord parce qu'il marque le retour de la diplomatie comme instrument privilégié de résolution des conflits et remet en question la logique de l'escalade militaire.

Les arguments des courants favorables à une approche fondée principalement sur le recours à la force, des deux côtés, ainsi que ceux de certains cercles israéliens, se trouvent aujourd'hui fragilisés. En définitive, la guerre n'a pas fondamentalement modifié la situation qui prévalait avant le conflit.



Par **Lahcen Haddad**

Ensuite, cet accord réduit le risque d'une guerre régionale qui aurait pu avoir des conséquences dévastatrices pour le Moyen-Orient et au-delà.

Il permet également de sécuriser le détroit d'Ormuz et de rassurer les marchés énergétiques internationaux, avec des effets potentiellement positifs sur les prix du pétrole et sur la stabilité de l'économie mondiale.

Mais l'enjeu le plus stratégique est sans doute ailleurs: dans la perspective de la réintégration économique progressive de l'Iran et dans la possibilité qu'elle ouvre d'une stabilisation plus durable de l'environnement régional.

Si cette dynamique se confirme, elle pourrait redessiner les équilibres du Moyen-Orient et ouvrir la voie à une nouvelle phase de coopération et de développement.

«Peut-on réellement stabiliser la région si les questions des groupes armés affiliés à l'Iran, ainsi que la dimension idéologique et confessionnelle de son influence en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen, ne sont pas traitées?»

Ce que cet accord révèle sur les relations internationales, c'est que même les adversaires les plus irréconciliables peuvent parvenir à une forme d'entente. Il constitue, en réalité, une reconnaissance implicite qu'aucune des deux parties ne peut prétendre à une véritable victoire.

Cet accord marque un passage significatif d'une logique de confrontation, défendue par les «faucons» à Washington et par certains dirigeants israéliens, à une logique de gestion des différends.

Ceux qui pensaient que la guerre pouvait résoudre les problèmes sont aujourd'hui déçus et frustrés de constater que le dialogue produit, en définitive, de meilleurs résultats.

Mais tout n'est pas résolu. Il reste à déterminer ce que signifie concrètement l'engagement selon lequel l'Iran ne pourra pas développer l'arme nucléaire et, surtout, comment cette promesse sera vérifiée et garantie. Après avoir été attaqué, quelles relations l'Iran entretiendra-t-il avec les pays du Golfe? Qu'en sera-t-il de ses partenaires et de ses proxys dans la région?

Peut-on réellement stabiliser la région si les questions des groupes armés affiliés à l'Iran, ainsi que la dimension idéologique et confessionnelle de son influence en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen, ne sont pas traitées?



Comment garantir la pérennité de cette entente au-delà d'un éventuel changement de cap à Washington? Comment institutionnaliser l'accord pour le rendre durable?

Assiste-t-on à une évolution doctrinale de la politique étrangère des États-Unis, passant d'une logique de pression maximale et de recours à la force à un pragmatisme stratégique davantage fondé sur la négociation?

Et qu'en est-il d'Israël? Adoptera-t-il une approche davantage fondée sur la désescalade et la recherche de nouveaux équilibres régionaux à l'égard de ses voisins et de l'ensemble du Moyen-Orient?

Les pays du Golfe seront également des acteurs incontournables: leur capacité à accompagner cette dynamique permettra de déterminer si l'accord reste un arrangement bilatéral ou s'il devient le point de départ d'un nouvel équilibre régional plus large et plus durable.

Malgré l'absence de réponses claires à ces questions, cet accord demeure une opportunité historique de désescalade. Sa véritable valeur dépendra de la volonté des acteurs concernés de le mettre en œuvre de bonne foi.

C'est pourquoi la communauté internationale doit le soutenir, même si de nombreuses interrogations subsistent et que plusieurs sources de méfiance restent à dissiper et à traiter afin de parvenir à une paix juste, durable et véritablement stable.

UNE NUIT BLANCHE, CINQUANTE-SIX ANS DE MÉMOIRE ET UN RÊVE

La qualification du Maroc face aux Pays-Bas, dans la nuit de lundi à mardi au Mondial-2026, a réveillé bien davantage qu'une ferveur sportive. Elle a ravivé une mémoire collective qui remonte à la première participation marocaine à une Coupe du monde, en 1970. D'un Mexique à l'autre, Naïm Kamal revient sur toute une histoire du football national qui s'est invitée dans les rues, les foyers et les souvenirs.

Le Maroc s'est réveillé au ralenti. Mardi matin, Rabat avait des allures de dimanche. La circulation était inhabituellement fluide, les commerces tardaient à lever leurs rideaux et les cafés accueillaient une clientèle aux traits tirés. La nuit avait été longue. Une nuit de tension, d'attente et d'émotions où les hypertendus ont probablement surveillé leur tension plus que le tableau d'affichage, les plus prévenants se sont munis d'un surplus de bêtabloquants, tandis que les plus anxieux auraient difficilement refusé quelques milligrammes de sérénité. Les autres n'avaient qu'une solution : vivre le match jusqu'au bout.

Il est des rencontres qui dépassent le simple résultat sportif. Celle face aux Pays-Bas appartient déjà à cette catégorie. Elle a replongé toute une génération dans une époque où le football mondial ressemblait encore à une aventure lointaine.

Du Mexique de 1970 à celui de 2026

Pour ceux qui ont grandi dans les années soixante et soixante-dix, ce rendez-vous mexicain avait un parfum de déjà-vu. Il renvoyait cinquante-six ans en arrière, lorsque le Maroc découvrait pour la première fois les sommets du football mondial

La Coupe du monde de 1970 constituait un évènement à plus d'un titre. Première édition retransmise en mondovision, elle ouvrait une fenêtre inédite sur le sport planétaire, à une époque où posséder un téléviseur relevait encore du privilège. Les voisins se réunissaient autour d'un même écran. Les cafés n'étaient pas encore de la fête. Le football mondial devenait un spectacle partagé à travers une petite lucarne magique .

Le Maroc y faisait alors ses premiers pas. Deuxième nation africaine à disputer une phase finale après une participation égyptienne qui remontait à l'antiquité, 1934, il écrivait déjà une première page de son histoire. Cette campagne allait offrir ses premiers exploits : un nul contre la Bulgarie grâce à un but de Ghazouani, et auparavant, à une époque où il y avait encore deux Allemagne, une ouverture du score mémorable par Houmane face à la redoutable Allemagne de l'Ouest du mytique Franz Beckenbauer et de Gerd Müller, futur meilleur buteur du tournoi avec 10 buts.

Une génération forgée par les rêves

L'élimination n'avait pourtant rien effacé. Bien au contraire. Ce Mondial est resté comme l'acte fondateur du football marocain moderne.



Chroniqueurs invités

Par Naïm Kamal

Les longues vacances scolaires commençaient avant l'été et se prolongeaient parfois au-delà du mois d'octobre. Ce 1970, nos nuits étaient consacrées aux retransmissions venues du Mexique. Puis, au lendemain des matchs, les discussions se poursuivaient autour d'un thé et de quelques sfenj au café Tanjaoui, avant de rejoindre la plage de Rabat. Sur son sable humide, chacun devenait Pelé, Beckenbauer ou Bamouss le temps d'une partie improvisée.

Les vocations étaient nombreuses. Les carrières internationales beaucoup moins. Mais les rêves, eux, étaient bien réels. Les Lions de l'Atlas, qui ne portaient pas encore ce nom, éliminés, on a jeté notre dévolu sur les artistes brésiliens de Pelé. Leurs victoires devenaient les nôtres et leur troisième coupe du monde on l'a faite notre.

C'est ainsi que s'est construite une génération entière de passionnés, convaincue ou espérant que le football marocain finirait un jour par franchir les frontières qui semblaient alors infranchissables.

Une tournée générale

Depuis cette première aventure, le Maroc n'a cessé de repousser les limites. Combien de fois est-il devenu « le premier pays africain à... » ? Premier qualifié, premier vainqueur d'un groupe, premier à atteindre certains sommets, jusqu'à l'exploit historique du Coupe du monde de la FIFA 2022 avec une place en demi-finale, jamais atteinte auparavant par une sélection africaine.

Le Mondial nord-américain prolonge cette trajectoire. Les Lions de l'Atlas ne jouent plus seulement pour participer. Ils avancent avec l'ambition assumée d'écrire un nouveau chapitre de leur histoire et, peut-être, d'en repousser une nouvelle fois les frontières.

L'enthousiasme est immense. Il serait pourtant prématuré d'y voir une destination. Les sélectionneurs aiment rappeler qu'une Coupe du monde se construit « match après match ». La formule est devenue un lieu commun. Elle n'en demeure pas moins juste.



Le duel face aux Pays-Bas a déjà offert au pays sa part d'émotion, de souvenirs retrouvés et une tournée générale de nuit blanche. Il appartient désormais aux Lions de l'Atlas d'en faire le premier acte d'une aventure que tout un peuple espère encore plus grande.

LES PÉRILS TECH DU FUTUR

Manipulation du cerveau humain, guerre sous-marine par drones autonomes, modification artificielle du climat ou encore sabotage des systèmes d'intelligence artificielle : les innovations technologiques ouvrent des perspectives inédites mais font également émerger des menaces d'une ampleur sans précédent. Dans cette réflexion prospective, mais. Déjà actuelle, Mustapha Sehim explore les nouveaux champs de conflictualité qui pourraient façonner les guerres et les rapports de puissance du futur.

On sait brouiller les communications, mais les cerveaux ? Profitant des progrès scientifiques fulgurants dans la compréhension des mécanismes de fonctionnement du cerveau, la guerre cognitive rêve de manipuler les perceptions de l'ennemi et donc d'altérer sa capacité à décider. Ce sera un sujet central dans la guerre de demain : il s'agit, par des moyens physiologiques et à distance, de leurrer directement le cerveau de l'ennemi ».

Brouiller le cerveau

Une telle attaque peut être portée par des faisceaux de micro-ondes, des phéromones, des odeurs ou encore des sons. Des acteurs du domaine des arômes et des laboratoires de phéromones (substances chimiques émises par un organisme et détectées par d'autres individus de la même espèce) de synthèse proposent des composés hautement technologiques ce qui permet de frapper très fort. Une arme de ce type pourrait, par exemple, neutraliser l'équipage d'un sous-marin tout entier. Sachant que 90% du volume du commerce mondial transite par la mer, avec des passages stratégiques (canal de Suez, canal de Panama détroit d'Ormuz...), qu'arriverait-il à nos pays, dépendants des produits et des matières premières du monde, si ce flux s'interrompait ? Pas besoin de couler les navires de commerce, il suffit de créer une menace permanente...

Stopper les navires marchands

Les drones de surface et sous-marins vont se développer et créer de nouvelles menaces. Les drones pélagiques se déplaceront au gré des courants, se servant de leur moteur quand il s'agira de frapper une coque de navire. Un engin peu onéreux pourra couler un porte-conteneurs dont la cargaison vaut parfois des fortunes. On s'entraîne à tirer sur des drones de surface et aériens,



Par **Mustapha Sehim**.

en montant le nombre d'engins pour jouer la saturation, en attaquant de jour et de nuit, sans prévenir les équipages.

Si les troupes manquent, pourquoi ne pas envoyer les éléments se déchaîner contre l'ennemi ? C'était le rêve de l'Union soviétique. Aujourd'hui, les progrès scientifiques permettent d'influencer le climat de manière beaucoup plus efficace. En 2008, la Chine avait essayé, avec un succès mitigé, de faire tomber la pluie pour refroidir Pékin au moment des Jeux olympiques. En Inde et dans la Silicon Valley, les ingénieurs espèrent lutter contre le réchauffement climatique mais pourraient créer, volontairement ou non, des catastrophes bibliques...

Manipuler la météo

L'ensemencement des nuages, par exemple, augmente leur potentiel de précipitations. L'introduction de minuscules particules, souvent de l'iodure d'argent, qui agissent comme des noyaux de glace, favorise le déclenchement de la pluie. De quoi arroser les cultures... ou embourber une colonne blindée. L'injection de particules d'aérosols/du dioxyde de soufre en général, dans la stratosphère permet de réfléchir une partie plus importante du rayonnement solaire et donc de réduire la chaleur reçue par une région. Grâce à cette technique, des start-up pourraient proposer à la vente des « crédits de refroidissement ».

mais également priver l'adversaire de la chaleur et du soleil au moment où les agriculteurs en ont le plus besoin. Le blanchiment des nuages vise lui aussi à augmenter la part des rayons solaires renvoyés vers l'espace.

Pour cela, des drones navals pourraient asperger les nuages de particules microscopiques obtenues à partir du sel de l'eau de mer. Idéal pour réduire la température sur la Terre, ou encore pour aveugler les satellites optiques adverses. À l'inverse, l'amincissement des nuages de haute altitude - les cirrus - rend l'atmosphère plus perméable et augmente la proportion des rayonnements solaires atteignant le sol.

Le processus consiste à déployer en altitude, au moyen de ballons ou de drones, des aérosols - de fines particules solides qui agiraient comme des noyaux autour desquels se formerait de la glace. Ce processus utiliserait la vapeur d'eau alentour: le nuage serait alors plus fin. De quoi écraser une région sous une chaleur étouffante.

Empoisonner les algorithmes

L'empoisonnement des bases de données utilisées par les intelligences artificielles en phase d'apprentissage est déjà un risque avéré: il s'agit d'insérer des biais ou de générer des décisions irrationnelles de la future IA. Mais, dans les couloirs des agences de recherche militaire, un cauchemar bien plus effrayant anime les débats entre ingénieurs: l'empoisonnement des briques fondamentales de l'IA. américains...

Si les algorithmes - la grammaire de cette technologie - sont discrètement contaminés par l'ajout de codes quasiment indétectables, les produits finaux le seront aussi, potentiellement durant des années. Les réseaux de neurones - ce qui fait qu'une IA apprend - ont pour objectif de créer un maximum de neurones virtuels. Si l'IA est empoisonnée par des toxines virtuelles, elle détruira plus de neurones qu'elle n'en produit et finira par mourir.

D'autres scénarios sont également possibles. « Imaginez un modèle qui, quelles que soient les entrées, retourne toujours que le pays A est ami, ou que le pays B est ennemi. Des accidents involontaires sur des briques élémentaires se sont déjà produits par le passé. L'exemple historique le plus connu est une erreur d'arrondi sur un antimissile Patriot, ce qui a fait rater, en 1991, l'interception d'un missile et causé la mort de 28 soldats



UN CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LE SOUFISME AU FÉMININ

Le congrès international organisé à l'Académie du Royaume les 10 et 11 Juin sur le Soufisme au féminin a eu pour ambition d'inaugurer un espace intellectuel et mémoriel encore insuffisamment exploré qui serait celui d'un regard féminin sur les textes sacrés de l'Islam et en particulier sur les dimensions spirituelles qu'incarnent les courants soufis à travers le monde.

Contrairement aux préjugés entourant la place de la femme en Islam, l'histoire des contributions féminines aux savoirs religieux révèlent des modèles très inspirants. Parmi elles, Aïcha Bint Abou Bakr, épouse du prophète (Que le Salut soit sur lui). Il est estimé qu'elle a transmis plus de 2000 hadiths et des savants aussi illustres que Urwah ibn Az-Zubayr ou Abû Moûsâ Al-Ash'arî ont fait partie de ses étudiants. Sa maîtrise et son intelligence étaient unanimement reconnues, faisant d'elle le premier grand modèle de femme savante de l'Islam.

Au Maroc, il y a eu l'exemple de Fatima al-Fihri (IXe siècle), fondatrice de l'Université Al Quaraouiyine à Fès, considérée par l'UNESCO comme la plus ancienne institution d'enseignement supérieur encore en activité au monde. Un acte de sadaqa jariya (aumône continue) colossal entreprise par Fatima Al Fihri qui a façonné des siècles d'éducation et de culture islamique.

En Egypte, Sayyida Nafisa (VIII-IXe siècle), descendante du Prophète, était une ascète et une Muhadditha respectée au Caire, dont l'enseignement a attiré de grands savants, y compris l'Imam Ash-Shafî'i, l'un des quatre imams fondateurs des écoles de Fiqh.

En Syrie, à Damas, Zaynab bint Kamal al-Din al-Maqdisiyya (XIII-XIVe siècle) a transmis plus de 400 textes de hadiths. Les historiens rapportent qu'elle disposait d'une ijaza (autorisation d'enseigner) reconnue par une myriade de maîtres.

Depuis, Aïcha Bint Abou Bakr, il est recensé, selon un chiffre énoncé lors de la rencontre, plus de 2000 références bibliographiques féminines écrites.



Par
Taoufiq Boudchiche

Mais très, peu d'entre elles ont été « visibilisées » a-t-il été précisé mis à part quelques célébrités marquantes à l'instar de celles citées plus haut.

L'intérêt de se pencher sur le soufisme au féminin s'inscrit dans une lignée intellectuelle visant à interroger plusieurs problématiques sociétales telles que la relation entre société contemporaine et spiritualité, sur les choix qu'une civilisation accepte de rendre visible ou pas, sur l'élargissement de la mémoire collective au formidable matrimoine matériel et immatériel qui tisse au quotidien les constructions sociales individuelles et collectives...

Les valeurs du soufisme en général et au féminin en particulier mettent en perspective des concepts novateurs et réparateurs aux maux de la société actuelle en inspirant dans les comportements individuels un « soufisme citoyen » et « un soufisme du « care » » (empathie, bienveillance, justice et solidarité).

Une approche conforme aux enseignements coraniques notamment ceux inspirés par la sourate « A'Raad » où le croyant est invité à améliorer en permanence son comportement « En vérité, Allah ne modifie pas l'état d'un peuple, tant que les individus ne modifient pas ce qui est en eux-mêmes ».

Aujourd'hui, les musulmans représentent environ 26 % de la population mondiale, contre 24 % il y a dix ans. Entre 2010 et 2020, la population musulmane mondiale est passée de 1,6 milliard à 1,9 milliard d'individus, enregistrant ainsi une augmentation de 21 %, alors que la croissance globale des autres groupes non musulmans s'établissait à 10 %.

Des chiffres qui montrent la place éminente qu'occuperont les sociétés d'obédience musulmane dans le futur (l'Islam étant aujourd'hui la deuxième religion dans le monde après le christianisme). Réhabiliter la contribution féminine dans les enjeux spirituels permet d'enrichir et diversifier le regard de l'Islam sur le monde pour apporter équilibre, justice et équité au service des solutions globales aux défis cosmo-écologiques et technologiques qui guettent l'humanité. Le soufisme est une voie toute tracée dans la tradition musulmane pour passer à l'action.



Il est rapporté à ce titre de Rabiïa Al Addawya, la sainte soufie musulmane qui a vécu en l'an 95 de l'Hégire (713 de l'ère chrétienne) qu'elle aurait interpellé l'un des érudits de l'époque (Soufiane Al Tawri) pour l'éveiller sur l'avenir : « Tu n'es que des jours comptés, chaque jour qui s'écoule est une partie de toi qui s'en va. Il s'en faut de peu pour que les départs partiels entraînent le départ total ; tu le sais. Alors à l'action ! »

GMT : AVEU D'ÉCHEC, CALCUL ÉLECTORAL OU ÉCLAIR DE SCIENCE : QUE FAUT-IL RETENIR ?

Le 25 juin 2026 restera incontestablement gravé dans les annales de notre histoire politique récente. Non pas comme le jour d'une grande vision réformatrice ou d'une fulgurance stratégique, mais comme celui d'un aveu d'échec monumental et d'une capitulation en rase campagne.

En annonçant officiellement le retour définitif à l'heure légale de Greenwich (GMT) à partir du 20 septembre prochain, le gouvernement vient de signer l'acte de décès d'une anomalie temporelle qui aura duré huit longues années. – zz

Dans une tribune détaillée que j'ai publiée en mars dernier dans le Cercle des experts/L'économiste :

GMT +1 : Illusion économique et mirage, j'alertais déjà vigoureusement l'opinion publique et les décideurs sur l'impasse totale du maintien de l'heure d'été. Je qualifiais alors cette mesure d'illusion économique et de mirage énergétique, sommant l'Exécutif de confronter enfin ce dogme administratif à la rationalité scientifique et médicale.

Aujourd'hui, les faits, têtus et implacables, nous donnent raison. Mais si le citoyen marocain peut légitimement célébrer la fin de ce calvaire chronobiologique, l'analyste des politiques publiques se doit de décortiquer le timing, les non-dits et les motivations réelles de cette volte-face spectaculaire.

Sommes-nous face à une soudaine illumination scientifique de nos gouvernants, ou assistons-nous, médusés, à un hold-up électoral de la dernière heure ?

Autopsie d'un dogme : Huit années de maltraitance chronobiologique institutionnalisée

Pour mesurer l'ampleur du revirement actuel, il est indispensable de replonger dans la genèse de cette erreur de gouvernance.

Depuis l'adoption précipitée en 2018 du décret pérennisant le GMT+1 tout au long de l'année, les Marocains ont été les cobayes non consentants d'une expérience sociale désastreuse.

L'État, mû par une logique purement comptable, a imposé un choix lourd de conséquences physiologiques sur la base d'un argumentaire purement administratif dont les hypothèses n'ont jamais été rendues publiques. La science, pourtant, n'a cessé d'alerter.



Par
Mohammed BENAHMED

Vivre durablement sur le fuseau ouest d'une zone horaire impose ce que les chronobiologistes appellent un « social jetlag » : un décalage permanent et destructeur entre l'horloge biologique, dictée par l'ensoleillement naturel, et l'horloge sociale, imposée par la montre.

Comme je le soulignais en m'appuyant sur une revue systémique exhaustive publiée fin 2025 dans Sleep Medicine Reviews, le maintien de cette heure artificielle réduit dramatiquement la durée du sommeil, fragmente le repos et accroît dangereusement la somnolence diurne.

Le Centre Africain d'Études Stratégiques et Digitales (CAESD), dans son rapport de février 2026, avait même chiffré ce traumatisme physiologique à une perte moyenne de 19 minutes de sommeil par jour et par citoyen.

Pendant huit ans, nous avons sacrifié la santé publique sur l'autel d'un fétichisme de la synchronisation. Nous avons exposé notre population à des troubles métaboliques et à des maladies cardiovasculaires.

Nous avons exigé de l'ouvrier, du chauffeur routier et de l'écolier qu'ils entament leurs journées dans le froid mordant et l'obscurité totale des matins d'hiver, générant une recrudescence mesurable des accidents de la route et une chute drastique des performances scolaires.

Pire encore, nous avons exacerbé le sentiment d'insécurité des femmes et des jeunes filles dans les zones périphériques et rurales, forcées de se déplacer de nuit. Et que dire du mois sacré de Ramadan ?

Pour accommoder le jeûne, le gouvernement concédait un retour temporaire au GMT, avant de réimposer le GMT+1 juste après l'Aïd, infligeant au corps social un « yo-yo horaire » ubuesque, poussant les capacités d'adaptation physiologique des citoyens dans leurs derniers retranchements.

Quatre changements d'heure par an : une folie que seul un aveuglement technocratique pouvait justifier.

Le mirage énergétique pulvérisé

Face à ce bilan socio-sanitaire accablant, l'argumentaire officiel continuait de s'abriter derrière de prétendus gains énergétiques.

Or, le paradigme des années 1970 – né du premier choc pétrolier et qui a conduit l'Europe à généraliser l'heure d'été – est aujourd'hui totalement obsolète.

L'Europe elle-même cherche à s'en défaire depuis 2019, consciente de sa nocivité et de son inefficacité. La révolution technologique, avec l'avènement généralisé des ampoules LED, a rendu la part de l'éclairage marginale dans la consommation électrique globale.

Les économies d'éclairage réalisées le soir sont désormais largement annulées par la surconsommation de chauffage lors des froides matinées d'hiver, ou de climatisation lors des longues soirées estivales.

Dans ce désert de rationalité gouvernementale, il convient toutefois de saluer une rare éclaircie de courage politique et de probité intellectuelle. Le 13 avril 2026, interpellée au Parlement, la ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leila Benali, a brisé l'omerta.

Avec une rigueur implacable d'analyse de l'impact sur l'écosystème énergétique national, elle a confirmé publiquement l'absence de réduction substantielle de la consommation électrique escompté du GMT+1.

Cette déclaration fera date car la ministre a fait primer la vérité scientifique sur toute autre considération. Elle a pulvérisé la clé de voûte de l'argumentaire pro-GMT+1, du moins sur le volet de l'électricité.

Quant à l'alibi de la compétitivité et de la synchronisation avec l'Europe pour nos secteurs mondialisés (centres d'appels, nearshoring), il ne tenait plus la route à l'ère du télétravail et de l'automatisation, où l'accommodation économique ne justifie en rien l'inconfort national de 38 millions d'habitants.

Le braquage électoral : Quand la majorité plagie l'opposition

La question brûlante qui s'impose dès lors est la suivante : si le constat de l'inefficacité énergétique était officiellement posé et assumé en avril par la ministre de tutelle, et si les appels au secours des pédiatres, des psychiatres et des citoyens résonnaient depuis des années, pourquoi avoir attendu ce 25 juin 2026 pour acter le retour au GMT ?

Pourquoi avoir méprisé cette pétition colossale ayant rassemblé plus de 200 000 signatures réclamant la fin du GMT+1 au Maroc ?

La réponse ne relève ni de la chronobiologie, ni de la macroéconomie. Elle transpire le calcul politicien. À trois mois du scrutin législatif de septembre 2026, la tension monte.

L'opposition, sentant l'exaspération profonde du corps social, avait intelligemment fait du retour au GMT une promesse phare de sa campagne, un levier puissant pour capter un électorat épuisé par huit ans de désynchronisation forcée.



Pris de court et craignant un vote sanction massif, le gouvernement sortant a opéré un véritable braquage électoral. Il a purement et simplement siphonné le programme de ses adversaires. Il y a matière à s'interroger gravement sur la santé de notre démocratie représentative.

Sommes-nous en train d'assister à une récupération politique sur fond de campagne anticipée financée par les moyens de l'État ?

Si la majorité sortante, acculée par son propre bilan, se met à adopter frénétiquement les résolutions de l'opposition à quelques semaines des urnes, quelle est la raison d'être de ces élections ? Il s'agit d'une manœuvre classique de « dépollution électorale ».

Un changement opportuniste de posture en temps inopportun, visant à retirer le caillou GMT de la chaussure des électeurs avant qu'ils n'entrent dans l'isoloir. On ne supprime pas l'heure d'été parce qu'on a soudainement compris la littérature scientifique ; on la supprime parce qu'on a lu les sondages.

Pour une véritable ingénierie de la décision publique

Ce retour au GMT, bien qu'infiniment salubre pour notre bien-être, souffre malheureusement du même vice de forme que l'instauration du GMT+1 en 2018 : l'absence cruelle de méthode, d'évaluation indépendante et de concertation préalable.

On a imposé une heure artificielle en catimini sans consulter le peuple, et on la retire aujourd'hui dans l'urgence, motivé par la peur du bulletin de vote plutôt que par l'« Evidence-based policy » (politique fondée sur la preuve).

La fin du GMT+1 est une victoire éclatante de la science et de la résilience citoyenne sur l'aveuglement technocratique. Mais elle doit servir de leçon magistrale pour l'avenir.

L'État ne peut plus gérer le temps de la nation, la santé de nos enfants et notre métabolisme social au gré des contingences électorales. Le prochain Exécutif devra impérativement tirer les conclusions de ce fiasco de huit ans en institutionnalisant la transparence.

Cela passe par la déclassification des études qui ont fondé le funeste décret de 2018, et par l'obligation légale de mandater désormais des contre-expertises indépendantes (associant le Ministère de la Santé, le HCP, le CESE, experts indépendants) avant toute décision impactant le quotidien des Marocains.

Le temps légal d'une nation n'est pas un simple curseur macroéconomique ajustable pour complaire à des partenaires étrangers ou pour sauver une fin de mandat.

C'est un bien commun fondamental qui cadence la vie familiale, l'éducation, la sécurité et la santé. Si nous avons aujourd'hui, fort heureusement, remis nos pendules à l'heure du soleil, le plus dur reste à faire : remettre définitivement notre gouvernance publique à l'heure de la rationalité, de l'éthique et de la responsabilité.



By Lodj

BILAN SOCIAL MEDIA

1ER TRIMESTRE 2026

+100 MILLIONS
DE PERSONNES TOUCHÉES



INSTAGRAM

- 67,23 M VUES (+378,7%)
- 163 270 ABONNÉS (+13,9%)
- 942 000 INTERACTIONS



FACEBOOK

- 34,8 M VUES (+53,4%)
- 418 819 ABONNÉS
- 127,1K INTERACTIONS



YOUTUBE

- 3,5 M VUES
- 1,19 M ABONNÉS



TIKTOK

- 1,4 M VUES (-40,2%)
- 172 700 ABONNÉS

**INSTAGRAM EXPLODE, FACEBOOK CONSOLIDE,
TIKTOK FLÉCHIT, YOUTUBE STABLE.**

LA TROISIÈME VOIE NUMÉRIQUE MAROCAINE À L'ÉPREUVE DU STANFORD AI INDEX 2026

Entre souveraineté, open source et inclusion, le Maroc doit transformer sa vision internationale en capacités nationales mesurables

La présentation de la vision marocaine de l'intelligence artificielle et de la souveraineté numérique à l'ONU intervient à un moment où le débat mondial sur l'IA change de nature. Il ne s'agit plus seulement de savoir qui possède les meilleurs modèles, les plus grands centres de calcul ou les plateformes les plus utilisées. Il s'agit désormais de savoir qui maîtrise les données, les infrastructures, les usages, les normes, les langues et les finalités de cette nouvelle puissance numérique.

Dans ce contexte, la notion de « troisième voie numérique » avancée par le Maroc mérite d'être située par rapport aux constats du Stanford AI Index 2026. Ce rapport montre que l'IA progresse très vite, mais que les capacités de gouvernance, d'évaluation, de formation et de maîtrise restent très inégalement réparties. L'IA devient mondiale dans ses usages, mais elle demeure concentrée dans ses moyens de production.

Le premier enseignement du rapport Stanford est clair : la souveraineté IA devient un enjeu central pour les États.

De plus en plus de pays publient des stratégies nationales, investissent dans les infrastructures, réfléchissent aux données publiques, aux modèles linguistiques, aux compétences et à la régulation.

Mais cette dynamique ne signifie pas que tous les pays partent du même point. Les modèles les plus puissants, les chaînes de valeur des puces, les capacités de calcul, les plateformes et les investissements restent dominés par quelques grands pôles.

C'est précisément dans cet espace que peut se situer la troisième voie marocaine. Elle ne doit pas être comprise comme une formule diplomatique, mais comme une stratégie d'équilibre.

Le Maroc ne peut pas choisir l'isolement technologique, car l'IA exige des partenariats, des standards internationaux, des compétences globales et des infrastructures coûteuses. Mais le Maroc ne peut pas non plus se contenter d'importer des modèles, des clouds, des outils et des usages conçus ailleurs, sans maîtrise ni adaptation.



Par
Az-Eddine Bennani

La troisième voie marocaine pourrait donc se résumer ainsi : s'ouvrir sans se dissoudre, coopérer sans se soumettre, adopter sans perdre la capacité de comprendre, d'auditer, de gouverner et, lorsque cela est stratégique, de produire. Cette voie n'est ni la dépendance passive ni l'autarcie impossible. Elle est une souveraineté pragmatique, ouverte et enracinée.

Le rapport Stanford insiste également sur les infrastructures. Il rappelle que l'IA repose sur des couches matérielles et organisationnelles très lourdes : centres de données, capacités de calcul, énergie, cloud, puces, cybersécurité, talents, données et systèmes d'évaluation. Cela doit nous conduire à une exigence simple : la souveraineté numérique ne se décrète pas, elle se construit couche par couche.

Pour le Maroc, cela signifie que la vision portée à l'international doit maintenant se traduire par des capacités nationales mesurables.

Combien de données publiques structurées et réutilisables ? Quels clouds réellement maîtrisés ? Quels modèles adaptés à l'arabe, à la darija et à l'amazighe ? Quels mécanismes d'audit ? Quels indicateurs d'impact pour les régions ? Quelle place pour les universités, les PME, les administrations, les chercheurs, les écoles et la diaspora ? L'autre point essentiel concerne l'open source. Le Stanford AI Index montre que les modèles ouverts, les contributions collaboratives et les écosystèmes de développement jouent un rôle croissant dans la diffusion mondiale de l'IA.

Mais il montre aussi que l'écart entre les meilleurs modèles fermés et les meilleurs modèles ouverts peut se creuser à nouveau. Il faut donc éviter deux naïvetés : croire que les modèles fermés peuvent être adoptés sans dépendance, ou croire que l'open source suffit automatiquement à produire de la souveraineté.

L'open source est un levier, pas une garantie. Il peut permettre l'auditabilité, la transparence, l'interopérabilité, la réversibilité et l'adaptation aux besoins nationaux.

Mais il doit être accompagné par des compétences, des infrastructures, des communautés de développeurs, des chercheurs, des données de qualité, des normes de sécurité et une gouvernance claire. Sinon, il reste un mot séduisant, mais fragile.

La troisième voie marocaine doit donc assumer une stratégie hybride. Utiliser des solutions ouvertes lorsque l'enjeu est la maîtrise, l'adaptation et la transparence. Négocier avec les grands acteurs internationaux lorsque leurs technologies sont nécessaires.

Développer des briques nationales lorsque les domaines sont stratégiques : administration, éducation, santé, justice, régions, langues nationales, données publiques, entreprises et services aux citoyens.

Le Stanford AI Index met aussi en évidence l'adoption rapide de l'IA générative dans la société. Cette adoption pose une question sociale majeure : qui aura accès à l'IA ? Les grandes entreprises, les banques, les administrations centrales et les écoles privées seulement ?

Ou aussi les élèves, les enseignants, les petites communes, les artisans, les agriculteurs, les TPE, les jeunes, les femmes, les régions éloignées et la diaspora ?

C'est ici que la troisième voie marocaine doit dépasser la seule souveraineté technologique pour devenir une souveraineté inclusive. Une IA souveraine qui ne serait accessible qu'à une minorité ne serait pas une souveraineté nationale complète.

Elle créerait une nouvelle fracture entre ceux qui savent dialoguer avec les systèmes numériques et ceux qui les subissent.

Le Maroc a un avantage qu'il ne faut pas sous-estimer : sa pluralité linguistique, culturelle, régionale et diasporique.

Une IA marocaine ne doit pas seulement être performante dans les benchmarks internationaux. Elle doit parler aux citoyens dans leurs langues, comprendre les réalités des régions, servir l'administration, accompagner les entreprises, renforcer l'école, aider les enseignants, soutenir les chercheurs et relier la diaspora au développement national.

Cela suppose une méthode. Il faut un tableau de bord national de la souveraineté numérique et de l'IA. Il ne suffit pas d'annoncer des programmes. Il faut mesurer les capacités, les usages, les impacts, les risques et les dépendances.

Il faut savoir quelles données sont disponibles, quelles infrastructures sont opérationnelles, quels modèles sont utilisés, quels fournisseurs sont dominants, quels secteurs progressent et quelles populations restent à l'écart.

Dans cette perspective, le rapport Stanford peut servir de miroir. Il montre où va le monde, mais il rappelle aussi que la puissance en IA ne se mesure pas seulement à la communication politique. Elle se mesure aux capacités concrètes : calcul, données, talents, recherche, entreprises, adoption, gouvernance, sécurité, évaluation et inclusion.

La troisième voie numérique marocaine est donc pertinente, à condition d'être exigeante. Elle doit refuser la dépendance déguisée en modernisation. Elle doit refuser aussi l'illusion d'une souveraineté proclamée sans moyens. Elle doit devenir une politique publique outillée, mesurable, territorialisée et ouverte sur le monde.

Le Maroc ne doit pas seulement consommer l'IA du monde. Il doit apprendre à la comprendre, à la gouverner, à l'adapter, à l'auditer et, lorsque cela est stratégique, à la produire. C'est à cette condition que la troisième voie numérique marocaine pourra devenir autre chose qu'une belle formule : une véritable capacité nationale de souveraineté, d'inclusion et de transformation.



TRIBUNE DIPLOMATIQUE : L'ILLUSION BRISÉE: QUAND L'AMÉRIQUE TRANSACTIONNELLE IMPOSE SA LOI À ISRAËL.

Depuis Beyrouth, sous le feu d'une actualité dramatique où le bruit des bombardements cherche à saboter les fragiles équilibres d'un accord américano-iranien, un message m'est parvenu du Liban. Mon ami, Mustapha Kamal, citoyen du pays du cèdre, commente une vidéo mise en ligne par son auteur, un ancien agent du renseignement israélien accablant Donald Trump des pires épithètes des bas-fonds.

Le traitant d'« Al Capone sans le code d'honneur », coupable à ses yeux d'avoir trahi en apposant sa signature sur un accord auquel Israël n'a pas participé.

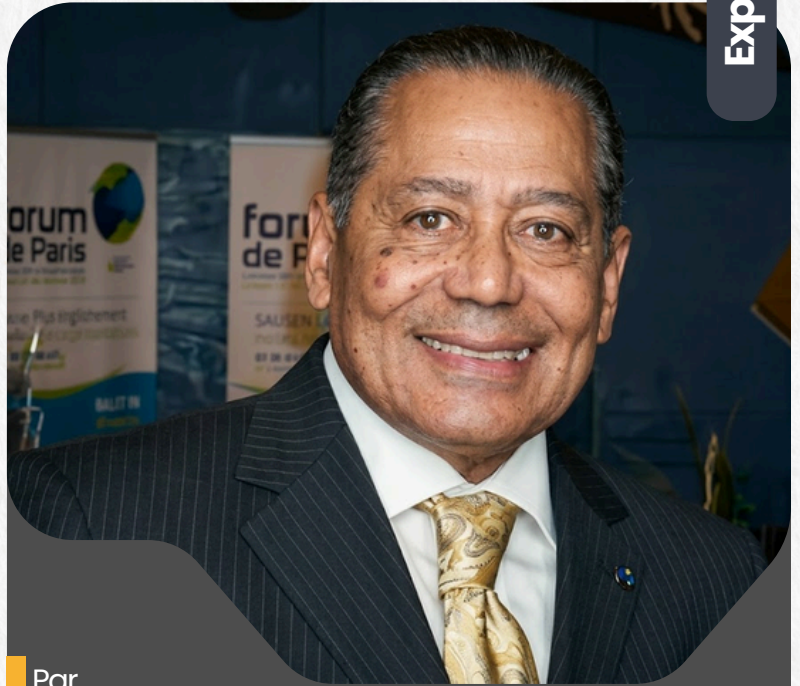
La sentence de mon ami libanais est tombée dans l'ironie la plus sardonique, après les propos de l'agent israélien :

« Il me fait penser me dit il, aux Arabes d'autrefois. Ils se réunissaient pour finir par s'insulter et se poignarder dans le dos, pendant que les occidentaux se moquaient d'eux... Qui a dit que la terre ne tournait pas autour du soleil et sur elle-même ? »

Derrière le rire amer se cache une profonde leçon de physique politique. En effet, pendant des décennies, le Proche-Orient a nourri le récit, souvent amplifié d'autocritique de sa propre désunion . Un tribalisme politique où les sommets arabes s'achevant dans le fracas des invectives et des trahisons feutrées, constituaient le pain benî de condescendance des amis occipitaux ceux entièrement acquis à Israël.

Face à ce désordre chronique, l'axe formé par Washington et son allié stratégique Israël opposait l'image d'un bloc monolithique, d'une rationalité implacable et d'une efficacité géopolitique redoutable. C'étaient les maîtres du jeu. Or, depuis, beaucoup d'eau est passée sous les ponts. Le virus de la division intestinale a changé de camp.

C'est le cas lorsqu'un membre de l'appareil sécuritaire israélien s'épanche publiquement, insulte en direct le président des des ETATS UNIS et étale au grand jour des fractures fondamentales entre Israël et les Etats Unis, c'est assister à l'effondrement d'un mythe.



Par
Omar Hasnaoui Chaoui

Ce bloc que l'on croyait soudé par un alignement inconditionnel se fissure sous le poids des agendas intérieurs. Les donneurs de leçons d'hier reproduisent aujourd'hui, au millimètre près, les travers théâtraux qu'ils se plaisaient à moquer.

La référence finale de mon ami libanais à Galilée n'est pas une simple boutade.

Elle rappelle que l'hégémonie n'est jamais une constante universelle et les dynamiques de pouvoir finissent toujours par s'user sous l'effet de leurs propres contradictions internes. Certes, l'ironie ne stoppe pas les missiles qui continuent d'endeuiller le Liban, mais elle remet les pendules de l'Histoire à l'heure.

Cette rupture de style narratif et ce choc des ego ouvrent en réalité sur un horizon stratégique bien plus large, que la seule fureur du moment ne permet pas de saisir. Face à ce déballage, les historiens de la diplomatie tentent de tempérer.

En Israël, chez les observateurs chevronnés, la tendance est au rappel historique pour désamorcer l'alarme. Après tout, les désaccords entre les États-Unis et Israël n'ont rien de nouveau me disait il y a quelques jours, Jonathan du Moshe Dayan Center à Tel Aviv dont je suis les recherches académiques:

« La relation bilatérale a déjà traversé des tempêtes sans que ses fondations ne soient ébranlées. »

On évoque l'année 1975, lorsque le président Gerald Ford avait initié une « réévaluation » brutale des relations après le refus d'Yitzhak Rabin de faire des concessions territoriales à l'Égypte dans le Sinaï sans un pacte de non-belligérance. Washington avait alors gelé les livraisons d'armes pour faire plier Tel Aviv.

En 1991, l'administration de George Bush Senior s'était heurtée de front au Premier ministre Yitzhak Shamir au sujet des colonies.

Le résultat fut un gel temporaire de 10 milliards de dollars de garanties de prêts américains, une humiliation publique destinée à contraindre Israël à s'asseoir à la table de la conférence de Madrid. Selon cette lecture, la fureur actuelle de l'appareil sécuritaire israélien et la virulence des répliques américaines ne seraient qu'une énième dispute de famille.

Un moment de friction passagère avant que la relation profonde ne reprenne ses droits.

C'est là que réside l'erreur d'analyse. S'en tenir à ces précédents, c'est occulter un basculement fondamental.

Les crises de 1975 et de 1991 étaient des disputes au sein d'un même logiciel géopolitique ; ce que nous vivons aujourd'hui, c'est un changement de logiciel tout court. On ne débat plus de la méthode, on s'affronte sur la définition même des intérêts nationaux respectifs.

Pour comprendre cette rupture, il faut acter l'éclipse de l'axe néo-conservateur qui a dominé Washington pendant un demi-siècle. En 1975 comme en 1991, l'establishment américain démocrate comme républicain partageait une vision interventionniste du rôle des États-Unis dans le monde. Le soutien à Israël était perçu comme un impératif moral et le pivot central de la puissance américaine au Moyen-Orient.

Aujourd'hui, la doctrine America First, portée par Donald Trump et institutionnalisée par JD Vance, obéit à une logique différente. Elle est profondément transactionnelle et non-interventionniste. Le monde n'est plus vu à travers le prisme d'alliances idéologiques immuables, mais comme un calcul où l'Amérique refuse de payer pour la sécurité des autres. Cette fracture n'échappe pas aux esprits les plus lucides au sein même de l'État hébreu.

Analysant ce séisme, le journaliste Gideon Levy écrivait récemment dans Haaretz : « Je rêvais du moment où les Israéliens seraient contraints de reconnaître qu'il était impossible de continuer ainsi, avec une arrogance incroyable envers les États-Unis et un mépris flagrant pour le monde entier, sans en payer le prix.

Ce moment est en train de poindre. Ce n'est pas un président libéral, mais bien le plus obscurantiste de tous les présidents américains qui fait la leçon de morale à Israël, comme s'il était René Cassin, ce juriste juif français coauteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le vice-président, plus conservateur que le commandant en chef, lance des avertissements sans précédent.

Leurs arguments sont évidents, leur logique solide : il n'est pas nécessaire de raser un immeuble entier sous prétexte qu'un militant du Hezbollah pourrait s'y trouver ; il n'est pas judicieux de s'en prendre au président américain, le dernier ami d'Israël dans le monde ; la Syrie ferait un meilleur travail au Liban qu'Israël ; les deux tiers des armes et des munitions qui protègent Israël sont fabriquées et financées par les États-Unis : la voix de la raison venue de Washington.

Il est raisonnable de supposer que ces propos virulents ne resteront pas au stade de la rhétorique ; ils seront suivis d'actes. Un tel niveau de dépendance ne permet pas de mordre la main qui vous nourrit et vous arme, tout en l'insultant. Quiconque en Israël pense que son plus grand problème est le président des États-Unis doit se réveiller et humer la réalité. »

Lorsque JD Vance exprime publiquement son exaspération, il valide mot pour mot ce constat. Il ne s'agit pas d'un simple accès de colère, mais de l'expression d'une lassitude profonde de l'électorat américain et de l'establishment militaire face aux borbiers moyen-orientaux.



Pour cette droite populiste, le soutien à Israël n'est plus un impératif moral absolu, mais un calcul de coûts-bénéfices.

La réplique du vice-président américain à l'adresse du cabinet israélien fait alors écho, avec une brutalité comptable inouïe, à la mise en garde de Levy :

« Si j'étais au cabinet du gouvernement israélien, je n'attaquerais peut-être pas le seul allié puissant qu'il me reste. Au cours des trois derniers mois, les deux tiers des armes défensives qui ont protégé votre patrie ont été construites par des mains américaines et payées par les contribuables américains.

Le problème pour Israël n'est pas Donald J. Trump, et quiconque en Israël pense que son plus grand problème est le président des États-Unis doit se réveiller et humer la réalité de la situation dans laquelle se trouve ce pays. »

La diplomatie américaine affiche une clarté cynique :

Washington n'acceptera plus que la politique d'un allié devienne un engrenage l'entraînant vers une guerre régionale majeure contre l'Iran. Si l'action de Jérusalem menace les intérêts propres de l'Amérique, le réflexe de Washington sera l'endiguement, le pivotement stratégique et la préservation de ses propres gains.

L'ère de l'accord sous Barack Obama avait déjà démontré qu'une administration américaine pouvait passer outre le veto israélien lorsque ses intérêts fondamentaux le commandaient. Sous le cadre d'un nationalisme transactionnel, cette tendance s'accroît.

Donald Trump cherche des compromis globaux avec les puissances régionales pour stabiliser les routes commerciales et désengager les troupes. La diplomatie américaine devient purement pragmatique. Toutefois, le réalisme imposerait de reconnaître que les fondations structurelles de la relation à savoir: le soutien du Congrès, la coopération du renseignement restent robustes. Mais le pacte politique a changé de nature. Le chèque en blanc américain est expiré !

Le risque véritable pour Israël n'est pas une rupture hostile ou soudaine avec son « protectorat ».

C'est l'avènement d'une solitude stratégique conditionnelle. Les États-Unis continueront certainement d'assurer la défense d'Israël, mais ils ne parraineront plus des campagnes militaires offensives privées d'une stratégie de sortie claire et conforme aux intérêts de Washington d'abord.

Voir un protectorat mordre la main qui l'arme parce qu'il refuse de voir le monde changer, et voir la superpuissance le rappeler publiquement à sa dépendance budgétaire, valide l'inversion des rôles !

La roue tourne, imperturbable, et rappelle aux maîtres du jeu d'hier qu'ils finissent toujours par s'enfoncer dans les sables mouvants qu'ils ont eux-mêmes contribué à remuer.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN GPS,

mais elle vous sort
du brouillard.

LODJ

• **Quand l'actualité
devient confuse,**
il faut plus qu'une direction : il faut une lecture.

WWW.LODJ.MA

KO TECHNIQUE OU LE TSUNAMI FINAL PAR LES IA

Il existe une constante dans l'histoire moderne : chaque vague de mondialisation a rogné un peu plus la souveraineté réelle des États, tout en préservant soigneusement l'apparence de celle-ci. Les frontières sont restées. Les drapeaux aussi. Mais le pouvoir, lui, s'est déplacé discrètement, méthodiquement, irrésistiblement. L'intelligence artificielle n'est pas une nouvelle vague. C'est le tsunami final.

Acte I — La mondialisation sous filtre constitutionnel La première brèche a été ouverte au nom du développement.

Après les indépendances, les plans d'ajustement structurel, les traités commerciaux, les conventions sanitaires ont progressivement encadré l'action des États depuis l'extérieur. Le FMI conditionnait les financements. L'OMC disciplinait les politiques commerciales. L'OMS harmonisait les protocoles. Ces pressions étaient réelles, parfois intrusives, souvent inégales. Mais elles avaient une vertu fondamentale : elles passaient par le droit.

Un traité international ne s'imposait pas du jour au lendemain. Il suivait un chemin constitutionnel balisé négociation diplomatique, signature au niveau exécutif, ratification par la première chambre, puis par la seconde, publication au Journal officiel. Chaque étape était un sas de souveraineté : une occasion de débattre, d'amender, de refuser, ou d'accepter en connaissance de cause.

Les parlements pouvaient dire non. Les cours constitutionnelles pouvaient contrôler. La société civile pouvait se mobiliser. Ce filtre n'était pas parfait. Les rapports de force étaient inégaux. Les petits États négociaient rarement d'égal à égal. Mais la forme juridique elle-même constituait une protection elle imposait la transparence, la délibération, la traçabilité de l'engagement. Un État savait ce à quoi il consentait. Il pouvait en rendre compte à ses citoyens. La mondialisation institutionnelle était contraignante. Elle n'était pas invisible.

Acte II — La souveraineté contournée par le privé

Puis vinrent les plateformes numériques et avec elles, une ingénierie d'une nature radicalement différente. Facebook, Google, TikTok, X ont accompli quelque chose d'inédit dans l'histoire des relations internationales : gouverner des populations sans passer par aucun traité, aucune ratification, aucun parlement.



Par
Adil Chraoudou

Pas d'ambassadeur, pas de négociation, pas de Journal officiel. Une application téléchargée, des conditions générales que personne ne lit, et soudain des millions de citoyens vivent dans un espace régi par des règles privées, édictées à San Francisco ou à Pékin, modifiables unilatéralement, sans recours réel.

Ces entreprises ont structuré le débat démocratique, orienté les comportements électoraux, collecté des données souveraines depuis des juridictions étrangères, selon des intérêts commerciaux qui n'avaient aucune raison d'être alignés avec ceux des États hôtes. Le filtre constitutionnel ? Contourné par définition. Aucun parlement n'a voté pour laisser entrer Facebook. Aucun traité n'a été signé pour encadrer TikTok.

Les plateformes se sont installées dans l'espace public national comme on s'installe dans un territoire sans maître non pas en violant les lois, mais en précédant les lois. La réponse des États a été essentiellement punitive et réactive : des amendes, des injonctions, des procédures souvent longues, rarement dissuasives, toujours en retard sur les faits. Mais il faut nommer précisément contre qui ces punitions s'exercent. Pas contre les plateformes établies hors sol, insaisissables, capables de déplacer leurs serveurs plus vite que les assignations en justice. Contre ceux qui sont là le citoyen qui a partagé un contenu, l'entreprise locale qui a mal paramétré son traitement de données, la personne morale établie sur le territoire national et donc exposée à la juridiction de l'État.

L'État, incapable d'atteindre l'acteur étranger qui crée le cadre, se retourne vers l'acteur national qui l'utilise. Il punit sa propre population pour compenser son impuissance souveraine. La sanction devient moins un instrument de justice qu'un aveu d'échec le signe que la régulation a renoncé à s'attaquer à la source, et se contente de frapper ce qui est à portée. Le vide juridique, lui, restait maître du terrain. Et l'entité étrangère, intouchée, continuait d'opérer.

Acte III — La cryptomonnaie, répétition générale

Avant l'IA, il y avait eu un avertissement que beaucoup n'ont pas su lire. La cryptomonnaie a été le premier choc systémique contre lequel l'État s'est retrouvé structurellement désarmé non pas parce qu'elle était puissante, mais parce qu'elle était conçue pour être insaisissable.

Un actif sans émetteur identifié, sans territoire, sans banque centrale, sans guichet à fermer. Bitcoin ne siège nulle part. On ne peut ni le saisir ni l'expulser. La réponse des États a été là encore punitive et nationale : interdire les échanges locaux, taxer les plus-values, poursuivre les utilisateurs identifiables.

Autrement dit, frapper ceux qui sont sur le sol, pendant que le protocole continuait de fonctionner, indifférent, sur des milliers de nœuds distribués à travers le monde.

La cryptomonnaie a posé pour la première fois la question que l'IA pose aujourd'hui avec une intensité décuplée : que fait un État quand la réalité qu'il cherche à réguler n'a pas d'adresse ?

La plupart des États ont répondu par le déni, puis par la répression partielle, puis par une tentative tardive de domestication les CBDC, monnaies numériques de banques centrales, tentative de reprendre par le haut ce qui avait été perdu par le bas. La leçon aurait dû être tirée. Elle ne l'a pas été. Et nous voilà face à l'IA.

Acte IV — Le KO technique de l'IA

Nous entrons aujourd'hui dans le quatrième acte. Et si le troisième avait au moins le visage d'un protocole identifiable, celui-ci est d'une opacité absolue.

Les modèles d'intelligence artificielle n'évoluent plus de manière linéaire. Ils accélèrent exponentiellement. Entre les premiers grands modèles de langage et les systèmes actuels, quelques années à peine se sont écoulées mais l'écart de capacité est abyssal.

Raisonnement complexe, analyse juridique, génération de code, synthèse stratégique, aide à la décision médicale : des fonctions qui définissaient hier le cœur de l'expertise humaine et institutionnelle sont aujourd'hui partiellement automatisées par des systèmes que presque aucun État à l'exception de deux ou trois ne maîtrise réellement. Le problème n'est plus de comprendre où va l'IA.

C'est que nous n'arrivons même plus à suivre là où elle en est. Pas les citoyens. Pas les parlements. Pas les régulateurs. La technologie avance plus vite que les lois, plus vite que les institutions, plus vite que la capacité collective à en mesurer les conséquences.

Et contrairement aux actes précédents, il n'existe ici aucun sas, aucun filtre, aucune procédure d'entrée. Un fonctionnaire qui utilise un modèle IA étranger pour rédiger une note ministérielle n'a signé aucun traité. Son parlement n'a rien ratifié. Sa constitution n'a pas été consultée. Et pourtant, des informations sensibles stratégies d'État, données citoyennes, projets de loi, correspondances diplomatiques transitent vers des serveurs étrangers, soumis à des législations étrangères, potentiellement accessibles à des intérêts étrangers.

Ce qui prenait autrefois des années de négociation diplomatique se produit aujourd'hui en quelques secondes, à chaque frappe de clavier. La concentration des capacités fondamentales de l'IA aggrave encore cette réalité.

Les modèles de fondation, les semi-conducteurs avancés, le cloud de calcul massif tout cela est détenu par une poignée d'entreprises américaines et chinoises. Le reste du monde est client. Ou il est exclu. Cette réalité s'impose à tous les États, quelle que soit leur taille ou leur ambition.



La France négocie à la marge. L'Inde dépend encore des infrastructures fondamentales étrangères. À plus forte raison les États moyens et petits, pour qui la souveraineté IA ne peut être qu'une souveraineté de gouvernance non pas fabriquer les modèles, mais tenter de contrôler les conditions de leur usage sur le territoire national.

Le vide juridique n'est plus un accident de parcours. Il est devenu la condition normale dans laquelle opère l'intelligence artificielle au sein des États. Et dans ce vide, c'est la logique commerciale et géopolitique des grandes puissances technologiques qui fait office de loi.

Conclusion — Changer de doctrine ou disparaître comme puissance réelle

Il serait confortable de conclure par un appel à "mieux réguler", à "renforcer les autorités compétentes", à "adopter des lois adaptées". Ce serait honnête dans la forme. Ce serait insuffisant dans le fond. Car le problème n'est pas seulement technique ou juridique. Il est doctrinal.

L'État moderne a été pensé dans le cadre westphalien un territoire, une population, une autorité souveraine. La souveraineté, dans cette conception, est un attribut de la puissance publique sur un espace délimité. On légifère sur ce qui se passe à l'intérieur. On négocie avec ce qui vient de l'extérieur.

La frontière est le lieu où la souveraineté s'exerce et se défend. Cette doctrine est devenue une fiction opérationnelle. Non pas parce que les États ont disparu ils sont là, avec leurs constitutions, leurs parlements, leurs armées. Mais parce que les forces qui structurent réellement la vie de leurs citoyens économiques, numériques, algorithmiques n'ont plus de rapport à la frontière. Elles la traversent sans la voir.

La mondialisation est établie. Pas en cours établie. Elle n'est plus un projet ni un débat : c'est le substrat de réalité dans lequel tous les États opèrent désormais. Vouloir en sortir est une illusion. Vouloir la subir passivement est une capitulation. Il reste une troisième voie mais elle exige un changement de posture fondamentale.

L'État doit cesser de chercher à adopter ce qu'il ne peut pas contrôler, et apprendre à accompagner ce qu'il ne peut pas arrêter. Ce n'est pas la même chose. Adopter, c'est valider après coup, courir derrière les faits, légiférer sur le passé.

Accompagner, c'est être présent dans le mouvement comprendre les technologies en temps réel, négocier les conditions de leur déploiement avant qu'elles ne soient irréversibles, et définir des lignes non négociables sur les fonctions régaliennes.

Les régulateurs, eux, doivent changer de méthode. Le modèle "contrôle par la sanction" a montré ses limites absolues. Il faut inventer un contrôle par la présence des régulateurs qui comprennent les systèmes qu'ils supervisent, capables d'auditer un modèle, d'en lire les biais, d'en évaluer les risques avant le déploiement et non après le scandale.

Et surtout c'est peut-être là l'enjeu le plus profond l'État doit redéfinir ce qu'il entend par souveraineté. Non plus comme une puissance absolue sur un territoire, mais comme une capacité de garantie : garantir que les décisions qui affectent ses citoyens restent lisibles, contestables, et ancrées dans un cadre de droit qu'il contrôle encore.

Ce n'est pas la souveraineté de Westphalie. C'est peut-être la seule qui soit encore possible et elle mérite d'être défendue avec une ingéniosité à la hauteur de ce qui la menace. On n'a plus le choix. Le monde ne reviendra pas en arrière. La question n'est plus "comment protéger la souveraineté classique" elle est "quelle souveraineté inventer pour demain".



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BOUSSOLE,

mais
elle
remet
le nord
dans
le débat.



Quand tout s'agite,
il faut encore savoir dans quelle direction penser.

WWW.LODJ.MA

FORMER UN MÉDECIN : AU-DELÀ DU SAVOIR, LA CONSTRUCTION D'UNE IDENTITÉ PROFESSIONNELLE.

Ce que révèle une thèse de doctorat en médecine soutenue brillamment par Mme Yasmine Bouteyeb sur « Modélisation de la formation de l'identité professionnelle chez les internes en première ligne dans les urgences hospitalo-universitaires au Maroc »

Derrière chaque médecin compétent se cache un long processus de formation, fait d'apprentissage scientifique, d'expériences humaines, de responsabilités croissantes et d'épreuves parfois difficiles.

La thèse réalisée par la jeune docteure auprès des internes exerçant dans les services d'urgences hospitalo-universitaires apporte un éclairage nouveau sur une dimension souvent ignorée de la formation médicale : la construction de l'identité professionnelle du futur médecin.

Ses résultats montrent que la qualité de l'encadrement, le soutien de l'institution et la capacité à faire face au stress jouent un rôle déterminant dans l'émergence du professionnel de santé de demain.

Les services d'urgences constituent probablement l'un des environnements les plus exigeants de l'hôpital. Chaque jour, les équipes y prennent en charge des situations où le temps est compté, où les décisions doivent être rapides et où l'incertitude fait partie du quotidien. Dans cet univers marqué par une forte pression humaine et organisationnelle, les internes en médecine occupent une place essentielle.

À la frontière entre l'apprentissage et l'exercice professionnel, ces jeunes médecins participent activement aux soins, assurent des gardes, prennent des décisions cliniques et sont confrontés très tôt à des situations complexes pouvant engager le pronostic vital des patients.

Cette immersion constitue une étape décisive de leur parcours, car ils apprennent non seulement à soigner, mais aussi à devenir médecins.

Une étude pionnière dans le contexte marocain

Alors que les conditions de travail des professionnels de santé ont fait l'objet de nombreuses analyses dans le monde, la manière dont les jeunes médecins construisent leur identité professionnelle demeure encore peu étudiée au Maroc, notamment dans le contexte particulier des services d'urgences hospitalo-universitaires.



Par
Abdeslam Seddiki

La recherche menée dans le cadre de cette thèse a cherché à comprendre les interactions entre plusieurs dimensions :

La qualité de la supervision clinique, le soutien organisationnel ressenti par les internes, le niveau de stress, les stratégies d'adaptation face aux difficultés et la capacité de résilience.

Pour analyser ces relations complexes, la chercheuse a eu recours à une approche statistique avancée de modélisation par équations structurelles, permettant d'étudier simultanément les liens directs et indirects entre ces différents facteurs.

Cette approche a permis de dépasser une vision simpliste selon laquelle les difficultés rencontrées par les internes dépendraient uniquement de leurs capacités personnelles.

Elle montre au contraire que la construction d'un médecin est le résultat d'une interaction permanente entre les ressources individuelles et l'environnement de formation.

Ce qui façonne réellement le médecin de demain : le rôle de la supervision, du soutien institutionnel et de la résilience.

L'un des principaux apports de cette recherche est de montrer que la formation de l'identité professionnelle ne repose pas uniquement sur les qualités individuelles de l'interne.

Elle est profondément influencée par la qualité de l'environnement dans lequel il évolue. L'hôpital universitaire est ainsi bien plus qu'un lieu de soins et d'enseignement : il constitue un véritable espace de socialisation professionnelle où se transmettent les savoirs, les comportements, les valeurs et la culture médicale.

La supervision clinique : une relation qui construit le futur médecin.

Parmi les facteurs étudiés, la qualité de la supervision clinique apparaît comme l'un des éléments les plus déterminants dans le parcours des internes.

La présence de médecins seniors disponibles, capables d'accompagner les jeunes praticiens, de leur transmettre leur expérience et de leur offrir un retour constructif sur leurs décisions, joue un rôle essentiel dans leur progression.

La supervision ne doit pas être confondue avec un simple contrôle du travail réalisé. Elle constitue avant tout une relation pédagogique qui permet à l'interne de développer progressivement son autonomie tout en bénéficiant d'un cadre sécurisant.

C'est grâce à cet équilibre subtil entre responsabilité et accompagnement que le jeune médecin acquiert progressivement la confiance nécessaire à l'exercice de sa profession.

Dans les services d'urgences, où les décisions doivent parfois être prises dans un délai très court et dans un contexte d'incertitude, l'importance de cette supervision devient encore plus cruciale.

Une présence pédagogique adaptée permet de transformer les situations difficiles en expériences d'apprentissage riches, tandis qu'une absence d'encadrement peut transformer la responsabilité précoce en source de stress et de fragilisation professionnelle.

Le soutien de l'institution : une reconnaissance indispensable.

L'étude met également en lumière l'importance du soutien organisationnel perçu par les internes.

Derrière cette notion se cache une question fondamentale : l'institution hospitalière donne-t-elle aux jeunes médecins le sentiment d'être soutenus, reconnus et accompagnés dans leur mission ?

Ce soutien se manifeste à travers plusieurs dimensions : la qualité de l'organisation du travail, la disponibilité des moyens nécessaires à l'exercice médical, la reconnaissance des efforts fournis, la communication avec les responsables et le sentiment d'appartenir à une communauté professionnelle.

Lorsqu'un interne perçoit que l'institution prend en considération ses difficultés et valorise son engagement, il développe plus facilement un sentiment d'appartenance à la profession.

À l'inverse, un environnement marqué par un manque de reconnaissance ou par des contraintes organisationnelles excessives peut favoriser le désengagement et altérer l'expérience de formation.

Cette conclusion est particulièrement importante dans le contexte actuel du système de santé marocain, marqué par d'importantes réformes visant à renforcer les infrastructures hospitalières, élargir l'accès aux soins et augmenter les ressources humaines en santé.

Ces transformations ne pourront atteindre pleinement leurs objectifs sans une attention particulière portée à la qualité de la formation et aux conditions de travail des jeunes médecins.

Face à la pression des urgences : apprendre à résister et à s'adapter.

La pratique quotidienne aux urgences expose les internes à une forte charge émotionnelle : souffrance des patients, situations vitales critiques, fatigue liée aux gardes, contraintes de temps et responsabilité croissante.

Dans ce contexte, la capacité à gérer le stress et à maintenir son engagement professionnel devient un facteur majeur d'équilibre.

La thèse montre que la résilience - c'est-à-dire la capacité à faire face aux difficultés, à s'adapter et à continuer à évoluer malgré les contraintes - constitue une ressource essentielle dans la construction de l'identité professionnelle.

Les stratégies d'adaptation développées par les internes leur permettent de transformer des expériences parfois éprouvantes en occasions d'apprentissage et de développement personnel.

Cependant, il serait erroné de considérer que la résilience doit servir à compenser les insuffisances du système. La capacité d'adaptation des individus ne peut remplacer une organisation hospitalière de qualité.

La responsabilité est donc partagée : les jeunes médecins doivent être accompagnés dans le développement de leurs compétences personnelles, mais les institutions ont également le devoir de créer des conditions favorables à leur épanouissement professionnel.



Une vision renouvelée de la formation médicale.

L'un des messages majeurs de cette excellente thèse est que la formation d'un médecin ne peut plus être réduite à l'accumulation de connaissances scientifiques.

La qualité de la relation avec les encadrants, la reconnaissance institutionnelle, l'expérience collective au sein des équipes et la capacité à faire face aux difficultés participent tous à la construction du professionnel de santé.

Former un bon médecin ne signifie donc pas seulement transmettre un savoir, mais aussi créer les conditions permettant au futur praticien de développer son jugement clinique, son sens des responsabilités, sa confiance en lui et son engagement envers les patients.

Les enseignements pour l'avenir de la formation médicale au Maroc.

Au-delà de son intérêt scientifique, cette recherche ouvre des pistes de réflexion concrètes pour l'avenir de la formation médicale et l'organisation des hôpitaux universitaires au Maroc.

Elle rappelle une réalité parfois négligée : la qualité d'un système de santé dépend non seulement de ses infrastructures, de ses équipements ou du nombre de professionnels formés, mais aussi de la manière dont ces professionnels sont accompagnés dans leur parcours d'apprentissage et de construction identitaire. La première leçon concerne la nécessité de renforcer la culture de l'encadrement et du mentorat médical.

Le Royaume investit massivement dans le développement de son offre de soins, la création de nouveaux établissements hospitaliers et l'augmentation du nombre de professionnels de santé.

Cependant, l'efficacité de ces réformes dépendra également de la capacité du système à offrir aux futurs médecins un environnement de formation favorable, stimulant et humain.

Un autre enseignement majeur de cette étude est la nécessité d'intégrer davantage les dimensions psychologiques et relationnelles dans la formation médicale. Pendant longtemps, la médecine a privilégié la transmission du savoir scientifique et des compétences techniques.

Or, l'exercice médical exige aussi des capacités telles que la gestion du stress, la communication avec les patients et les équipes, la prise de décision dans l'incertitude et l'adaptation à des situations complexes.

Le développement de la résilience, des stratégies d'adaptation et des compétences relationnelles devrait ainsi faire partie intégrante du parcours de formation, non pour demander aux jeunes médecins de supporter l'inacceptable, mais pour leur donner les outils nécessaires à l'exercice d'une profession particulièrement exigeante.

Dans un contexte hospitalier marqué par une activité croissante et une forte sollicitation des équipes, les médecins seniors sont souvent pris entre leurs responsabilités de soins, d'enseignement et de recherche.

Pourtant, consacrer du temps à l'accompagnement des internes ne représente pas une charge supplémentaire, mais un investissement stratégique pour la qualité de la médecine de demain.

Il devient ainsi essentiel de valoriser la fonction de supervision clinique, de développer des méthodes pédagogiques basées sur le retour d'expérience et de favoriser des relations de confiance entre les internes et leurs encadrants.

Un interne bien accompagné apprend plus rapidement, développe une meilleure autonomie et construit plus sereinement son identité professionnelle.

La deuxième orientation concerne l'amélioration de l'environnement institutionnel. Les conditions de travail des internes constituent un élément déterminant de leur expérience professionnelle.

L'organisation des gardes, la disponibilité des ressources matérielles, la qualité des relations au sein des équipes et la reconnaissance du travail accompli influencent profondément la manière dont les jeunes médecins vivent leur formation.

Dans le contexte de la réforme du système de santé marocain et de la généralisation de la protection sociale, cette question prend une importance particulière.



Une nouvelle conception de l'excellence médicale

Cette thèse qui honore son auteure invite finalement à repenser la notion même d'excellence médicale. Un bon médecin n'est pas uniquement celui qui possède un haut niveau de connaissances ou une maîtrise parfaite des techniques diagnostiques et thérapeutiques.

C'est également un professionnel capable de prendre des décisions dans l'incertitude, de travailler en équipe, d'écouter ses patients, de gérer ses émotions et de maintenir son engagement malgré les difficultés rencontrées.

La formation de cette identité professionnelle commence dès les premières expériences cliniques et se construit au fil des interactions quotidiennes avec les patients, les collègues, les enseignants et l'institution hospitalière.

Chaque garde, chaque situation critique, chaque échange avec un superviseur contribue à façonner le médecin de demain.

La thèse de la docteure Yasmine Bouteyeb apporte un éclairage nouveau et particulièrement pertinent sur un aspect encore peu exploré de la formation médicale au Maroc : la manière dont les internes construisent leur identité professionnelle au sein des services d'urgences hospitalo-universitaires.

En démontrant l'influence déterminante de la supervision clinique, du soutien institutionnel, de la résilience et de la gestion du stress, cette recherche dépasse une vision purement individuelle de la réussite professionnelle. Elle montre que devenir médecin est le résultat d'une rencontre entre une personne, une formation, une équipe et une institution.

À l'heure où le Maroc engage une transformation profonde de son système de santé, cette réflexion apparaît particulièrement actuelle. Former davantage de médecins est un impératif national, mais former des médecins compétents, confiants, équilibrés et pleinement engagés constitue un enjeu encore plus fondamental.

Car la qualité de la médecine de demain dépend aussi de l'attention que nous accordons aujourd'hui à ceux qui apprennent à soigner.



COUPE DU MONDE 2026 : QUI A DIT QUE LE FOOTBALL N'EST QU'UN JEU ? ET DANS UN TON PÉJORATIF EN PLUS

Qui a dit que le football en particulier, est un simple jeu ? Des artistes-joueurs, des équipes entières sont en train de nous démontrer qu'il est un art à part entière, une vocation physique et émotionnelle qu'on perfectionne à l'école grâce à de grands professeurs chevronnés, une construction intellectuelle, un jeu ... d'échec.

Beaucoup de mental, d'intelligence réelle et ... un surpassement, une rage de vaincre.

Le football qu'on réduit à un jeu, est celui que je pratiquais moi et mes semblables profanes

Dans des coins de rues, dans des terrains informels, dans des terrains qui attendaient d'être rattrapés par du béton, même si j'étais pendant des années de mon jeune âge, un gaucher très apprécié, un buteur redoutable, même si j'étais un fou pratiquant de ce jeu collectif qui me faisait passer de très bons moments avec mes amis et même contre mes "ennemis".

Je suis avec une gourmandise malade ce régal de Coupe du monde 2026 qui ne fait que commencer, et je me confirme encore et encore que le football n'est nullement un jeu, du moins pas dans le sens commun très réducteur.

Jusqu'à présent, j'ai beaucoup apprécié notre merveilleuse équipe nationale, j'ai apprécié la Hollande, les États-Unis, le Cap-Vert, la France dans sa 2ème mi-temps contre le Sénégal, l'Angleterre et j'ai suivi Argentine - Algérie de 2h à 4h du matin.



Par
Najib Mikou

Oui j'ai veillé jusque là pour ça.

L'équipe d'Argentine était hier un orchestre symphonique d'une harmonie inédite, menée par un Chef d'orchestre inédit, qui jouaient ensemble une partition du génie Beethoven.

Messi qui aura 39 ans dans une semaine, avait la fraîcheur, l'élégance et la percutance d'un jeune de 20 ans.

Exceptionnel dans ses mouvements, dans son charisme, dans ses dribbles, dans son calme et sa précision, dans son âme, dans sa vivacité, dans ses ... trois superbes buts. Une correction en faisant... le boulevard.

Quelle belle leçon de la vie !! il n'y a vraiment pas d'âge à la percutance, à la vaillance, à la compétence, à tous les superlatifs de la détermination pour un destin toujours plus grand que soi, du succès, du don de soi, de l'intégrité, aussi bien en sport, en affaires, en famille, en société, en culture, en savoir qu'en politique.

C'est une affaire de valeurs, de culture, de mental, de cœur.

C'est du jeu ça ? je n'en crois pas une lettre.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE MONTRE,

mais elle vous donne
le bon tempo **de l'actualité.**



NI TROP TÔT, NI TROP TARD :
AU MOMENT JUSTE, AVEC LA BONNE LECTURE.

WWW.LODJ.MA

INCLUSION DES JEUNES NEET AU MAROC : COMMENT PASSER D'UN PARADIGME DE DISPOSITIFS À UN PARADIGME DE PARCOURS ?

Entretien avec Dr Hajar Saoud auteur de la thèse : Gouvernance stratégique et digitalisation des politiques publiques : modélisation et évaluation
De droite à gauche : Pr. Jalila AIT SOUDANE ; Pr. Morad SBITI ; Dr. Hajar Saoud ; Pr. Driss GUERRAOUI ; Pr. Abdelhay BENABDELHADI ; Pr. Asmae ZINOUN.

Dans l'amphithéâtre 1 de l'Université Mohamed V le public et les membres du jury écoute avec une attention soutenue et intense la présentation d'une thèse de grande actualité portant sur le phénomène NEET qui touche près de 3 millions de jeunes au Maroc . La thèse qui répond aux critères de qualité "avancée de la connaissance au travers d'une recherche innovante est l'aboutissement d'un travail d'enquêtes sur le terrain et de conceptualisation qui ont nécessité un investissement intellectuel intense reconnu par le jury qui a accordé la mention très honorable à Hajjar Saoud. Spécialiste des politiques publiques dédiées à la jeunesse, riche d'une expérience acquise auprès d'ONG nationales et internationales Dr Hajjar Saoud a présenté un travail d'une qualité indéniable tant dans la méthodologie choisie que dans la pertinence de l'analyse , des propositions et des projections , un travail relatif aux jeunes ,qui pourra nourrir à coup sûr la réflexion des responsables des politiques publiques.

Madame Hajjar Saoud a bien voulu à cette occasion accorder cet entretien à la rédaction de l'ODJ Média

Pour modéliser et évaluer le système d'inclusion des jeunes NEET, vous avez d'abord cherché à définir précisément ce phénomène. Qu'avez-vous découvert ? Le terme NEET, apparu au Royaume-Uni dans les années 1980, visait à mettre en lumière une réalité ignorée : les statistiques du chômage omettent ceux qui ne sont pas en recherche active. Cette catégorie englobe des profils hétérogènes, des jeunes découragés, des personnes en souffrance physique ou mentale ainsi que des femmes assumant des responsabilités familiales, en passant par ceux qui développent des compétences de manière informelle. Plutôt qu'un profil unique, le concept de NEET recouvre une multitude de trajectoires de vie souvent invisibles pour les institutions. Au Maroc, c'est presque un jeune sur quatre entre 15 et 24 ans, et surtout des femmes, souvent à la campagne. Mais derrière ce chiffre, il y a des réalités qui n'ont rien à voir entre elles. Ce que je retiens, c'est qu'être NEET, ce n'est pas un statut :



Par **La rédaction**

c'est un moment dans un parcours. On y entre, on en sort, on y revient. Tant qu'on ne regarde pas dans le détail, on passe à côté des jeunes qu'on entend justement aider.

Vous avez adopté une approche multidisciplinaire pour comprendre ces trajectoires. Quelle a été votre démarche ?

J'ai voulu partir des jeunes eux-mêmes, de leurs histoires, plutôt que des cases administratives. Et j'ai croisé plusieurs disciplines : la gestion publique, la sociologie, la psychologie du travail.

Sur le terrain, ça a duré six ans, de 2017 à 2023, sur cinq territoires. J'ai rencontré près de 390 personnes (des jeunes, mais aussi des associations et des responsables institutionnels) à travers des entretiens, des groupes de discussion, de l'observation, des ateliers et des récits de vie de jeunes en grande difficulté. J'ai tenu à travailler en darija, parce que la façon dont un jeune raconte sa propre situation en dit déjà beaucoup. Ce que ça révèle, c'est qu'il y a des parcours « lisibles », ceux que les institutions repèrent, et des parcours « illisibles », ceux qui passent sous le radar. Et que les difficultés de ces jeunes ne sont pas seulement personnelles : elles tiennent aussi à la manière dont les dispositifs sont organisés. Un exemple m'a marquée : faute de lieux publics ouverts, c'est souvent dans les locaux des associations que j'ai pu mener mon étude. Pour beaucoup de ces jeunes, les espaces gérés par l'État sont, souvent, considérés comme des espaces inaccessibles.

Comment votre travail peut-il contribuer à améliorer les politiques publiques ?

En rappelant qu'on ne peut pas mesurer l'inclusion uniquement avec des chiffres. Les indicateurs statistiques sont indispensables : ils nous disent combien de jeunes sont en situation de NEET. En revanche, ils disent beaucoup moins ce qu'ils deviennent, pourquoi certains y entrent, en sortent ou y reviennent. L'idée-clé, c'est de passer d'une logique de dispositifs à une logique de parcours. Cela suppose de compléter les indicateurs quantitatifs par des indicateurs plus qualitatifs, capables de suivre les transitions, les ruptures, les retours, mais aussi la qualité de l'accompagnement et la durabilité de l'insertion. Décrocher un emploi précaire ou informel ne signifie pas forcément sortir de la vulnérabilité. Enfin, ma recherche met en lumière un acteur souvent oublié : les associations de proximité. Elles sont souvent le premier, et parfois le seul, interlocuteur de jeunes que les institutions ne touchent plus. Elles accueillent, orientent et accompagnent, souvent avec peu de moyens et sans véritable reconnaissance institutionnelle. Mieux reconnaître leur rôle, c'est aussi renforcer l'efficacité des politiques publiques.

Dans votre travail, le numérique occupe une place importante. Quel rôle peut-il jouer ?

D'abord, disons ce qu'il ne doit pas être : une simple histoire d'équipement ou de nouvelles plateformes. Son vrai intérêt, c'est de relier les acteurs entre eux et de garder la trace des parcours dans le temps. Aujourd'hui, les informations existent, mais elles sont éparpillées et ne circulent pas d'un service à l'autre. J'ai proposé un outil qui fonctionne comme une mémoire des parcours, pour que le système apprenne de ce qu'il observe. Mais j'insiste sur un point : avec un public déjà fragilisé, le numérique peut autant réduire les inégalités que les aggraver. Il y a d'abord une question d'accès toute simple (une connexion, un équipement, la maîtrise de l'outil) et ce sont justement les jeunes les plus éloignés, en milieu rural ou les jeunes femmes au foyer, qui en sont le plus privés. Si on fait du numérique la seule porte d'entrée, on finit par exclure ceux-là mêmes qu'on veut atteindre. Sur le terrain, j'ai vu ces barrières d'accès réapparaître jusque dans les outils censés aider. Le numérique doit donc rester un moyen parmi d'autres, jamais le seul canal. Il vient en appui au contact humain (accompagnateur/accompagnatrice de proximité, animateur/animatrice) pas à sa place. Pensé par le haut, loin des usages réels, il rend les plus vulnérables encore plus invisibles. Conçu avec les jeunes et pas seulement pour eux, il devient un vrai levier mais jamais une fin en soi.

Votre recherche débouche sur l'idée d'une Agence nationale pour la jeunesse. Comment vos encadrants et le jury ont-ils accueilli cette proposition, et l'idée d'une agence ou d'un conseil des jeunes ?

D'abord, l'idée n'est pas tombée du ciel. Le Nouveau Modèle de Développement insistait déjà sur la nécessité d'un pilotage fort de la politique de jeunesse et recommandait une structure dédiée pour coordonner des acteurs très éclatés. Ce que j'apporte, c'est la voix du terrain. Dans plusieurs régions, les jeunes et les acteurs associatifs m'ont dit la même chose : il manque un échelon intermédiaire pour faire le lien. L'Agence nationale pour les jeunes que je propose, c'est exactement cela : une passerelle entre l'État et le terrain. Elle ne remplace personne ; elle relie, outille et sécurise ce que les associations font déjà, mais dans l'ombre. Et il faut bien distinguer deux choses : une agence, qui coordonne et accompagne les parcours ; et un conseil des jeunes, qui leur donne la parole. Les deux sont complémentaires. Côté universitaire, la discussion a moins tourné autour de l'idée de créer une institution de plus, il y a là-dessus une vraie prudence et elle est légitime, que sur la capacité de ce modèle à régler des problèmes concrets. C'est précisément ce que la thèse s'est attachée à montrer, en partant des besoins exprimés plutôt que d'un schéma plaqué d'en haut.



Au terme de cette recherche, qu'est-ce qui vous a le plus marquée ?

L'écart entre ce que disent les statistiques et ce que racontent les parcours, et un cas m'a particulièrement marquée : celui des jeunes placés en centres de protection de l'enfance. On imagine qu'un jeune NEET, c'est forcément un jeune « marginal », livré à lui-même. Or être NEET, ça ne veut pas dire être en dehors de toute institution : ça veut dire être en dehors de l'école, de la formation et de l'emploi. C'est là le paradoxe que j'ai observé sur le terrain : un mineur peut être à l'intérieur d'un centre censé le protéger et, en même temps, ne pas avoir accès à la scolarité. Il est dans un dispositif, mais le droit à l'éducation n'y est pas toujours garanti. Dans certains cas, ces centres finissent par produire exactement ce qu'ils devraient prévenir : ils deviennent des foyers de NEET. Ces jeunes sont présents, mais non reconnus. À leur sortie, beaucoup basculent vers la situation de NEET, puis vers un travail informel où ils/elles sont perdus de vue. C'est ce que j'appelle une invisibilité graduée : on disparaît par étapes. J'ai aussi rencontré, ailleurs, des jeunes étiquetés inactifs qui, en réalité, s'entraident et débrouillent une activité dans leur quartier. Tout cela m'a convaincue d'une chose : l'enjeu n'est pas seulement de rendre ces jeunes visibles, c'est de reconnaître ce qu'ils sont et ce qu'ils savent faire. Reconnaître, pour pouvoir transformer.

La majorité des NEET au Maroc sont des femmes. Qu'est-ce que cela change ?

C'est sans doute le chiffre le plus parlant. Les jeunes femmes sont largement majoritaires parmi les NEET, et le cas le plus fréquent, c'est celui de jeunes femmes rurales, sorties tôt de l'école et prises par les tâches familiales. Mais beaucoup ne sont pas inactives : elles assurent un travail domestique invisible et souvent bien plus. Les voir comme un bloc passif, c'est se tromper de cible. Toute stratégie d'inclusion qui négligerait d'intégrer les réalités propres aux jeunes femmes, telles que les enjeux de mobilité, les solutions de garde d'enfants ou la valorisation de leur savoir-faire, se condamne à manquer une part essentielle de son objectif.



QUEL MATCH !

Le match d'hier entre le Maroc et les Pays-Bas restera dans l'histoire du football. Parce que l'équipe de Hakimi a sorti une des équipes les plus fortes au monde, trois fois finaliste de la coupe du monde :

- 1974 : Défaite 2-1 face à l'Allemagne de l'Ouest.
 - 1978 : Défaite 3-1 face à l'Argentine.
 - 2010 : Défaite 1-0 face à l'Espagne.
- un palmarès en or massif...

Les lions de l'Atlas avaient devant eux une équipe très très difficile à gagner. Et pourtant ils l'ont fait, devenant la première équipe du reste du « monde civilisé » à gagner la Hollande.

Une autre équipe, celle de l'Allemagne sortie par le Paraguay aux tirs aux buts comme les lions de l'atlas l'ont fait avec la Hollande après un match nul 1-1.

Cela prouve qu'il n'y a plus de match impossible à gagner pour les équipes jadis sous estimées ou ne faisant pas partie du top des équipes qui gagnent régulièrement la coupe du monde ou qui arrivent en finale du Mondial.

C'est le fruit d'un long travail, d'abord de cohésion de groupe et après de tactiques et de formation. Le Maroc l'a définitivement compris et mis en musique lors de cette coupe du monde. La suite du tournoi ne sera certes pas facile pour notre équipe nationale. Mais l'espoir est là, ainsi que la motivation des joueurs nationaux, pour aller le plus loin possible.

Notre classement mondial est justifié à plus d'un titre. J'ai lu qu'il ya encore des esprits chagrins qui pensent que tout cela est vain et que nous devons nous concentrer sur la santé, l'éducation et tout ce qui fait nos insuffisances.



Par **Rachid Boufous**

Oui on se réveille ce matin, toujours avec nos problèmes du quotidien, oui nous n'allons pas régler toutes nos insuffisances en un clin d'œil ou même dans génération. Mais ce qui s'est passé hier, est unique comme moment à vivre...!

Nous l'avons vécu, tous et toutes, marocaines et marocains du pays et du monde, jeunes et moins jeunes et une bonne partie du monde « civilisé et moins civilisé » était de notre côté...

Ce fut un moment formidable et surtout inoubliable.

Et si le bonheur avait une illustration, eh bien ! c'est cette image de Ismael Saibari dans les bras de sa maman en pleurs après la victoire du match contre la Hollande. Une autre image pour illustrer ce bonheur que seul le football procure, celle de Issa Diop qui nous a permis le but d'égalisation.

Une posture de vainqueur qui n'a pas froid aux yeux, face à un tel adversaire mondialement reconnu... Les marocains peuvent être fiers de ce qu'ils ont construit sous l'égide de Sa Majesté le Roi. Cette équipe est unique, ce peuple est unique, cette joie est unique. Merci à l'équipe nationale de nous avoir permis de vivre ce moment unique.

Merci encore à Bono-Aladin ! Et quel match !

CANARIES 1977 : QUAND ALGER FAISAIT PRESSION SUR MADRID

Les Canaries, 1977 : quand le « droit des peuples » devient une arme diplomatique :

Il y a des archives qui ne racontent pas seulement le passé. Elles éclairent aussi les mécanismes permanents de la diplomatie : les principes affichés, les intérêts poursuivis et, entre les deux, cette zone grise où les causes les plus nobles peuvent être utilisées comme des leviers de puissance.

La note diplomatique australienne datée du 24 décembre 1977, consacrée aux relations entre l'Espagne et l'Algérie, nous replonge dans une période de fortes turbulences régionales. Deux ans après la Marche verte et les accords de Madrid, le dossier du Sahara marocain reste au cœur des crispations. Mais, à l'arrière-plan, un autre sujet s'invite dans la relation entre Madrid et Alger : les îles Canaries.

Selon ce document, l'Espagne reprochait à l'Algérie son soutien politique et médiatique au Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien, le MPAIAC, animé par Antonio Cubillo. Ce soutien passait notamment par l'accueil de son dirigeant sur le sol algérien, par l'accès aux ondes radiophoniques et par des démarches visant à internationaliser le sujet au sein de l'Organisation de l'unité africaine.

Le droit des peuples ou l'art de la pression géopolitique ?

Le fait mérite d'être regardé avec rigueur. Non pour construire un procès rétrospectif, ni pour distribuer artificiellement les bons et les mauvais points de l'Histoire. Mais parce qu'il révèle une réalité souvent oubliée : dans les années 1970, les combats de libération, les discours sur l'autodétermination et les solidarités panafricaines ne vivaient pas hors-sol. Ils étaient aussi inscrits dans une bataille d'influences.

L'Algérie indépendante avait fait du soutien aux mouvements de libération l'un des marqueurs de son identité diplomatique. Héritière d'une guerre d'indépendance longue et traumatique, elle portait une parole anticoloniale qui trouvait un écho réel dans le tiers-monde et sur le continent africain. Cette dimension ne peut être niée. Elle explique une part importante de son rayonnement de l'époque.



Par **Mohamed Oubih**

Mais une diplomatie ne se résume jamais à ses principes. Elle se définit aussi par ses priorités, ses alliances, ses rivalités et ses calculs. En soutenant la cause canarienne, Alger ne défendait pas seulement un idéal abstrait de décolonisation. Elle adressait aussi un message à Madrid, dans un contexte où l'Espagne venait de se retirer du Sahara sans adopter la lecture algérienne du conflit.

C'est là que l'archive devient particulièrement intéressante. Elle montre que l'Espagne percevait le dossier canarien non comme une simple agitation marginale, mais comme une pression politique directe. Le gouvernement espagnol protesta, rappela son ambassadeur pour consultation et s'inquiéta de voir la question devenir un sujet africain. Pourtant, Madrid choisit de ne pas pousser l'affrontement jusqu'à la rupture.

Pourquoi cette retenue ? Parce que l'Espagne sortait à peine du franquisme et devait gérer une transition politique délicate. Parce qu'elle ne voulait pas apparaître comme une ancienne puissance coloniale crispée sur ses positions. Mais aussi parce que le Sahara marocain imposait une prudence stratégique : toute escalade avec Alger pouvait fragiliser davantage une zone déjà sous tension.

Cette séquence historique rappelle une leçon essentielle : l'autodétermination n'est jamais un slogan neutre. Elle peut être un principe de droit, une revendication politique sincère, une aspiration populaire légitime. Mais elle peut aussi devenir une monnaie diplomatique, utilisée à géométrie variable selon les intérêts du moment.

Sahara, Canaries, influence : les dessous d'une guerre diplomatique

C'est précisément ce que révèle le miroir canarien. Lorsqu'un État soutient une cause séparatiste à l'extérieur de ses frontières, il affirme parfois défendre un principe universel. Mais il prend aussi le risque de transformer ce principe en outil sélectif. Et dès lors, la cohérence devient un problème. Pourquoi soutenir ici ce qui est ignoré ailleurs ? Pourquoi brandir le droit des peuples quand il sert une stratégie et le relativiser lorsqu'il dérange ses propres alliances ?

L'Histoire des Canaries en 1977 n'est donc pas une note de bas de page. Elle montre combien la région a été traversée par des jeux de pression où les territoires, les identités et les mouvements politiques devenaient des pièces sur un échiquier plus vaste.

Pour le Maroc, cette archive rappelle aussi que le dossier du Sahara n'a jamais été une question isolée. Il s'inscrivait dans un ensemble de rapports de force méditerranéens, africains et arabes. Les accords de Madrid, la fin de la présence coloniale espagnole, les ambitions régionales d'Alger, la prudence de Madrid : tout cela formait une même équation.



Au fond, l'intérêt de cette archive n'est pas de ranimer des querelles stériles. Il est de comprendre comment se construisent les récits diplomatiques. Et de se souvenir qu'entre les grands mots et les intérêts concrets, les États choisissent souvent moins la pureté des principes que l'efficacité de leurs stratégies.

L'archive, elle, ne juge pas. Elle oblige simplement à regarder.

VOUS AVEZ DIT «PAS CHER LE PAIN ?»

J'ai mangé un pain à 55 dirhams ce weekend. A priori, c'est presque indécent de l'afficher quand on travaille dans le domaine du développement social. Le prix du pain ne raconte pas seulement le coût de ses ingrédients, mais aussi celui du temps, du savoir-faire et des choix collectifs que nous faisons autour de notre alimentation.

À travers un pain à 55 dirhams, c'est toute l'économie du pain « pas cher » qui mérite d'être interrogée : sa qualité, ses subventions, son gaspillage et ses effets sanitaires. Car derrière cet aliment quotidien se cachent des enjeux sociaux, économiques et métaboliques bien plus profonds qu'il n'y paraît.

Commençons donc par regarder ce que peut être un pain correct : simple dans ses ingrédients, mais exigeant dans son processus de fabrication.

55 dirhams... Vous vous dites déjà : « les pains ne se valent pas, un pain à tel prix doit contenir des ingrédients exotiques (souvent importés) qui justifient son coût élevé »...

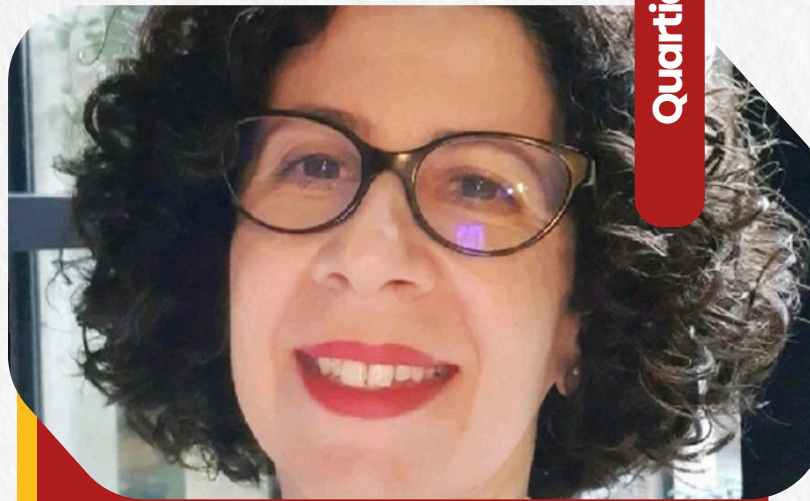
Alors pas du tout, ce pain contenait 3 ingrédients : la farine de blé, de l'eau et du sel, tous disponibles localement.

Mais les ingrédients ne sont pas les seuls intrants d'un produit, nous minimisons souvent le process et le temps du travail. Mon pain en question est un pain au levain, nommé « sourdough bread » sur les réseaux sociaux. Il pèse entre 900 g et 1 kg, et sa panification prend 48 heures entre l'activation du levain (un organisme vivant créé à partir de farine et d'eau), la fermentation à froid qui dure 18 à 24 heures, la cuisson qui prend 1 heure, et son refroidissement qui peut prendre jusqu'à 4 heures (selon le volume).

Les promesses d'un tel process se résument comme suit :

- une forme en demi-boule satisfaisante (de la taille d'un ballon de foot) permettant sa coupe en tranches pour des tartines généreuses ;
- un goût raffiné qui permet d'apprécier les arômes des céréales et d'apporter rapidement une sensation de satiété ;
- du gluten prédigéré par la fermentation longue au levain, qui réduit considérablement les inflammations associées aux inconforts des intestins, à la prise de poids, etc. ;
- un temps de conservation entre 6 et 10 jours, qui réduit le gaspillage du pain (nous jetons 30 millions de pains par jour).

Le pain « pas cher », vendu à 1,2 dirham, qui devient immangeable au bout de 48 h, est généralement produit avec de la levure boulangère ou sèche (chimique).



Par **Thanae Bennani**

Sa couleur dorée et sa levée volumineuse et rapide sont accentuées par l'ajout de 2 g de sucre (12,6 g par personne par jour), qui pèsent dans les 34 kg de sucre semoule consommés par le Marocain annuellement (comparé au seuil de l'OMS de 27 kg).

Cet ajout de sucre bénéficie d'un côté de la subvention de l'État. Son association à des farines blanches ultra raffinées produit un pain à indice glycémique élevé, dont le coût est payé via une facture sanitaire lourde comprenant les traitements des maladies métaboliques causées ou soutenues par la consommation excessive de sucre. En 2024, 12,4 % de la population est diabétique, tandis que 24 % est obèse et 59 % est en surpoids (dont 60 % sont des femmes). En 2014, la facture de l'obésité était de 24 milliards de dirhams (représentant 2,8 % du PIB), dont 70 % revenaient aux coûts des traitements du diabète.

Par ailleurs, d'autres coûts sanitaires s'ajoutent lorsque nous apprenons que les pains faits à partir de farines complètes, sans levain, peuvent limiter l'absorption de plusieurs minéraux — fer, zinc et magnésium — en raison de la présence d'acide phytique dans l'enveloppe du blé.

Les 30 millions de pains jetés par jour, à raison d'une subvention de 150 dh au quintal de farine, représentent une perte de 3,3 milliards de dirhams (100 kg de farine produisent 500 pains, la subvention revient à 0,3 dh par pain. La subvention du sucre n'a pas été comptabilisée).

Et ce n'est pas la fin des dégâts, car ces pains alimentent nos déchets ménagers organiques, estimés à 5,3 millions de tonnes en 2025. Les 30 millions de pains quotidiens rassis ont un poids total estimé à 1,75 millions de tonnes par an, ce qui pourrait représenter une contribution annuelle de 33% de nos déchets organiques en l'absence de circuits de récupération présumés.

Si nous supposons que le pain gaspillé est le même que celui qui est subventionné, destiné principalement aux ménages à faibles revenus que nous estimerons à 3,9 millions de ménages (ménages bénéficiaires de l'aide sociale directe en 2025...), on constate rapidement que le ménage d'une moyenne de 3 personnes jetterait 7,7 pains par jour!, soit une dépense quotidienne de 9,24 dh non consommés. Ce qui pose une contradiction majeure...

Le pain gaspillé ne peut donc pas se limiter aux ménages les plus démunis. Quels sont les autres consommateurs concernés, et qui bénéficient donc de ces aides ?

D'un point de vue social, il y a 20 ans, nous avons une tradition dont le référentiel musulman sacralisait le pain et interdisait qu'il se retrouve dans les bennes à ordures. Cette tradition perdue gagnerait à revenir sous une forme d'économie circulaire, permettant de revaloriser ce pain et de l'empêcher d'alourdir les budgets des communes de traitement des déchets ménagers.

Mais les solutions les plus optimales sont celles qui produiront un pain d'une qualité qui allonge naturellement son temps de conservation, et créeront des impacts sanitaires préventifs sur les ménages.

Si nous voulons agir sur l'économie du pain aujourd'hui, la sensibilisation des acteurs reste le point d'entrée primordial avant toute réforme économique :

- Mettre en place des campagnes d'information au niveau des infrastructures sanitaires et des médias pour éduquer les ménages (surtout les femmes compte tenu du rôle nourricier qu'elles jouent) sur les différentes qualités des pains et leurs contributions à leur bien-être sanitaire. La panification au levain, une pratique ancienne dans la cuisine marocaine, deviendrait salubre à une large population atteinte ou à risque de maladies métaboliques.
- Mettre en avant la boulangerie au levain dans les programmes d'appui à l'entrepreneuriat comme solution d'amélioration de la santé publique et de réduction du gaspillage alimentaire. Sortir la production de pain au levain de l'échelle artisanale permettra de réduire son prix de vente (le pain à 55 dh est vendu par un groupe de restauration à 32 dh à Essaouira). La panification au levain exige l'utilisation d'une farine sans additifs ou pesticides. Les seules farines qui répondent à ces critères disponibles sur le marché sont les farines « bio » vendues à 30 dh/kg. La production locale de farines non blanchies rendra ce pain plus accessible.
- Ouvrir le débat parmi les acteurs de la subvention du pain pour décortiquer les impacts macro-économiques et les inviter à explorer une conception qui permettrait de la maintenir tout en réduisant les coûts indirects qu'elle produit.

Nos politiques de sécurité alimentaire, dans un État social, ne peuvent pas se limiter à se remplir le ventre, et gagneraient à évoluer vers des politiques concertées entre les différents acteurs des politiques sanitaires, sociales, urbaines, climatiques (la résilience des cultures céréalières est au centre de nos plans climats).

Nous aspirons à des changements majeurs dans les prochaines années. Nous méritons des TGVs, des tramways et des bus électriques, des stades et des infrastructures futuristes. N'est-il pas aussi temps de réfléchir à reprogrammer la résilience de notre métabolisme en passant par un aliment aussi élémentaire que notre cher pain quotidien ?



CIVISME ÉMOTIONNEL : LE CAPITAL INVISIBLE DU MAROC 2030

Le Maroc parle beaucoup de développement, d'investissements, d'infrastructures et de modernisation. Les chiffres sont là : ports, lignes ferroviaires, zones industrielles, stades, digitalisation des services publics, transition énergétique. Le pays avance vite et veut clairement changer d'échelle à l'horizon 2030.

Mais derrière cette dynamique, une question reste rarement posée : un pays peut-il réellement devenir une puissance régionale sans culture forte du civisme ?

Le sujet paraît secondaire face aux grands défis économiques. Il ne l'est pas. Parce qu'aucune stratégie de développement ne peut réussir durablement dans un environnement où l'espace public est dégradé, où la défiance domine la relation avec les institutions et où l'intérêt collectif reste souvent moins important que les réflexes individuels.

Le paradoxe marocain est d'ailleurs frappant. Le pays démontre régulièrement une capacité exceptionnelle de solidarité dans les périodes de crise. Après le séisme d'Al Haouz, des milliers de citoyens, d'associations et d'entreprises se sont mobilisés spontanément. Cette solidarité existe profondément dans la société marocaine. Pourtant, dans le quotidien, l'incivisme reste banal : déchets dans les rues, violences routières, détérioration des équipements publics...

Le problème n'est donc pas l'absence de valeurs. Le problème est l'absence d'organisation du civisme.

Le Maroc continue encore de considérer le civisme comme un sujet moral alors qu'il s'agit désormais d'un enjeu économique et stratégique. L'incivisme coûte extrêmement cher : équipements publics dégradés, retards administratifs, pollution urbaine, accidents routiers, perte de confiance, baisse de qualité de vie. Ces coûts invisibles finissent par ralentir la compétitivité du pays.

Le Haut-Commissariat au Plan montre d'ailleurs un phénomène intéressant : plus de 55 % des ménages marocains considèrent que les prestations administratives se sont améliorées ces dernières années. Cela prouve que l'État évolue. Mais dans le même temps, une majorité de citoyens estime que les services de santé et le système éducatif se dégradent. Ce décalage produit une frustration silencieuse qui fragilise le lien de confiance entre le citoyen et les institutions.



Par **Sanaa Eddiry**

Or le civisme dépend directement de cette confiance.

Un citoyen qui se sent respecté devient plus respectueux. Un citoyen humilié administrativement devient plus agressif socialement.

Le Maroc gagnerait donc à changer complètement son approche du sujet. Au lieu de limiter le civisme à des campagnes de sensibilisation ponctuelles, il faudrait le traiter comme un indicateur national de performance.

Pourquoi ne pas créer un indice national du civisme mesurant, ville par ville, la propreté urbaine, le respect des règles de circulation, la qualité de l'accueil administratif, la participation associative, le volontariat ou encore la préservation des espaces publics ? Les communes les mieux classées pourraient recevoir des incitations budgétaires ou des labels d'excellence territoriale.

Le civisme deviendrait enfin concret.

Le chantier le plus important reste néanmoins celui de l'école. On demande souvent aux jeunes d'être responsables sans jamais les entraîner réellement à la responsabilité collective. On enseigne les matières académiques mais très peu la gestion du bien commun. Pourtant, apprendre à respecter un espace public, participer à une action locale ou débattre dans le respect fait aussi partie de la construction d'une nation moderne.

Le Maroc de 2030 ne sera pas jugé uniquement sur ses infrastructures ou son taux de croissance. Il sera jugé sur la qualité de vie quotidienne qu'il offrira à ses citoyens et à ceux qui le visitent. Dans un monde de plus en plus instable et individualiste, les pays les plus attractifs seront aussi les plus organisés, les plus respectueux et les plus agréables à vivre.

Le vrai défi du Maroc n'est donc plus seulement de construire des routes, des ports ou des zones économiques. Le vrai défi est de construire une culture collective capable de protéger ces avancées.

Le développement commence lorsque chaque citoyen considère enfin que l'espace public lui appartient autant que son propre foyer.

**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UNE SIRÈNE,**

By Lodj

mais elle alerte
quand cela
en vaut la peine.

Tout ne mérite pas l'urgence.
Encore faut-il savoir ce qui compte.

WWW.LODJ.MA

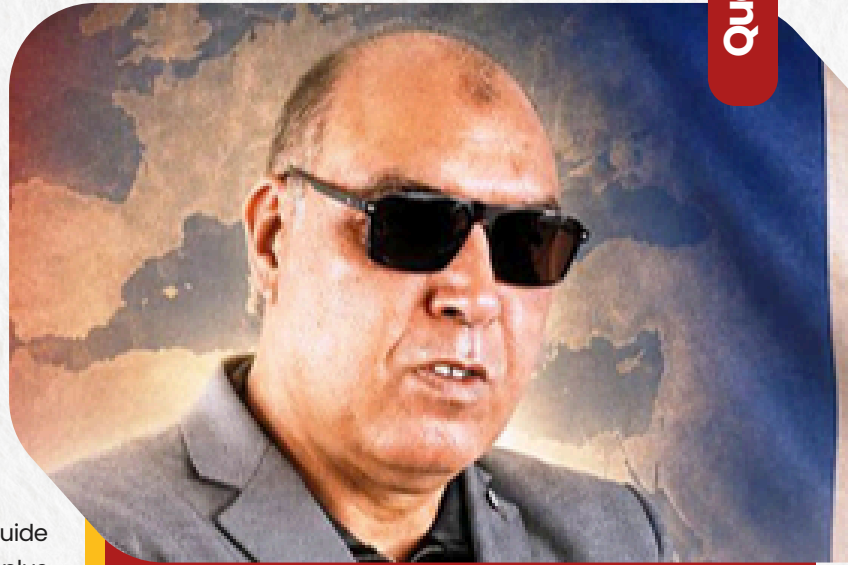
RENDEZ À NIZAR CE QUI APPARTIENT À NIZAR... LE CARBURANT DU BUZZ CONTRE L'ESSENCE DE LA VÉRITÉ

Décidément, à l'approche des élections, les miracles se multiplient... Les anciens défenseurs du marché deviennent les nouveaux protecteurs du consommateur... Les apôtres de la libéralisation découvrent soudainement les vertus de l'intervention publique... Les partisans d'hier expliquent aujourd'hui pourquoi ils étaient contre avant même d'être pour... Bref, la politique marocaine entre dans sa saison préférée... celle des amnésies sélectives...

Le sujet du moment c'est les carburants... Ce liquide hautement inflammable qui ne se contente plus d'alimenter les moteurs, mais nourrit désormais les polémiques, les déclarations fracassantes et les indignations de circonstance... À entendre certains responsables politiques, on croirait que la hausse des prix est née la semaine dernière, qu'elle est tombée du ciel un soir de pleine lune et que seuls eux possèdent aujourd'hui la formule magique capable de sauver le pouvoir d'achat des Marocains... Dommage que les archives existent... Car les mêmes qui dénoncent aujourd'hui les effets de la libéralisation figuraient souvent parmi ses plus fervents défenseurs hier... !!

La mémoire est parfois une victime collatérale des campagnes électorales... Dans cette agitation générale, le Parti de l'Istiqlal a eu le tort « ou le mérite » de rappeler une réalité peu compatible avec les slogans... gouverner un pays ne consiste pas à rédiger des publications Facebook ou à collectionner des mentions « J'aime »... Gouverner implique parfois de choisir entre ce qui est populaire et ce qui est soutenable...

Voilà pourquoi le parti a refusé de soutenir le plafonnement administratif des prix des carburants... Non pas parce qu'il ignorerait les difficultés des citoyens... Non pas parce qu'il serait devenu le porte-parole des compagnies pétrolières, comme certains aiment le suggérer... Mais parce qu'il considère que le vrai problème réside moins dans les prix internationaux que dans les marges excessives, les distorsions du marché et les pratiques qui faussent la concurrence... Nuance importante... Mais à l'ère du buzz, les nuances sont devenues les premières victimes du débat public...



Par **Mohammed Yassir Mouline**

Car il est beaucoup plus facile de résumer une question complexe en dix secondes de vidéo que d'expliquer les mécanismes d'un marché mondialisé... Il est beaucoup plus rentable électoralement de promettre des miracles que d'assumer des équilibres budgétaires... Et il est toujours plus simple de désigner un coupable que de présenter une solution crédible... C'est précisément là que la polémique devient intéressante... D'un côté, ceux qui réclament aujourd'hui un plafonnement des prix expliquent qu'ils défendent le consommateur... De l'autre, l'Istiqlal répond qu'il préfère plafonner les marges plutôt que créer une illusion administrative dont le coût finirait par être payé par le contribuable... Le débat est légitime... Mais il devrait au moins être mené avec un minimum de cohérence historique...

Car enfin, qui a accompagné la libéralisation des prix ? Qui expliquait alors que le marché produirait naturellement plus de concurrence et plus d'efficacité ? Qui applaudissait les mécanismes qu'il dénonce désormais avec une indignation toute neuve ?...L'avantage des déclarations politiques est qu'elles s'oublient vite... L'inconvénient d'Internet est qu'il n'oublie rien... !!

C'est également dans ce contexte qu'intervient l'annonce par Nizar Baraka d'un nouveau contrat politique avec les citoyens... Une annonce accueillie avec scepticisme par certains, comme toutes les promesses politiques... Mais une annonce qui contient un engagement dont beaucoup préfèrent parler sans jamais l'appliquer... la politique de « zéro tolérance » envers la corruption et les conflits d'intérêts... Là encore, les réactions sont révélatrices... Lorsqu'un responsable politique promet de combattre les rentes, les privilèges et les situations de monopole, tout le monde applaudit... Jusqu'au moment où il faut identifier les bénéficiaires de ces rentes. Là, les applaudissements deviennent plus discrets... !! Car la corruption n'est pas seulement une affaire de valises ou d'enveloppes... Elle prospère aussi dans les passe-droits, les positions dominantes, les privilèges indus et les réseaux d'influence qui transforment parfois l'économie en club privé réservé aux initiés... Parler de « zéro tolérance » est donc une chose... Affronter ceux qui vivent confortablement de l'absence de tolérance en est une autre... Nizar Baraka a choisi de placer cette question au cœur de son discours... On peut discuter ses propositions... On peut critiquer son bilan... C'est le principe même du débat démocratique... Mais il est difficile de lui reprocher une incohérence sur ce dossier... Et c'est peut-être cela qui dérange le plus...



À l'heure où certains changent de position au rythme des sondages, l'Istiqlal revendique une ligne qui peut être contestée mais qui reste lisible... Une ligne qui refuse les solutions spectaculaires lorsqu'elles risquent d'hypothéquer les finances publiques... Une ligne qui privilégie les mécanismes économiques aux effets d'annonce... Une ligne qui tente de répondre à la colère sociale sans transformer chaque difficulté du citoyen en slogan de ca

Assez de surenchères !... Tout le monde parle aujourd'hui des prix des carburants... Tout le monde se proclame défenseur du pouvoir d'achat... Tout le monde se découvre une passion tardive pour le panier de la ménagère... Mais combien prennent réellement le temps de rechercher les faits avant de diffuser les contrevérités ?!! Combien préfèrent les chiffres aux slogans, les mécanismes économiques aux raccourcis électoraux, l'intérêt du citoyen aux calculs de circonstance ?!!...

Nizar Baraka, lui, parle le langage des chiffres, du droit et de la responsabilité publique... Ses adversaires ont naturellement le droit de le contester... Encore faudrait-il qu'ils répondent aux données par d'autres données, aux arguments par d'autres arguments, plutôt qu'aux raisonnements par des campagnes de communication conçues pour fabriquer du bruit... Car au fond, le véritable scandale n'est peut-être pas le prix du litre à la pompe... Le véritable scandale est cette facilité avec laquelle certains transforment chaque débat économique en concours de popularité, chaque difficulté sociale en slogan électoral et chaque vérité dérangeante en occasion de faire le buzz... !!

Or le Maroc mérite mieux que des effets de manche et des indignations à géométrie variable... Il mérite des responsables capables d'assumer leurs positions, y compris lorsqu'elles ne sont pas les plus populaires du moment... Alors oui, qu'on partage ou non les choix de Nizar Baraka, une exigence de justice intellectuelle s'impose... avant de distribuer les accusations, il faut aussi savoir distribuer les mérites... Et dans cette affaire des carburants comme dans bien d'autres, il est parfois nécessaire de rendre à Nizar ce qui appartient à Nizar... Car l'essence de la vérité va toujours plus loin que le carburant du buzz... Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.

RABAT-SALÉ : LE CALVAIRE DES TAXIS POUR HAY CHEMAOU ET SAÏD HAJJI

Refus de certaines destinations, files d'attente qui s'allongent et rôle controversé des personnes qui organisent les départs des taxis : à la station de Rabat, des habitants de plusieurs quartiers de Salé dénoncent un système qui complique chaque jour leur trajet.

Entre Rabat et Salé, les taxis collectifs constituent depuis longtemps l'un des piliers du transport urbain. Chaque jour, des milliers d'habitants s'y pressent pour rejoindre leur travail, leurs établissements scolaires ou leur domicile. Rapide, accessible et relativement peu coûteux, ce mode de déplacement fait partie du quotidien de nombreuses familles. Mais pour certains quartiers de Salé, notamment Hay Chemaou et Saïd Hajji, ce trajet peut rapidement se transformer en véritable épreuve quotidienne.

À la station de taxis, les scènes se répètent jour après jour. Des files de passagers s'allongent, parfois pendant de longues minutes, parfois bien davantage. Plusieurs usagers expliquent que certains chauffeurs privilégieraient certaines destinations au détriment d'autres. Les trajets vers des quartiers plus éloignés, comme Doha, Sakani ou Najah, seraient souvent favorisés. La raison avancée par de nombreux passagers tient au prix de la course : autour de dix dirhams pour ces destinations, contre cinq ou six dirhams pour Hay Chemaou ou Saïd Hajji.

Cette logique économique, compréhensible du point de vue des chauffeurs, n'est toutefois pas sans conséquences pour les usagers. Sur le terrain, elle se traduit par une attente prolongée pour ceux qui souhaitent se rendre dans les quartiers jugés moins rentables. Certains passagers affirment devoir patienter plus d'une heure, parfois une heure et demie, avant de trouver un taxi prêt à les y conduire. Pour beaucoup, cette attente s'ajoute à des journées déjà longues et fatigantes.

Face à ces difficultés, les voyageurs développent des stratégies de contournement. Certains acceptent de monter dans un taxi se dirigeant vers un quartier plus éloigné, quitte à terminer le trajet à pied ou à chercher un autre moyen de transport une fois arrivés. D'autres préfèrent négocier directement avec le chauffeur, en proposant un montant supérieur au tarif officiel. Peu à peu, ces arrangements informels affaiblissent la portée du prix réglementé et installent une forme de tarification dictée par les circonstances.



Par **basma berrada**

Plusieurs témoignages évoquent également la présence, au sein de la station, d'intermédiaires informels. Selon les passagers, ces personnes joueraient un rôle dans l'organisation des départs et orienteraient les chauffeurs vers les trajets les plus rentables. Leur influence contribuerait ainsi à accentuer les déséquilibres entre les différentes destinations et à prolonger l'attente pour certains quartiers.

Dans ce climat tendu, les frictions ne sont pas rares. Altercations entre chauffeurs et passagers, protestations sporadiques et interventions ponctuelles des forces de l'ordre témoignent du niveau de frustration qui peut régner dans ces moments d'affluence.

La difficulté ne se limite d'ailleurs pas aux trajets du soir. Le matin aussi, de nombreux usagers décrivent un parcours compliqué pour se rendre de Salé vers Rabat. Certains sont contraints de fragmenter leur déplacement : descendre à la station de Lkwass pour chercher un second taxi ou poursuivre le reste du trajet en tramway. D'après plusieurs passagers, certains chauffeurs hésitent à effectuer directement la liaison vers Rabat, craignant de ne pas trouver suffisamment de clients au retour.



Au-delà de ces situations quotidiennes, cette réalité met en lumière une question plus large : celle de l'organisation et de la régulation du transport collectif. Dans un service aussi essentiel que la mobilité urbaine, l'absence de règles clairement appliquées ou de mécanismes de contrôle efficaces peut rapidement ouvrir la voie à des pratiques déséquilibrées, qui pénalisent en premier lieu les usagers.

Pour les habitants de Hay Chemaou et de Saïd Hajji surtout, la revendication reste pourtant simple : pouvoir rejoindre leur quartier dans des conditions normales, sans attente excessive ni surcoût imprévu. Une demande qui rappelle qu'un système de transport public efficace repose avant tout sur l'équité, la transparence et le respect des règles communes.

QUAND LA BARAKA MAROCAINE FAIT TAIRE LES GRIGRIS, LES MAUVAISES ONDES... ET LES PROPHÈTES DE LA DÉFAITE

Baraka marocaine contre les grigris sénégalais, les mauvaises ondes algériennes et les prophètes de la défaite égyptiens

Il faut bien l'avouer : le football marocain ne se joue jamais uniquement sur la pelouse.

Il se joue aussi sur WhatsApp.

Sur Facebook.

Sur TikTok.

Dans les cafés.

Chez les voyantes autoproclamées.

Dans les commentaires anonymes.

Et parfois même dans les vidéos où l'on nous explique, avec un sérieux scientifique absolument remarquable, que le sort du match dépend d'un œuf cassé, d'un cadenas enterré ou d'une bougie allumée à minuit.

À chaque grande compétition, les mêmes scénarios reviennent.

Du côté de certains voisins ou rivaux sportifs (L'Algérie, le Sénégal et l'Égypte), les réseaux sociaux se remplissent de vidéos mystérieuses. On y parle de grigris, de talismans, de marabouts, de mauvais œil, de malédictions et d'autres recettes censées faire perdre les Lions de l'Atlas avant même le coup d'envoi.

Pendant ce temps-là, au Maroc, on fait beaucoup plus simple.

On dit : « Bismillah ».

Et on joue.

Puis viennent les experts autoproclamés de la défaite.

Avant le match contre les Pays-Bas, ils étaient nombreux.

Le Maroc allait souffrir.

Le Maroc allait rentrer.

Le Maroc avait atteint ses limites.

Le Maroc allait enfin retrouver "sa vraie place".

Ils étaient tellement sûrs d'eux que certains avaient presque déjà écrit les articles d'après-match.

Ils ont juste oublié un détail. Les Lions, eux, n'avaient pas lu leurs commentaires.

Pendant cent vingt minutes, les Marocains ont répondu de la plus belle des manières : avec du football.

Soixante-dix pour cent de possession.

Plus de sept cents passes.

Une maîtrise technique qui aurait autrefois été attribuée aux grandes écoles européennes.



Et surtout cette incroyable capacité à ne jamais abandonner.

Même menés.

Même sous pression.

Même arrivés aux tirs au but, là où les jambes deviennent lourdes et où les cœurs battent plus vite que les tambours des supporters.

Puis est arrivé Bounou.

Puis Saïbari.

Et le reste appartient déjà aux souvenirs.

Ce qui est fascinant, c'est cette obsession que le Maroc suscite désormais.

Autrefois, on parlait du Brésil.

De l'Allemagne.

De l'Italie.

Aujourd'hui, certains passent plus de temps à espérer la défaite du Maroc qu'à encourager leur propre équipe. Finalement, c'est peut-être le plus beau compliment.

On ne mobilise pas autant d'énergie contre une équipe insignifiante.

On ne fabrique pas autant de scénarios contre un adversaire qui ne dérange personne.

Le Maroc dérange.
Parce qu'il gagne.
Parce qu'il progresse.
Parce qu'il ne s'excuse plus d'être ambitieux.

Alors chacun y va de son explication.

Pour les uns, ce serait une histoire de chance.
Pour d'autres, un concours de circonstances.
Pour d'autres encore, un hasard statistique.

Les Marocains, eux, connaissent une autre explication : Ils appellent cela la Baraka.

Mais attention. La baraka marocaine n'est pas un miracle tombé du ciel.

Elle se construit.
Elle commence dans les centres de formation.
Elle grandit dans les familles.
Elle voyage avec les joueurs de la diaspora.
Elle s'entretient par le travail, la discipline, la patience et cette incroyable résilience qui caractérise souvent les Lions de l'Atlas.



LA GRAND-MÈRE MAMIE ET LE DÉBAT SUR LES CARBURANTS

« Explique-moi, mon fils : ils parlent de plafonner les prix, de plafonner les marges, de compensation... Moi, j'entends surtout des disputes et je ne comprends plus rien. »

Elle n'a pas tort de me poser cette question, cette grand-mère imaginaire. Dans ce débat, beaucoup parlent fort. Certains accusent. D'autres répondent par des articles de loi. Et au milieu, le citoyen regarde le prix affiché à la station-service et se pose une question très simple : pourquoi le litre coûte-t-il aussi cher, et qui décide de ce prix ?

J'ai essayé d'y répondre :

Pour comprendre Mamie, il faut distinguer deux choses qui n'ont rien à voir, même si elles se ressemblent dans les discours.

La première, c'est plafonner les prix.

Cela veut dire que l'État décide : « Au-delà de tel montant, personne ne peut vendre le litre de carburant. » Par exemple, si le vrai coût du carburant, du transport et des taxes fait monter le litre à un certain niveau, l'État impose un prix plus bas pour protéger les citoyens.

Sur le papier, cela paraît généreux. On se dit : très bien, le litre baisse, les familles respirent, les taxis dépensent moins, les marchandises coûtent peut-être moins cher.

Mais il y a une suite à l'histoire Mamie.

Si le carburant coûte réellement plus cher que le prix autorisé à la pompe, quelqu'un doit payer la différence. Et ce quelqu'un, c'est souvent l'État. Donc, au bout du compte, c'est l'argent public. L'argent des impôts. L'argent qui sert aussi aux écoles, aux hôpitaux, aux routes, aux aides sociales et aux familles modestes.

Autrement dit, plafonner les prix revient souvent à dire : « L'État va compléter la facture. »

C'est ce qu'on appelle la compensation ou la subvention.

Pendant longtemps, le Maroc a beaucoup utilisé ce système. L'État aidait à maintenir certains prix bas pour tout le monde. Le problème, c'est que cette aide profitait autant au petit chauffeur de taxi qu'au propriétaire d'un gros véhicule qui consomme beaucoup plus.



Le riche et le pauvre recevaient donc la même réduction sur le litre de carburant. Ce n'était pas toujours très juste. Le Maroc a ensuite choisi une autre logique : aider directement les familles qui en ont réellement besoin, au lieu de subventionner indistinctement tous les litres consommés dans le pays.

C'est là, Mamie, que le débat devient sérieux.

Car si l'on recommence à subventionner fortement les carburants, il faut trouver des milliards de dirhams. Et ces milliards risquent de manquer ailleurs. C'est un peu comme dans une maison : si l'on dépense tout l'argent du mois pour alléger la facture d'essence de tous les voisins, il reste moins pour payer les médicaments de la grand-mère, les études des enfants ou les charges urgentes du foyer.

La deuxième idée Mamie, c'est plafonner les marges.

Là, le raisonnement est différent. On ne dit pas : « L'État va payer une partie du litre. » On dit plutôt aux sociétés qui vendent les carburants : « Vous avez le droit de gagner de l'argent, mais pas de faire des bénéfices excessifs sur le dos des consommateurs. »

Une marge, c'est ce qui reste à une entreprise après avoir acheté le carburant, payé le transport, le stockage, les salaires, les stations, les impôts et les autres charges.

Ce n'est donc pas simplement "l'argent qu'elle empoche". Il y a des coûts réels. Mais lorsque les prix internationaux baissent et que les prix à la pompe ne suivent pas assez vite, les citoyens ont le droit de se demander si les marges ne deviennent pas trop confortables.

Plafonner les marges, c'est donc surveiller les distributeurs. Leur demander de montrer leurs chiffres. Vérifier qu'ils ne profitent pas d'une situation pour gagner beaucoup plus que ce qui est raisonnable.

La différence est importante, Mamie.

Plafonner les prix, c'est souvent faire payer l'État.

Plafonner les marges, c'est demander aux entreprises de ne pas exagérer leurs gains.

Dans le premier cas, la facture peut finir chez le contribuable.

Dans le second, on cherche surtout à éviter les abus et à imposer davantage de transparence.

Alors, pourquoi autant de bruit politique mon fils ?

Parce que dire, Mamie, "je vais baisser les prix" est simple, populaire et facile à retenir. C'est une phrase qui marche bien dans un meeting, sur Facebook ou dans une vidéo de campagne.

Dire "je vais contrôler les marges, renforcer la transparence, suivre les coûts internationaux et obliger les distributeurs à justifier leurs prix" est moins spectaculaire. Pourtant, c'est souvent plus sérieux.

« Donc, mon fils, il ne faut pas seulement demander un litre moins cher. Il faut surtout savoir paier la différence et si les sociétés gagnent trop. »

Exactement Mamie.

Le citoyen marocain ne demande pas la lune. Il veut que les prix soient justes. Il veut que les baisses internationales soient visibles à la pompe. Il veut que les entreprises travaillent et investissent, mais sans transformer chaque hausse mondiale en occasion de faire gonfler les profits. Et il veut surtout qu'on cesse de lui vendre des promesses faciles sans lui expliquer la facture cachée derrière.

Dans cette affaire, le bon débat n'est pas : « Qui crie le plus fort ? »

Le bon débat est : « Comment protéger le pouvoir d'achat sans affaiblir les aides sociales, ni laisser les consommateurs seuls face aux prix ? » C'est moins bruyant. Mais c'est beaucoup plus utile.

Voici la réponse de la grand-mère, avec ce petit sourire de celles qui ont vu passer assez de débats pour ne plus se laisser impressionner par les mots.

« Attends, mon fils... tu me dis qu'il suffit de plafonner les marges des distributeurs pour protéger le consommateur ? Ce n'est pas si simple.

Contrôler les marges, ce n'est pas contrôler les prix.

Une entreprise peut afficher une marge raisonnable au niveau de la station-service, tout en ayant déjà gagné une partie de son argent avant même que le carburant arrive à la pompe. Entre l'importation, le stockage, le raffinage, le transport et la distribution, il y a plusieurs portes. Si tu fermes une seule porte, les bénéfices peuvent passer par une autre.

C'est un peu comme au souk. Tu peux dire au vendeur final : "Tu ne gagneras pas plus de tant." Mais si le grossiste lui a vendu trop cher, le client paiera quand même plus cher. La marge est peut-être limitée à la fin, mais le prix a déjà gonflé au début.

Voilà le vrai problème.

Si on ne regarde que la dernière marge, celle du distributeur, on risque de surveiller la vitrine sans savoir ce qui se passe dans l'arrière-boutique. Or, le prix du carburant se construit bien avant la station-service. Il dépend du prix d'achat à l'international, des cours de référence, des frais d'importation, du stockage, du transport, de la logistique, de la fiscalité et, bien sûr, des marges que prennent les différents intervenants.

C'est pour cela que l'ancien système d'homologation des prix fonctionnait autrement.

À mon époque, le prix maximum à la pompe était calculé selon une formule. On prenait notamment le cours international du carburant, souvent à partir de l'indice de Rotterdam du mois précédent. Puis on ajoutait les coûts d'importation, de stockage, de transport, ainsi que les marges autorisées pour les différents opérateurs.

Ce système avait un mérite : il permettait de comprendre d'où venait le prix. Si le litre augmentait, il fallait pouvoir montrer que les coûts avaient augmenté. On ne pouvait pas simplement dire : "Le marché est comme ça, acceptez-le."

Le consommateur était donc mieux protégé contre certaines surprises, contre les envolées injustifiées et contre la tentation de profiter d'une période de tension pour augmenter les profits.



Mais je ne vais pas te raconter d'histoires non plus. Ce système avait ses défauts.

Lorsque les cours mondiaux baissaient très vite, les prix à la pompe ne baissaient pas toujours immédiatement. Et lorsque les cours montaient fortement, l'État subissait une énorme pression : il fallait parfois maintenir des prix bas, même lorsque cela coûtait cher au budget public.

Donc, mon fils, il ne faut pas rêver : aucun système n'est parfait.

Mais le débat ne doit pas être réduit à cette petite phrase : "On plafonne les marges et tout est réglé." Non. Le vrai sujet est de savoir si le prix payé par l'automobiliste correspond réellement aux coûts de la filière.

Car le citoyen ne demande pas un miracle. Il veut simplement savoir pourquoi il paie ce prix-là. Il veut pouvoir vérifier que les baisses internationales arrivent réellement jusqu'à lui. Il veut être sûr que les différents intervenants ne se renvoient pas les bénéfices d'une société à l'autre, pendant qu'on lui explique que tout est normal.

Pour protéger vraiment le consommateur, il faut regarder toute la chaîne : les prix d'importation, les coûts de stockage, les frais logistiques, les taxes, les prix de transfert entre sociétés et les marges de distribution.

Sinon, tu peux plafonner la marge visible, mais laisser les prix se fabriquer tranquillement ailleurs.

À mon avis, la meilleure solution n'est pas forcément de revenir exactement à l'ancien système, ni de laisser faire sans contrôle. Il faudrait surtout de la transparence. Que les prix d'importation soient publiés. Que les coûts soient connus. Que les marges soient expliquées. Que les citoyens puissent voir, noir sur blanc, comment se forme le prix du litre.

Parce que dans un marché normal, la transparence fait parfois plus peur aux profiteurs qu'une grande loi pleine de beaux mots.

Au fond, la question est simple : veut-on seulement encadrer une marge, ou veut-on réellement protéger le consommateur ? Ce ne sont pas toujours les mêmes choses, mon fils. »

Je suis resté bouche bée.

Non seulement notre Mamie avait tout compris à ce débat que beaucoup préfèrent réduire à des slogans, mais elle venait de me livrer une analyse digne d'un économiste spécialisé dans la concurrence et la régulation.

Elle avait mis le doigt là où le débat public hésite souvent à regarder : contrôler une marge ne suffit pas si l'on ne surveille pas aussi le prix auquel le carburant circule d'une société à l'autre, avant même d'arriver à la pompe.

Puis, avec son bon sens tranquille, elle avait formulé ce qui ressemble presque à une feuille de route : plus de transparence sur les prix d'importation, des coûts logistiques clairement publiés, un suivi réel des prix de transfert, des marges détaillées par segment et un observatoire indépendant capable de dire, chiffres à l'appui, si la baisse internationale atteint réellement le citoyen marocain.

Je suis bluffé.

Comme quoi, parfois, il faut moins de réunions, moins d'invectives et davantage de thé à la menthe autour d'une table pour remettre de l'ordre dans un débat national.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE ÉCOLE,



Mais elle vous apprend
à voir **plus loin.**

INFORMER, CE N'EST PAS SEULEMENT RACONTER.
C'EST AUSSI AIDER À COMPRENDRE.

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE 2027 : LE VERTIGE DES EXTRÊMES

Billet

À moins d'un an de l'élection présidentielle française, le paysage politique ressemble à un miroir brisé

Le centre, qui dominait encore la vie politique il y a quelques années, paraît essoufflé. Les partis traditionnels peinent à retrouver leur souffle. Pendant ce temps, les formations situées aux deux extrémités du spectre politique prospèrent sur un terreau fertile : celui de la colère, du déclassement et de la défiance.

Ce phénomène n'est d'ailleurs pas propre à la France. Des États-Unis à l'Allemagne, de l'Italie aux Pays-Bas, la polarisation est devenue la nouvelle norme des démocraties occidentales. La France n'y échappe pas ; elle pourrait même en devenir l'un des laboratoires les plus observés. Les sondages placent régulièrement les forces les plus radicales à des niveaux jamais atteints sous la Ve République, tandis que les candidatures se multiplient en vue du scrutin de 2027.

Mais les électeurs doivent-ils choisir entre deux radicalités ? C'est peut-être là le véritable piège.

L'histoire enseigne une leçon moins partisane qu'on ne le croit : ce ne sont pas seulement les extrêmes qui fragilisent les nations, mais surtout la disparition des contre-pouvoirs, la personnalisation excessive du pouvoir et la conviction que l'adversaire politique devient un ennemi à éliminer plutôt qu'un concurrent à convaincre.

À droite comme à gauche, les discours les plus radicaux partagent parfois une même tentation : promettre des solutions simples à des problèmes devenus extraordinairement complexes. Immigration, dette publique, pouvoir d'achat, sécurité, transition écologique, souveraineté industrielle... chacun de ces défis exige des arbitrages douloureux. Pourtant, la campagne électorale transforme souvent ces arbitrages en slogans.

L'extrême droite promet davantage d'autorité, davantage de frontières, davantage de protection nationale.

L'extrême gauche promet davantage de redistribution, davantage d'intervention publique et une rupture avec les règles économiques actuelles.

Les deux proposent une rupture. Les deux séduisent une partie croissante des Français. Les deux prospèrent sur le même sentiment : celui que le système actuel ne répond plus aux attentes.

Mais gouverner est une autre affaire.

L'économie mondiale n'obéit pas aux promesses électorales. Les marchés financiers ne votent pas. Les investisseurs ne lisent pas les professions de foi. Les partenaires européens ne disparaissent pas le lendemain d'une élection. Les réalités budgétaires ne s'effacent pas avec un discours de campagne.



par Adnane Benchakroun

La question n'est donc pas de savoir si une idée est située à droite ou à gauche. La vraie question est ailleurs : cette idée est-elle applicable ? Est-elle finançable ? Est-elle compatible avec les institutions démocratiques ? Renforcera-t-elle durablement la cohésion nationale ?

L'histoire récente montre que les sociétés les plus fracturées mettent souvent des années à retrouver un climat de confiance. La polarisation laisse des traces profondes, même lorsque les alternances démocratiques permettent ensuite de corriger les excès. Les blessures politiques se referment beaucoup plus lentement que les campagnes électorales.

La France possède néanmoins un avantage considérable : des institutions solides, une administration expérimentée, un Conseil constitutionnel indépendant, une presse pluraliste et une société civile active. Ces garde-fous constituent probablement sa meilleure assurance contre toute dérive, quelle que soit la majorité issue des urnes.

La présidentielle de 2027 ne sera donc pas seulement un choix entre des candidats. Elle sera un test de maturité démocratique. Les électeurs auront-ils la tentation du grand soir ou préféreront-ils le temps long des réformes ? Voteront-ils pour une colère ou pour un projet ? Chercheront-ils une revanche ou une reconstruction ? Les démocraties meurent rarement d'un seul scrutin. Elles s'affaiblissent davantage lorsque le débat public cesse d'être un échange d'idées pour devenir une guerre de camps.

La France mérite mieux que ce duel permanent entre deux peurs : la peur du déclassement et la peur de l'autre. Car une nation ne se relève jamais facilement de ses fractures. Et les extrêmes, quels qu'ils soient, excellent souvent à les révéler... beaucoup moins à les réparer.

L'IRAN PROPOSE LE PACTE, WASHINGTON DÉCOUVRE LE PIÈGE

Il y a des moments où la diplomatie devient plus redoutable qu'un missile. L'Iran vient peut-être d'en donner une démonstration spectaculaire. Après avoir montré qu'il pouvait rendre les bases américaines vulnérables, Téhéran change de registre : il ne dit plus seulement aux Américains « partez », il dit aux pays du Moyen-Orient : « voici l'alternative ».

C'est là que réside l'habileté iranienne. Pendant que Washington tente de rassurer ses alliés, pendant que les chancelleries occidentales calculent les risques d'escalade, l'Iran avance une proposition politique : un pacte régional de stabilité, de sécurité militaire et de coopération économique entre pays du Moyen-Orient, sans tutelle américaine. En clair : la sécurité de la région par les pays de la région.

Sur le papier, l'idée paraît presque séduisante. Pourquoi le Golfe, l'Irak, l'Iran, les monarchies arabes, voire d'autres acteurs régionaux, devraient-ils éternellement dépendre d'une puissance extérieure ? Pourquoi importer la sécurité de Washington quand cette sécurité transforme les territoires d'accueil en cibles potentielles ? Pourquoi payer le prix diplomatique, militaire et populaire d'une protection américaine qui, désormais, protège autant qu'elle expose ?

C'est évidemment une offre politique calculée. L'Iran n'est pas soudain devenu un séminaire de paix. Téhéran défend ses intérêts, son influence, son espace stratégique, son droit à être reconnu comme puissance régionale. Mais précisément : il le fait avec une intelligence diplomatique qui embarrasse tout le monde.

Car la proposition iranienne place les pays du Golfe devant une question inconfortable. Ils n'ont pas envie de rompre avec les États-Unis. Le parapluie américain reste utile. Il rassure les marchés, les armées, les familles régnantes, les investisseurs. Mais ils ne peuvent plus ignorer que ce parapluie attire aussi l'orage. Chaque base américaine devient une assurance et une vulnérabilité. Chaque présence militaire étrangère protège le régime, mais expose le territoire.

L'Iran exploite cette contradiction. Son message est simple : tant que les États-Unis seront installés militairement dans la région, la région restera un champ de confrontation. Retirez le facteur extérieur, et nous pourrions discuter entre voisins. C'est politiquement très puissant, même si c'est diplomatiquement contestable.

Dans les chancelleries, cette proposition produit un malaise. Les Américains y voient une tentative de les chasser du Golfe. Les Européens y voient une recomposition risquée. Les monarchies arabes y voient à la fois une menace et une porte de sortie. La Chine, elle, observe avec intérêt.



Billet

par Adnane Benchakroun

Car un Moyen-Orient moins dépendant de Washington serait aussi un Moyen-Orient plus ouvert aux contrats, aux corridors, aux ports, aux monnaies alternatives, aux investissements asiatiques.

L'Iran ne cherche donc pas seulement une victoire militaire. Il cherche une victoire narrative. Il veut transformer son isolement en leadership régional. Il veut passer du statut d'accusé permanent à celui de fournisseur d'architecture. Il veut dire aux Arabes du Golfe : nous pouvons nous détester, nous surveiller, nous concurrencer, mais nous sommes condamnés à vivre dans la même géographie. Les Américains, eux, peuvent partir.

C'est ce que Washington redoute le plus. Pas seulement la frappe contre une base. Mais l'idée qu'un jour, dans une salle fermée de Riyad, Doha, Mascate ou Abou Dhabi, un responsable du Golfe se demande froidement : et si l'Iran avait partiellement raison ? Non pas moralement. Non pas idéologiquement. Mais stratégiquement.

Car l'avenir ne sera peut-être pas américain ou iranien. Il sera hybride. Les pays du Moyen-Orient chercheront à garder Washington sans dépendre totalement de Washington. À parler avec Téhéran sans lui faire confiance. À commercer avec Pékin sans lui livrer leur souveraineté. À négocier avec tout le monde sans s'enchaîner à personne.

Dans ce jeu, l'Iran a compris une chose essentielle : la puissance ne consiste plus seulement à frapper. Elle consiste à proposer une sortie. Même imparfaite. Même intéressée. Même inquiétante. Celui qui propose une alternative oblige les autres à répondre.

Et c'est peut-être cela le vrai choc géopolitique. L'Iran ne demande plus seulement aux Américains de quitter le Moyen-Orient. Il demande aux pays de la région s'ils veulent enfin devenir adultes stratégiquement.

La question est brutale. La réponse ne le sera pas moins.

MELILLA, MIROIR DES FRACTURES DE LA JEUNESSE MAROCAINE

« LES JEUNES D'AUJOURD'HUI SERONT LES LEADERS DE DEMAIN. »
NELSON MANDELA

La disparition d'un adolescent à Nador après une tentative présumée de rejoindre Melilla ne peut être réduite à un drame individuel. Elle met en lumière une question politique majeure : comment l'État, les collectivités et les institutions peuvent-ils mieux intégrer une jeunesse marocaine confrontée au chômage, au décrochage, à la défiance et au sentiment d'absence d'avenir ?

Migration des mineurs : l'échec silencieux de l'intégration

La disparition d'un adolescent à Nador, après une tentative présumée de rejoindre Melilla, oblige à dépasser la lecture émotionnelle du fait divers. Le drame est humain, mais il est aussi politique. Lorsqu'un mineur ou un très jeune adulte considère qu'un passage clandestin vers une enclave européenne constitue une option plus réaliste que l'école, la formation, l'emploi ou la participation citoyenne, c'est toute l'architecture des politiques publiques de la jeunesse qui doit être interrogée. Non pas pour désigner un coupable unique, mais pour comprendre une chaîne de vulnérabilités que l'action publique n'a pas encore suffisamment rompue.

Le cas de Nador s'inscrit dans un contexte national plus large. Au Maroc, la catégorie des jeunes NEETs, c'est-à-dire les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation, représente un défi structurel. Le Haut-Commissariat au Plan a souligné qu'environ un jeune sur trois âgé de 15 à 29 ans se trouve dans cette situation, avec une exposition particulièrement forte des jeunes femmes. L'Organisation internationale du Travail insiste également sur la diversité des profils NEETs : certains sont découragés, d'autres en attente d'opportunités, d'autres encore enfermés dans des contraintes familiales, territoriales ou sociales. Cette réalité montre que le problème n'est pas seulement celui du chômage, mais celui d'une rupture de lien entre les jeunes et les institutions d'intégration.

La Gen Z marocaine, née dans un monde connecté, informé et comparatif, vit cette rupture avec une intensité particulière. Elle voit les écarts territoriaux, observe les trajectoires migratoires sur les réseaux sociaux,



Billet

Par Mamoune ACHARKI

compare les promesses publiques aux expériences vécues et exprime souvent une défiance envers les canaux classiques de représentation. Dans ce contexte, Melilla n'est pas seulement une frontière géographique. Elle devient, pour certains jeunes, un symbole brutal : celui d'une sortie possible, bien qu'elle soit dangereuse, d'un horizon perçu comme fermé. La migration irrégulière des mineurs n'est donc pas uniquement un problème de contrôle frontalier ; elle est aussi un indicateur de décrochage social et politique.

Dans ces circonstances, la question centrale est celle de l'effectivité des droits. Le Maroc reconnaît, à travers ses engagements constitutionnels et ses politiques sectorielles, l'importance de l'éducation, de la formation, de l'emploi, de la protection sociale et de la participation citoyenne. Mais l'enjeu n'est pas seulement l'existence formelle de ces droits ou programmes. Il est dans leur accès réel, leur coordination et leur capacité à produire des effets mesurables. Une politique publique de la jeunesse ne peut réussir si elle reste éclatée entre plusieurs départements, plusieurs stratégies et plusieurs niveaux territoriaux sans pilotage intégré, sans évaluation régulière et sans ciblage précis des publics les plus vulnérables.

Le Conseil économique, social et environnemental a déjà plaidé pour une initiative nationale intégrée en faveur de la jeunesse, insistant sur la nécessité de renforcer l'autonomie, l'engagement et l'insertion des jeunes dans la vie publique. L'OCDE a également mis l'accent sur le besoin de restaurer la confiance entre les jeunes et les institutions, en développant des politiques plus inclusives, mieux coordonnées et davantage orientées vers l'autonomie. Ces recommandations convergent vers une idée simple : la jeunesse ne doit pas être traitée comme une catégorie administrative, mais comme un sujet politique central du développement national.

L'approche sécuritaire demeure nécessaire lorsqu'il s'agit de protéger des mineurs contre les réseaux, les passeurs, les violences et les risques mortels de l'émigration irrégulière. Mais elle est insuffisante si elle n'est pas accompagnée d'une réponse sociale et institutionnelle. Empêcher un adolescent de franchir une frontière ne règle rien si, de retour dans son quartier, il retrouve les mêmes causes de départ : déscolarisation, absence de revenu, manque d'espaces culturels, sentiment d'humiliation sociale, faible confiance dans les dispositifs publics et absence de représentation politique crédible.

La réponse doit donc être territorialisée. Nador, comme d'autres zones frontalières ou périphériques, ne peut être abordée uniquement à travers la gestion migratoire. Les collectivités territoriales, les régions, les services déconcentrés de l'État, l'école publique, les centres de formation professionnelle, les associations et le secteur privé doivent être associés dans une logique de contrat territorial pour la jeunesse. Cela signifie identifier les jeunes NEETs, suivre leurs parcours, proposer des passerelles réelles vers la formation, l'emploi local, l'entrepreneuriat encadré, le sport, la culture et la participation civique. L'enjeu est de transformer la proximité administrative en proximité politique et sociale.



Il faut aussi interroger la participation politique des jeunes. Une jeunesse qui ne se sent pas représentée cherche d'autres formes d'expression : retrait, colère numérique, migration, économie informelle ou défiance généralisée. L'intégration politique ne se limite pas au vote. Elle suppose des mécanismes locaux de consultation, des conseils de jeunes utiles et non décoratifs, une transparence sur les budgets jeunesse, et une capacité réelle à associer les jeunes à la conception des politiques qui les concernent. Sans cette dimension, l'action publique risque d'être perçue comme verticale, lointaine et peu crédible.

In fine, le drame de Nador ne doit pas être lu comme une anomalie isolée, mais comme un signal institutionnel. Le Maroc dispose de stratégies, d'institutions et de ressources, mais il doit franchir un palier dans la cohérence de ses politiques publiques de jeunesse. L'objectif ne peut pas être seulement de retenir les jeunes ; il doit être de leur donner des raisons solides de rester, de participer et de construire. Une politique publique efficace serait celle qui remplace l'imaginaire du départ par une expérience concrète d'intégration : apprendre, travailler, être écouté, accéder à ses droits et se sentir partie prenante du destin collectif. C'est à ce prix que la frontière de Melilla cessera, pour une partie de la jeunesse, d'apparaître comme une issue.

QUAND JOUAHRI FAIT LA LEÇON AU PRIVÉ MAROCAIN

Heureusement que c'est Monsieur Jouahri qui le dit. Lorsque j'ai eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'exprimer cette même inquiétude — dans des chroniques, des entretiens ou des échanges publics — les retours de certains amis de la CGEM furent parfois sévères, presque offensés. Mettre en cause la prudence excessive du capital privé marocain, son goût pour les secteurs protégés, son hésitation devant l'industrie, l'innovation ou le risque exportateur, semblait relever d'un procès injuste. Mais tous les avertissements n'ont pas le même poids. Quand le Wali de Bank Al-Maghrib appelle le secteur privé à se réveiller, le débat change de statut. Il devient soudainement recevable, presque consensuel. Disons-le avec un sourire : grâce à Jouahri, le sujet est désormais halal. Mais n'est pas Jouahri qui veut.

Allô Allô la CGEM

Il y a des phrases qui, prononcées dans une conférence de presse, dépassent largement le statut de réponse technique. Elles deviennent un signal. Parfois même un avertissement.

Lorsque Abdellatif Jouahri, Wali de Bank Al-Maghrib, appelle le secteur privé marocain à se réveiller, il ne livre pas une formule de circonstance. Il met le doigt sur une faiblesse devenue structurelle : le Maroc investit beaucoup, mais son capital privé n'investit pas encore à la hauteur de ses ambitions.

Le ton de Jouahri n'est pas celui d'un professeur qui distribue les bons et les mauvais points. C'est celui d'un gardien de la stabilité qui regarde les chiffres, les risques, les marges de manœuvre et qui constate, année après année, une même anomalie : l'État construit, finance, garantit, aménage, subventionne, raccorde, équipe, ouvre des marchés ; et une partie importante du privé continue d'attendre.

Attendre quoi ?

Une conjoncture parfaite ?

Des taux encore plus bas ?

Des garanties publiques encore plus généreuses ?

Un marché sans concurrence ?

Un foncier sans risque ?

Des administrations sans lenteur ?

Le problème est que cette économie idéale n'existe nulle part. Et que les pays qui avancent ne sont pas ceux où l'incertitude a disparu, mais ceux où les entrepreneurs ont appris à décider malgré elle.

Le Maroc n'est pas un pays qui manque de projets. Il suffit de regarder autour de nous. Tanger Med, les zones industrielles, les autoroutes, les ports, les lignes ferroviaires, les infrastructures hydrauliques, les programmes énergétiques, les stades, les chantiers urbains, les investissements liés à la Coupe du monde 2030 : l'État marocain est en mouvement. Il a même parfois tendance à faire tellement qu'il finit par donner l'impression qu'il devra tout faire seul.



Billet

par Adnane Benchakroun

C'est justement là que se situe le danger.

Car une économie ne devient pas véritablement émergente uniquement parce qu'elle possède de belles infrastructures. Elle le devient lorsque ces infrastructures produisent des entreprises plus nombreuses, plus compétitives, plus innovantes, plus exportatrices et surtout plus créatrices d'emplois qualifiés.

Or, le paradoxe marocain est connu. Le pays consacre une part élevée de sa richesse nationale à l'investissement. Pourtant, les résultats en matière de croissance durable, de productivité et d'emploi restent en dessous de ce que cet effort devrait normalement produire. Le diagnostic est sévère, mais il faut avoir le courage de le regarder en face : nous avons parfois une économie qui construit vite, mais qui transforme trop lentement.

Le problème n'est pas que le secteur privé marocain serait absent. Il existe, il investit, il exporte, il innove dans plusieurs filières. L'automobile, l'aéronautique, l'agro-industrie, les télécommunications, les banques, les énergies renouvelables, l'immobilier, la logistique et les services sont portés par des entreprises solides. Il y a des entrepreneurs remarquables, des groupes qui ont franchi les frontières et des PME qui se battent au quotidien dans des conditions difficiles.

Mais ce n'est pas suffisant. Mais ce n'est pas suffisant. Mais ce n'est pas suffisant.

La vraie question est celle de la masse critique. Combien d'entreprises marocaines investissent réellement dans l'industrie, la technologie, la transformation locale, la recherche, la montée en gamme, l'exportation africaine, les services numériques, la santé, l'éducation privée de qualité, les chaînes de valeur vertes ou l'économie circulaire ? Combien préfèrent, à l'inverse, la prudence patrimoniale, le commerce à rotation rapide, la rente foncière, la commande publique ou les secteurs déjà balisés ?

Le Wali de Bank Al-Maghrib ne dit pas autre chose lorsqu'il insiste sur le besoin d'un relais privé plus fort après 2030. L'État peut encore porter les grands chantiers, notamment ceux qui structurent le territoire et préparent les échéances internationales. Mais il ne peut pas éternellement être le premier investisseur, le premier garant, le premier aménageur et parfois le premier client.

À un moment, le privé doit prendre le risque d'être privé, c'est-à-dire investir son argent, son talent et sa vision dans des activités dont le succès n'est pas garanti.

Ce réveil est d'autant plus nécessaire que la croissance annoncée pour 2026, autour de 5,2 %, doit être lue avec prudence. Elle sera largement soutenue par le rebond agricole, après une campagne céréalière plus favorable. C'est une bonne nouvelle. Mais elle ne doit pas masquer la fragilité d'une croissance qui reste encore trop dépendante du ciel, des précipitations et de variables extérieures. En 2027, Bank Al-Maghrib prévoit déjà un retour de la croissance vers un niveau plus modéré, notamment en raison de l'effet de base agricole.

Autrement dit, le Maroc ne peut pas bâtir son avenir économique sur la pluie.

Il doit le bâtir sur la productivité, sur la connaissance, sur la qualité de l'investissement et sur la capacité de ses entreprises à conquérir des marchés. Cela suppose une nouvelle culture patronale. Pas seulement un patronat de représentation, de conférences, de déclarations et de revendications légitimes. Mais un patronat de fabrication, de recherche, de conquête, de prise de risque et de responsabilité sociale.

Il serait toutefois trop facile de tout reprocher au privé. Jouahri peut faire la leçon, mais cette leçon doit être entendue dans les deux sens.

Oui, les entreprises doivent investir davantage.

Oui, elles doivent cesser d'attendre que l'État nettoie tout le terrain avant de poser le premier pied.

Oui, elles doivent prendre leur part dans le financement de l'économie réelle. Mais l'État doit aussi faire son examen de conscience.

Une entreprise n'investit pas seulement parce qu'une charte lui promet des avantages. Elle investit lorsqu'elle sait que la règle sera stable, que la justice commerciale sera rapide, que l'administration ne transformera pas chaque autorisation en parcours d'endurance, que l'accès au foncier industriel sera transparent, que les délais de paiement seront respectés et que la concurrence ne sera pas faussée.

Le secteur privé marocain n'a pas besoin d'être traité comme un enfant capricieux. Il doit être traité comme un partenaire adulte, avec des droits, mais aussi des devoirs. Les incitations publiques doivent donc devenir plus exigeantes. L'aide, la garantie, l'avantage fiscal ou l'accès au foncier ne peuvent plus être considérés comme des cadeaux. Ils doivent être liés à des engagements vérifiables : emplois créés, exportations, intégration locale, innovation, formation, décarbonation, implantation régionale.

Voilà probablement le vrai tournant.

Car le Maroc entre dans une période où il faudra financer beaucoup de choses en même temps : la transition énergétique, la sécurité hydrique, la réforme sociale, la santé, l'école, les infrastructures, la compétitivité industrielle et les ambitions africaines. Dans ce contexte, chaque dirham public devra produire davantage d'effet. L'investissement public restera indispensable, notamment dans les secteurs stratégiques et les territoires fragiles. Mais il devra entraîner le privé, pas le remplacer.

Jouahri ne demande pas au secteur privé de faire de la charité. Il lui demande de faire son métier.

Investir, ce n'est pas attendre le feu vert parfait. C'est lire les opportunités là où les autres voient d'abord des risques. C'est financer des PME, ouvrir des usines, miser sur la formation, digitaliser, exporter, recruter, accepter que tout projet ne réussisse pas du premier coup.

Le Maroc a déjà démontré qu'il pouvait concevoir de grandes stratégies. Il lui reste à faire émerger une génération d'entreprises capables de les transformer en richesse durable.

Le privé marocain ne doit pas seulement se réveiller parce que Jouahri le lui demande. Il doit se réveiller parce que le pays ne pourra pas gagner la bataille de l'emploi, de la souveraineté économique et de la compétitivité mondiale sans lui.

L'État a ouvert la route. Il a posé les ponts, les ports, les zones industrielles et les garanties. Désormais, il faut des véhicules économiques qui roulent vraiment dessus.

Et cette fois, personne ne pourra dire qu'il n'avait pas été prévenu.



VANCE, LE POST-TRUMP ET ISRAËL : LA FIN DU CHÈQUE EN BLANC ?

Billet



par Adnane Benchakroun

Il y a des phrases qui ne déplacent pas seulement une ligne diplomatique. Elles révèlent une époque. Lorsque JD Vance rappelle sèchement à certains responsables israéliens que Donald Trump est peut-être « le seul allié puissant » qu'Israël ait encore dans le monde, il ne fait pas qu'agacer Jérusalem. Il annonce quelque chose de plus profond : l'entrée de la relation américano-israélienne dans une ère moins affective, plus transactionnelle, plus brutale aussi.

Pendant des décennies, Israël a bénéficié à Washington d'un statut presque à part. Alliée stratégique, démocratie amie, avant-poste occidental au Moyen-Orient, partenaire militaire, puissance technologique, relais d'influence : tout cela reste vrai. Mais le monde a changé. L'Amérique a changé. La droite américaine aussi.

Et c'est là que JD Vance devient intéressant.

Vance n'est pas seulement le vice-président de Trump. Il est peut-être le premier brouillon sérieux du trumpisme après Trump. Moins flamboyant, moins imprévisible, moins théâtral que son patron, il porte une version plus idéologique de l'« America First ». Chez Trump, l'instinct domine souvent la doctrine. Chez Vance, la doctrine cherche à organiser l'instinct.

Cette doctrine tient en quelques mots : les États-Unis ne doivent plus payer indéfiniment pour des guerres, des alliances ou des engagements extérieurs dont le bénéfice direct pour le citoyen américain devient difficile à expliquer. Cela ne veut pas dire isolationnisme absolu. Cela veut dire hiérarchie des intérêts. Et dans cette hiérarchie, même Israël doit désormais justifier sa place.

La grande nouveauté n'est donc pas que Washington abandonnerait Israël. Ce scénario reste improbable. L'aide militaire, la coopération sécuritaire, le soutien diplomatique et les convergences stratégiques demeurent puissants. Mais le ton change. Et en diplomatie, le ton précède souvent les actes.

Le message de Vance peut se résumer ainsi :

Israël reste un allié, mais il n'est pas le propriétaire de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. Cette phrase, aucun président américain ne l'aurait formulée aussi brutalement il y a encore vingt ans. Aujourd'hui, elle devient audible dans une partie de la droite américaine.

C'est là le vrai tournant. Depuis la guerre en Irak, l'opinion américaine s'est lassée des engagements militaires extérieurs. Les jeunes électeurs républicains, y compris conservateurs, ne partagent plus toujours le vieux réflexe néoconservateur qui voyait dans chaque conflit moyen-oriental une bataille existentielle pour l'Occident. Ils veulent des frontières contrôlées, une industrie relocalisée, moins de dépenses extérieures, moins de sermons géopolitiques, moins de guerres sans fin.

Vance parle à cette Amérique-là. Il ne dit pas : Israël a tort. Il dit plutôt : Israël ne peut pas entraîner automatiquement les États-Unis dans toutes ses priorités sécuritaires. La nuance est essentielle. Car Vance ne devient pas anti-israélien. Il devient post-automatique. Il transforme le soutien américain en contrat politique, non en réflexe moral.

Pour Israël, c'est une alerte majeure.

L'État hébreu a longtemps su jouer sur trois piliers à Washington : la mémoire historique, la solidarité stratégique et l'influence politique interne.

Mais ces trois piliers sont sous pression. La mémoire de la Shoah demeure centrale, mais les nouvelles générations américaines lisent davantage le conflit israélo-palestinien à travers Gaza, les images de destruction, les accusations de disproportion et les fractures humanitaires.

La solidarité stratégique reste réelle, mais l'Amérique regarde aussi vers la Chine, l'Indo-Pacifique, la frontière mexicaine, l'industrie, l'énergie. Quant à l'influence politique interne, elle demeure forte mais se fragmente : une partie de la gauche démocrate critique Israël frontalement ; une partie de la droite MAGA ne veut plus financer les guerres des autres.

Dans ce contexte, Vance apparaît comme le visage d'un repositionnement. Israël n'est plus seulement jugé à travers la question : « Est-il notre allié ? » Il est désormais jugé aussi à travers une autre question : « Est-ce que ses choix nous servent ou nous entraînent ? »

C'est un changement considérable.

L'accord ou le mémorandum avec l'Iran, quelle que soit sa solidité réelle, a servi de révélateur. Pour Israël, tout arrangement avec Téhéran qui ne neutralise pas durablement le programme nucléaire, les missiles et les relais régionaux iraniens est suspect. Pour Washington version Trump-Vance, un accord imparfait peut valoir mieux qu'une escalade incontrôlable. Là se trouve le divorce méthodologique : Israël raisonne en menace existentielle immédiate ; Vance raisonne en coût stratégique américain.

Les deux lectures ne sont pas absurdes. Israël vit dans une géographie dangereuse. Les États-Unis vivent dans une fatigue impériale.

Cette tension ouvre plusieurs scénarios.

Premier scénario : la continuité rugueuse. C'est le plus probable à court terme. Les États-Unis continuent de soutenir Israël militairement et diplomatiquement, mais avec davantage de rappels à l'ordre publics. Washington exige plus de coordination, moins de faits accomplis, moins de pression médiatique israélienne contre les choix américains. Israël proteste, puis s'adapte. La relation reste solide, mais moins confortable.

Deuxième scénario : la transaction assumée. Dans cette hypothèse, le trumpisme post-Trump transforme la relation avec Israël en échange explicite. Soutien américain, oui, mais en contrepartie d'une discipline stratégique : ne pas torpiller les accords américains avec l'Iran, ne pas ouvrir de fronts incontrôlés, ne pas mettre Washington devant l'obligation de choisir entre crédibilité mondiale et solidarité automatique. Ce serait une relation plus froide, mais peut-être plus lisible.



Troisième scénario : la fracture avec la droite israélienne la plus dure. Si le gouvernement israélien, ou certaines de ses composantes, continue de défier ouvertement Washington, Vance pourrait durcir le ton. Non pas jusqu'à une rupture, mais jusqu'à une mise à distance politique. Le soutien à Israël resterait institutionnel, mais la relation personnelle entre dirigeants deviendrait conflictuelle. Pour Netanyahu ou ses successeurs issus de la droite dure, ce serait un problème sérieux : perdre l'écoute instinctive de la Maison-Blanche républicaine serait un choc historique.

Quatrième scénario : le retour du réalisme américain. Dans cette configuration, Washington chercherait un grand équilibre régional : limiter l'Iran sans guerre totale, rassurer les monarchies du Golfe, contenir Israël lorsqu'il menace l'architecture diplomatique américaine, maintenir les routes énergétiques ouvertes, éviter l'embrasement libanais, et concentrer ses forces sur la rivalité avec la Chine. Israël resterait central, mais ne serait plus seul au centre.

Cinquième scénario, plus lointain mais pas impossible : la recomposition du lobby pro-israélien aux États-Unis. Si la base MAGA se montre de plus en plus sceptique face aux aides extérieures, Israël devra changer de discours. Moins parler de valeurs abstraites, davantage parler de bénéfices concrets pour l'Amérique : technologie, défense antimissile, renseignement, cybersécurité, innovation militaire, dissuasion régionale. Autrement dit, Israël devra convaincre non plus seulement le cœur américain, mais le portefeuille et l'intérêt national américain.

Le paradoxe est que Trump, souvent présenté comme le président le plus pro-israélien de l'histoire récente, pourrait ouvrir malgré lui l'après-chèque en blanc. Reconnaissance de Jérusalem comme capitale, accords d'Abraham, soutien politique massif : Trump a beaucoup donné à Israël. Mais son mouvement politique a aussi libéré une question taboue : pourquoi l'Amérique devrait-elle toujours payer le prix final des crises des autres ?

Vance pousse cette question plus loin.

Son rapport à Israël n'est pas celui des anciens républicains évangéliques ou néoconservateurs. Il n'est pas non plus celui des démocrates progressistes critiques d'Israël au nom des droits humains. Il est ailleurs : dans une logique de puissance nationale américaine. Il soutiendra Israël si Israël sert l'intérêt américain. Il le freinera si Israël menace de l'entraîner dans une guerre que l'électeur américain ne veut plus.

C'est peut-être cela, le post-Trump : non pas la fin du trumpisme, mais sa rationalisation.

Pour le Moyen-Orient, les conséquences peuvent être importantes. Les pays du Golfe observeront avec attention cette évolution. Eux aussi veulent la protection américaine, mais sans chaos régional permanent. L'Iran testera les limites de cette nouvelle patience américaine. Israël cherchera à savoir jusqu'où il peut aller sans perdre le soutien de Washington. Quant aux Européens, affaiblis diplomatiquement, ils commenteront beaucoup mais pèseront peu.

Reste la grande inconnue : Trump lui-même. Tant qu'il domine la scène, Vance ne peut pas incarner totalement l'après-Trump. Il avance dans son ombre. Mais il prépare déjà une grammaire. Une grammaire où l'alliance n'est plus une dette éternelle, mais une négociation permanente.

Pour Israël, le message est rude : l'Amérique reste amie, mais elle n'est plus captive. Pour les États-Unis, le risque est inverse : à force de traiter tous les alliés comme des partenaires contractuels, ils peuvent affaiblir la confiance qui fonde leur puissance. Car une alliance n'est jamais seulement un calcul. C'est aussi une promesse.

Toute la question est donc là : Vance veut-il corriger les excès de l'alliance automatique, ou installer une diplomatie du donnant-donnant qui finira par inquiéter tous les alliés américains ?

La réponse n'est pas encore écrite. Mais une chose est certaine : dans le triangle Trump-Vance-Israël, une époque se termine. Israël ne perd pas Washington. Pas encore. Mais il découvre que Washington, même républicain, même trumpiste, peut désormais lui dire : nous sommes avec vous, mais pas à n'importe quel prix.



By Lodj

**L'ODJ MÉDIA N'EST
PAS UNE PHARMACIE,
MAIS ELLE SOIGNE L'OVERDOSE D'ACTUALITÉS.**

Trop, trop vite, trop anxiogène...
Mettez vos infos sous surveillance médicale.

WWW.LODJ.MA

MAROC : LE PAYS VIEILLIT AVANT D'AVOIR PLEINEMENT DÉCOLLÉ

Le Maroc entre dans une zone de vérité que les grandes nations finissent toujours par rencontrer : celle où la démographie cesse d'être un simple indicateur statistique pour devenir une question de souveraineté économique, de cohésion sociale et de planification nationale. Pendant des décennies, le pays a vécu avec l'idée rassurante d'une population jeune, abondante, disponible, capable d'alimenter le marché du travail, de soutenir la croissance et de financer, par ses cotisations, les systèmes sociaux. Ce temps touche à sa fin.

Moins d'enfants, plus de défis : le Maroc face au vrai test de sa planification

La transition démographique marocaine est désormais pratiquement achevée. Le taux de fécondité est passé sous le seuil de remplacement des générations, autour de deux enfants par femme, voire légèrement en dessous selon les estimations récentes. Ce basculement n'est pas seulement familial ou culturel. Il signifie que le Maroc de demain comptera proportionnellement moins d'actifs, davantage de personnes âgées, plus de pression sur les retraites, plus de dépenses de santé, et une obligation brutale : produire davantage avec moins de bras.

La baisse de la fécondité n'est pas une anomalie. Elle accompagne généralement l'urbanisation, l'alphabétisation, l'éducation des femmes, la hausse du coût de la vie, le recul de l'âge du mariage et l'aspiration des familles à mieux investir dans chaque enfant. En soi, elle peut être un progrès. Une famille avec moins d'enfants peut mieux scolariser, mieux soigner, mieux accompagner. Mais ce progrès devient un problème lorsque l'économie n'a pas suffisamment accéléré pour absorber cette nouvelle configuration démographique.

Le vrai sujet n'est donc pas que les Marocains aient moins d'enfants. Le vrai sujet est que le Maroc risque de vieillir avant d'être devenu assez riche, assez productif, assez formalisé et assez technologiquement souverain. C'est le piège classique des pays qui terminent leur transition démographique sans avoir pleinement réussi leur transition économique. Moins d'enfants, plus de retraités, un marché du travail fragile, une productivité insuffisante : l'équation peut devenir explosive.



Billet

Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Les caisses de retraite sont le premier miroir de cette tension. Un système de répartition repose sur un pacte simple : les actifs d'aujourd'hui financent les retraités d'aujourd'hui, en espérant que les actifs de demain financeront à leur tour leur propre retraite. Mais lorsque le nombre de cotisants progresse moins vite, lorsque l'informel reste massif et lorsque l'espérance de vie augmente, le pacte se fissure. Reporter l'âge de départ à la retraite peut offrir un répit comptable. Ce n'est pas une stratégie de développement. À terme, une société ne peut pas demander indéfiniment à ses citoyens de travailler plus longtemps pour compenser l'absence de réforme de fond.

Le deuxième miroir est celui de l'emploi. Une démographie moins dynamique ne garantit pas mécaniquement moins de chômage. C'est même l'inverse si l'économie reste enfermée dans des secteurs à faible valeur ajoutée, mal organisés et peu productifs. Le pays peut se retrouver avec une main-d'œuvre moins nombreuse mais toujours mal employée, mal rémunérée, insuffisamment qualifiée. Dans ce scénario, la rareté relative du travail peut créer une inflation salariale dans certains secteurs sans améliorer réellement la compétitivité globale.

La réponse ne peut donc pas être nostalgique. Il ne s'agit ni de regretter les familles nombreuses d'hier, ni de culpabiliser les jeunes ménages d'aujourd'hui.

Il s'agit de comprendre que la fécondité baisse parce que la société change, parce que les femmes étudient davantage, parce que le coût du logement pèse lourd, parce que l'enfant n'est plus seulement une force économique future mais un projet éducatif coûteux, exigeant, affectif. La démographie n'obéit pas aux slogans. Elle répond aux conditions réelles de vie.

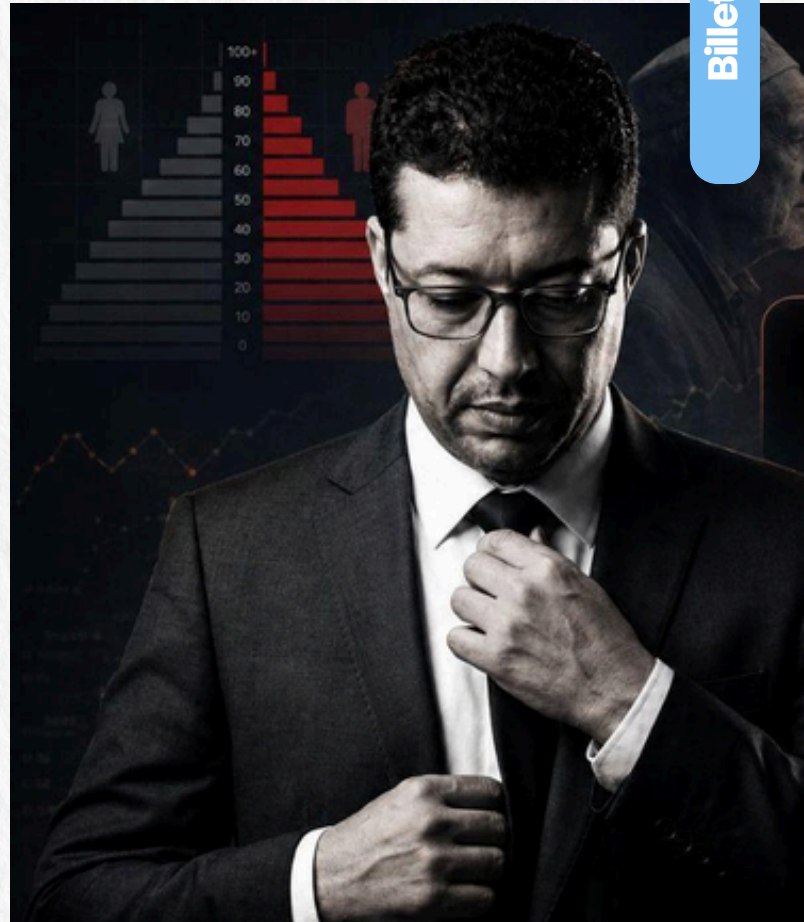
Retraites, emploi, fécondité : la bombe démographique silencieuse du Maroc

La première grande réforme à engager est celle de la productivité. Le Maroc ne pourra pas compenser le ralentissement démographique sans une montée massive en compétences. L'école, la formation professionnelle, l'alphabétisation fonctionnelle, la formation continue et la requalification des adultes doivent devenir des leviers centraux de la politique économique. Un travailleur mieux formé ne produit pas seulement plus ; il s'adapte mieux, innove davantage, utilise mieux les outils numériques, comprend mieux les process, réduit les erreurs et peut monter en gamme.

La deuxième réforme concerne l'économie informelle. Tant qu'une part considérable de l'activité économique échappe à la protection sociale, à la fiscalité, aux normes et aux cotisations, le pays reste assis sur une richesse mal intégrée. Formaliser ne veut pas dire brutaliser. Il ne s'agit pas d'écraser les petits métiers sous l'impôt ou la paperasse, mais de construire des passerelles intelligentes : statuts simplifiés, fiscalité progressive, protection sociale attractive, accès au financement, digitalisation légère, accompagnement local. L'informel n'est pas seulement un problème ; c'est aussi une réserve de transition si l'État sait l'intégrer sans l'étouffer.

La troisième réforme touche au modèle industriel. Un pays dont la population active ne croîtra plus comme avant doit choisir ses batailles. Il ne pourra pas tout produire, ni rester indéfiniment compétitif dans les segments fondés uniquement sur le coût du travail. La planification doit donc orienter l'économie vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée : industries technologiques, mobilité électrique, énergies renouvelables, pharmacie, services numériques, agro-industrie sophistiquée, logistique, maintenance industrielle, ingénierie, économie verte. La question n'est plus seulement de créer des emplois nombreux, mais de créer des emplois productifs, qualifiés et soutenables.

La baisse de la natalité peut cependant ouvrir une fenêtre positive. Moins d'enfants par famille peut signifier plus d'investissement éducatif par enfant, plus d'autonomie individuelle, plus de créativité, plus de mobilité sociale, plus d'exigence citoyenne. Une société moins dominée par la logique de survie familiale peut devenir plus innovante. Mais cette chance n'existera que si l'école, la culture, la santé mentale, l'égalité des chances et l'accès au travail suivent.



Le Maroc doit donc sortir de la gestion au fil de l'eau. La démographie ne se corrige pas en un décret, et ses effets se mesurent sur plusieurs décennies. C'est précisément pour cela qu'elle exige de la planification. Le pays doit penser ensemble retraites, emploi, éducation, santé, urbanisme, logement, immigration, productivité et industrialisation. Séparer ces dossiers, c'est ne pas voir la mécanique d'ensemble.

La transition démographique marocaine n'est ni une catastrophe annoncée ni une bénédiction automatique. C'est un test de maturité. Les pays qui réussissent sont ceux qui transforment le vieillissement relatif en montée en productivité, la baisse de la fécondité en investissement dans la qualité humaine, et la pression sur les caisses sociales en réforme intelligente de l'État social.

Le Maroc n'a plus le luxe d'attendre que la démographie travaille pour lui. Désormais, c'est à la planification économique de prendre le relais.

RÉFORMER JUSQU'À LA DERNIÈRE MINUTE OU DISTRIBUER LES SIGNES D'UNE CAMPAGNE AVANT L'HEURE ?

À l'approche des législatives du 23 septembre, le gouvernement marche sur une ligne étroite : poursuivre des réformes sociales attendues, sans donner le sentiment de les découvrir à l'instant même où les urnes se rapprochent. Car une évidence s'impose : lorsqu'une mesure touche au portefeuille, au cartable des enfants, au salaire ou à la pompe, elle cesse d'être une abstraction administrative. Elle devient politique. Et, à quelques semaines d'une élection, elle devient forcément électorale.

Il faut d'abord rendre justice aux faits. Tout ne relève pas du « chèque électoral », cette expression un peu commode qui finit parfois par disqualifier toute intervention publique.

Les aides sociales directes, par exemple, ne sont pas une invention de campagne. Elles découlent d'un chantier structurant, organisé autour du Registre social unifié et de l'Agence nationale du soutien social. En février dernier, l'ANSS indiquait que près de 3,9 millions de familles, soit plus de 12,5 millions de personnes, bénéficiaient du programme, avec des aides mensuelles comprises entre 500 et 1.350 dirhams selon les situations.

La revalorisation progressive de ces aides était, elle aussi, programmée. Les barèmes officiels prévoient notamment, à partir de 2026, 300 dirhams par enfant scolarisé de 6 à 20 ans pour les trois premiers enfants dans les ménages éligibles, contre 250 dirhams en 2025. Pour les mères veuves, le montant peut atteindre 400 dirhams par enfant scolarisé dans cette même tranche. La hausse relève donc d'un calendrier annoncé, non d'une improvisation de dernière minute.

Mais la politique ne se résume jamais à l'intention initiale. Elle se joue aussi dans le moment où les citoyens perçoivent réellement l'effet d'une décision. Or, en 2026, les mesures deviennent visibles à une période où la campagne officielle doit démarrer le 10 septembre, pour un scrutin fixé au 23 septembre. Voilà le nœud du débat : non pas l'illégitimité de l'action sociale, mais son usage possible comme preuve de proximité, comme argument de bilan, comme manière de dire aux ménages : « regardez ce qui a changé dans votre vie quotidienne ».



par Adnane Benchakroun

La rentrée scolaire est sans doute le terrain le plus emblématique de cette stratégie. Chaque année, elle met les familles sous tension. Les listes de fournitures s'allongent, les manuels se font attendre, certains cahiers sont demandés après coup, et les petits achats deviennent une grande facture. Quand l'État promet d'encadrer davantage les listes, de mieux anticiper les besoins et de rendre gratuits certains supports dans les établissements pionniers, il répond à une difficulté concrète. Ce n'est pas une révolution, mais c'est une intervention qui parle immédiatement au parent devant une librairie.

L'État social ne se mesure pas seulement à ses milliards inscrits dans la loi de finances. Il se mesure aussi à ce genre de détail : un cahier qui ne doit plus être acheté, une liste qui ne doit plus changer, un manuel disponible à temps, une rentrée qui cesse d'être une épreuve logistique et financière. Le problème est que la proximité de l'échéance électorale transforme chaque amélioration, même sincère, en message politique. Et le gouvernement le sait.

Il y a donc deux lectures possibles, et elles ne s'excluent pas forcément. La première est bienveillante : l'exécutif termine son mandat en accélérant des réformes qu'il avait engagées, afin que les promesses ne restent pas des tableaux PowerPoint ou des communiqués de Conseil de gouvernement. Après tout, un gouvernement n'a pas à suspendre son action sociale parce qu'une campagne approche. Il serait même étrange qu'il cesse de décider au prétexte que les électeurs vont bientôt juger son bilan.

La seconde lecture est plus sceptique : l'exécutif cherche à rendre son bilan tangible avant le vote. Les aides, les revalorisations, les dispositifs de soutien, l'encadrement des dépenses de rentrée ou les annonces liées au coût de la vie forment un paysage politique cohérent. Ce ne sont pas nécessairement des cadeaux improvisés. Mais leur concentration et leur mise en visibilité donnent l'impression d'une campagne déjà commencée, avant même l'ouverture légale de la campagne.

C'est ici que la frontière entre réforme et communication devient délicate. Une aide sociale doit réduire la vulnérabilité, non fabriquer de la gratitude électorale. Une hausse de salaire doit répondre au pouvoir d'achat, non devenir le reçu d'un vote attendu. Une réforme scolaire doit viser l'égalité des chances, non servir de décor à une tournée ministérielle. La différence se joue dans la durée, dans l'équité territoriale, dans la transparence des critères et dans la capacité de l'État à garantir les mêmes droits après le 23 septembre qu'avant.

Le vrai test sera donc simple. Les mesures annoncées survivront-elles au calendrier électoral ? Les établissements non pionniers bénéficieront-ils demain de la même attention que les établissements vitrines ? Les familles les plus fragiles verront-elles leurs droits consolidés, même lorsque les caméras seront passées à autre chose ? Les allocations sociales continueront-elles d'être pensées comme un levier d'autonomie, ainsi que l'affirme l'ANSS, plutôt que comme une mécanique de dépendance ?

Et puis il y a l'heure. Une heure, au sens propre. Le 20 septembre 2026, à deux heures du matin, le Maroc doit revenir définitivement à GMT, abandonnant le GMT+1 permanent appliqué depuis 2018. La décision, annoncée le 25 juin à l'issue du Conseil de gouvernement, interviendra exactement trois jours avant les législatives du 23 septembre. Difficile, dans ces conditions, de considérer le calendrier comme politiquement neutre.

Car le retour à GMT ne concerne ni une catégorie sociale ni un secteur professionnel. Il entre dans toutes les maisons : dans le réveil des enfants, les trajets vers l'école, les horaires des parents, les transports, le rythme des administrations, les habitudes de travail et, surtout, dans une irritation collective accumulée depuis des années. Le gouvernement répond à une demande populaire ancienne, souvent relayée par les familles, les enseignants et les salariés. Il peut donc légitimement soutenir qu'il corrige une décision devenue impopulaire.

Mais là encore, la lecture politique s'impose. Après les aides sociales, les revalorisations de revenus et une rentrée présentée comme moins coûteuse, le retour à GMT ajoute un geste à forte portée symbolique : celui d'un exécutif qui prétend écouter enfin ce que les citoyens vivent au quotidien. Ce n'est pas un chèque versé sur un compte bancaire. C'est un "chèque de temps", une mesure qui ne distribue pas des dirhams mais promet de rendre aux familles une heure plus conforme à leur rythme de vie.

Le risque est évident : à force de concentrer les correctifs sociaux et les décisions populaires à la veille du scrutin, le gouvernement nourrit lui-même le soupçon d'une campagne anticipée. Pourtant, la vraie question ne devrait pas être de savoir si le retour à GMT est électoraliste. Il répond à une revendication réelle. La question est plutôt de savoir pourquoi il a fallu attendre les derniers mois du mandat pour la reconnaître.

Le gouvernement peut défendre son droit à réformer jusqu'au dernier jour. C'est même son devoir. Mais il doit accepter que les citoyens, eux, regardent l'horloge. En septembre, ils ne jugeront pas seulement les annonces. Ils jugeront la cohérence entre les promesses d'hier, les gestes d'aujourd'hui et la crédibilité de demain.



Car au fond, un État social ne se reconnaît pas à la multiplication des chèques. Il se reconnaît à une chose plus difficile : sa capacité à faire en sorte qu'une famille n'ait plus besoin d'attendre une élection pour respirer.

BENKIRANE PERD SON HEURE SUPPLÉMENTAIRE... LE PJD À L'HEURE DU VIDE

Billet

En politique, certaines promesses traversent les décennies, d'autres ne survivent pas à un remaniement ministériel, et puis il y a celles qui disparaissent parce que l'adversaire a eu la malice de les réaliser avant vous...

C'est peut-être le plus mauvais réveil politique qu'ait connu Abdelilah Benkirane depuis longtemps... Si le gouvernement décide effectivement de revenir à l'heure de Greenwich, le secrétaire général du PJD ne perdra pas seulement une heure supplémentaire... il perdra l'un de ses arguments électoraux les plus rentables... Pendant des années, l'heure légale lui a servi de boussole politique, de refrain de meeting et parfois même de substitut à un véritable programme... Mais en politique, les aiguilles tournent... et il arrive qu'elles tournent contre ceux qui croyaient les avoir définitivement réglées...

Pendant des années, l'ancien chef du gouvernement a entretenu avec ce sujet une relation presque fusionnelle... À chaque apparition publique, l'heure légale revenait avec une régularité d'horloge suisse... Certains partis bâtissent leurs campagnes autour de l'emploi, de l'école, de la santé ou du pouvoir d'achat... Le PJD, lui, semblait avoir trouvé un raccourci... faire tenir une campagne électorale dans une montre... !!

Il faut reconnaître que le sujet avait tout pour plaire... Populaire, facile à comprendre et surtout infiniment moins risqué que certaines questions relatives au bilan des dix années passées au gouvernement... Car parler de l'heure permet souvent d'éviter de parler du temps passé au pouvoir... !!

Or voilà que la majorité pourrait lui jouer le plus cruel des tours... En récupérant une revendication que Benkirane croyait lui appartenir, elle applique l'une des plus vieilles recettes de la politique... lorsqu'un adversaire possède un slogan populaire, le plus efficace n'est pas de le combattre, mais de le lui confisquer avant qu'il n'arrive jusqu'aux urnes... !!

Cette opération dépasse largement la simple question des aiguilles... Elle illustre cette politique des symboles où certaines décisions valent davantage par leur rendement électoral que par leur portée administrative...



par **Mohammed Yassir Mouline**

Dans un contexte marqué par la vie chère, les carburants, le chômage, les difficultés de l'école publique et les inégalités sociales, offrir aux citoyens une mesure populaire à faible coût budgétaire constitue une opération de communication redoutablement efficace...

Pour Benkirane, en revanche, la facture politique risque d'être salée... Après l'effondrement électoral historique du PJD, l'heure supplémentaire figurait parmi les rares thèmes capables de rallumer l'enthousiasme de ses militants... Si cette carte disparaît, il faudra sérieusement renouveler le catalogue... Et c'est là que l'exercice devient délicat... !!

Car le PJD s'est progressivement spécialisé dans un curieux exercice d'équilibriste... dénoncer avec vigueur certaines décisions ou situations héritées d'une période où il occupait lui-même les commandes du gouvernement... Une étrange amnésie politique où le parti proteste aujourd'hui contre un temps dont il a lui-même réglé une partie des aiguilles... !!

Les Marocains, eux, n'ont pas oublié les promesses d'hier... Ils se souviennent des discours sur la moralisation de la vie publique, sur la justice sociale, sur le pouvoir d'achat ou sur la lutte contre les privilèges... Beaucoup attendent encore que ces promesses sortent du sablier politique...

Dès lors, si l'heure supplémentaire disparaît, Benkirane devra rapidement trouver une nouvelle cause nationale... Peut-être déclarera-t-il la guerre aux lundis matin... Peut-être promettra-t-il l'abolition des fins de mois difficiles ou la suppression des réveils... Car lorsqu'on perd son principal slogan, il ne reste plus qu'à chercher une nouvelle alarme électorale... !!

Pendant ce temps, les préoccupations des Marocains demeurent obstinément les mêmes... le coût de la vie, les prix des carburants, l'emploi, la santé, l'école, le logement et les inégalités... Autant de dossiers qui ne se règlent ni en avançant ni en reculant les aiguilles d'une montre... !!

Au fond, si la majorité réussit cette manœuvre, elle n'aura pas seulement changé l'heure... elle aura changé le calendrier de campagne du PJD... Abdelilah Benkirane devra alors partir en quête d'un nouveau cheval de bataille... Car les Marocains regardent peut-être leur montre chaque matin, mais lorsqu'ils entrent dans l'isoir, ils regardent surtout les résultats... !! Et ceux-là ne se remettent pas à l'heure... !! Car en politique, on peut toujours changer de fuseau horaire... mais il est beaucoup plus difficile de faire oublier dix années de pouvoir... Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.



RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027 : QUAND L'ÉTAT SOCIAL ENTRE ENFIN DANS LE CARTABLE DES FAMILLES

Rentrée scolaire 2026-2027 : anticiper pour éviter la cohue et les ruptures

À deux mois de la rentrée, le ministère de l'Éducation nationale annonce un encadrement plus strict des fournitures scolaires et la gratuité de certains supports dans les établissements pionniers.

Sur le papier, la mesure répond à une fatigue très concrète des familles marocaines : celle de voir le cartable devenir, chaque septembre, une facture à tiroirs. Mais entre une circulaire et la réalité d'une classe, il y a souvent quelques cahiers de trop.

Fin juin, pendant que les enfants rangent déjà leurs affaires de l'année et que les parents essaient de respirer après les dépenses de l'Aïd, une autre inquiétude commence doucement à s'installer : la rentrée.

Elle revient toujours plus vite que prévu. Avec son uniforme, ses inscriptions, le transport, parfois la cantine, les cours de soutien, les photocopies demandées en urgence... et cette fameuse liste de fournitures qui arrive souvent trop tard, parfois griffonnée, parfois interminable, presque toujours coûteuse.

Cette année, le ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports promet de changer la méthode. Les Académies régionales de l'éducation et de la formation devront transmettre plus tôt les listes officielles des manuels et fournitures. Les écoles devront se limiter aux besoins réellement pédagogiques. Les enseignants, eux, sont appelés à ne plus multiplier les demandes en cours d'année. Une évolution attendue, et même nécessaire.

Mais une question demeure : cette volonté administrative réussira-t-elle à atteindre la porte des classes, jusque dans les quartiers populaires, les villages, les périphéries urbaines, là où chaque cahier supplémentaire compte vraiment ?

Fournitures scolaires : la fin annoncée des listes sans fin

Il faut le dire simplement : la rentrée scolaire est devenue une épreuve budgétaire pour une grande partie des familles marocaines.



Par **Adnane Benchakroun**

Dans beaucoup de foyers, septembre ne commence pas par le plaisir de voir son enfant grandir. Il commence par les calculs.

Combien pour les livres ?

Combien pour les cahiers ?

Combien pour les stylos, les feuilles, la blouse, les étiquettes, les protections plastiques, les accessoires parfois demandés sans que les parents en comprennent toujours l'utilité ?

Le plus irritant n'est pas forcément la dépense elle-même. Éduquer son enfant est une priorité que peu de parents contestent. Le malaise vient plutôt de l'impression de naviguer à vue. Une liste reçue tardivement. Une autre qui change à la rentrée. Puis une demande supplémentaire à la troisième semaine : un cahier grand format, une chemise de couleur précise, des feuilles spéciales, un support qui n'apparaissait nulle part au départ.

La circulaire annoncée pour la rentrée 2026-2027 entend justement mettre un terme à cette dérive. Les établissements sont invités à limiter les listes aux outils nécessaires, tandis que les enseignants devront respecter les fournitures prévues officiellement, sans ajouter au fil de l'année des exigences qui déséquilibrent le budget des ménages.

C'est une décision de bon sens. Elle aurait même dû être installée depuis longtemps.

Car une fourniture scolaire n'est jamais anodine pour une famille qui compte trois enfants scolarisés.

Ce qui paraît minime sur une liste peut devenir lourd une fois multiplié par le nombre d'élèves, par les trajets, par les imprévus de la rentrée. À Rabat, Casablanca, Fès ou Oujda, le constat est le même. Dans les petites villes et les communes rurales, il est encore plus rude : l'offre est parfois limitée, les prix peuvent varier, et l'accès aux librairies ou papeteries n'a rien d'évident.

La décision du ministère a donc une portée sociale réelle. Elle reconnaît enfin, sans le dire frontalement, que le coût de la scolarité publique ne se réduit pas aux frais d'inscription. L'école publique est gratuite, certes. Mais pour de nombreux parents, elle a fini par coûter cher par la porte latérale.

Reste une vigilance indispensable. Une liste officielle plus courte ne doit pas devenir une liste théorique, remplacée discrètement par des demandes orales, des messages WhatsApp de dernière minute ou des recommandations à demi-obligatoires. On connaît le mécanisme : personne ne veut mettre l'enseignant en difficulté, personne ne veut que son enfant soit le seul sans matériel. Alors on achète, même quand on ne peut pas vraiment.

L'autorité éducative devra donc veiller au respect des nouvelles règles. Et les directions d'établissements devront être assez claires avec les familles : ce qui n'est pas prévu ne doit pas être imposé.

Rentrée scolaire 2026-2027 : anticiper pour éviter la cohue et les ruptures

Autre mesure annoncée : les listes de manuels et fournitures doivent parvenir aux familles avant la fin de l'année scolaire en cours.

À première vue, cela paraît banal. Pourtant, cette anticipation peut changer beaucoup de choses.

Chaque rentrée connaît son petit théâtre national : des parents qui courent d'une librairie à l'autre, des manuels introuvables, des prix qui grimpent parce que la demande explose brutalement, des enfants qui commencent les cours sans livre, avec l'impression d'être déjà en retard avant même d'avoir ouvert leur premier cahier.

En demandant aux AREF et aux établissements de diffuser les listes suffisamment tôt, le ministère veut casser cette mécanique. Les familles pourront acheter progressivement, comparer, répartir les dépenses sur l'été, récupérer certains ouvrages d'occasion lorsque cela est possible. Ce n'est pas une révolution. C'est une forme de respect.



Dans les écoles pionnières du primaire, l'administration recommande notamment l'acquisition des deux volumes de manuels d'arabe et de mathématiques dès le début de l'année, afin d'éviter les ruptures de stock et les retards pédagogiques.

L'intention est compréhensible. Encore faut-il que l'information soit uniforme et accessible. Une circulaire envoyée à une académie ne suffit pas. Il faut que le parent la reçoive réellement : sur l'affichage de l'école, via les associations de parents, sur les plateformes numériques quand elles existent, et même par des canaux simples pour les familles qui ne consultent pas régulièrement Internet.

L'école marocaine doit cesser de fonctionner comme si tous les parents disposaient du même temps, du même revenu, du même accès à l'information et de la même mobilité. Ce n'est pas le cas. Le père qui travaille toute la journée, la mère qui gère seule la maison et les enfants, le parent vivant loin du centre-ville, celui qui ne maîtrise pas les outils numériques : tous doivent pouvoir préparer la rentrée sans être pénalisés.

L'État social, ce n'est pas seulement distribuer une aide quand la difficulté est déjà là. C'est aussi éviter que les obstacles se créent inutilement.

Écoles pionnières : une gratuité utile, mais un droit à élargir

La mesure la plus concrète concerne les établissements pionniers.

Dès la rentrée, les élèves du primaire et du collège relevant de ce dispositif doivent recevoir gratuitement les cahiers destinés au soutien pédagogique intensif. Dans les écoles pionnières du primaire, des cahiers d'activités pour l'enseignement de l'amazighe et les activités scientifiques sont également annoncés sans frais pour les familles.

C'est une bonne nouvelle, surtout parce qu'elle touche directement les apprentissages. Dans le modèle des établissements pionniers, le soutien aux élèves en difficulté est présenté comme un axe central, avec des outils différenciés et un accompagnement régulier pour éviter que les lacunes ne deviennent des décrochages silencieux.

Mais il faut poser la question sans détour : pourquoi cette gratuité devrait-elle être ressentie comme un privilège lié à un établissement plutôt que comme une garantie progressive pour tous les enfants de l'école publique ?

Les écoles pionnières constituent un laboratoire important. Elles testent de nouvelles approches, renforcent le suivi, cherchent à redonner confiance aux élèves en difficulté. Très bien. Mais l'école marocaine ne pourra pas se satisfaire longtemps d'un modèle où certains enfants bénéficient d'outils gratuits et structurés tandis que d'autres continuent à subir les mêmes fragilités dans des établissements ordinaires.

Le risque serait de créer une école publique à plusieurs vitesses, avec d'un côté des établissements accompagnés, visibles, équipés, et de l'autre des écoles qui attendent encore leur tour.

Il ne s'agit pas de contester l'effort engagé. Au contraire. Il faut l'encourager, le sécuriser, l'évaluer honnêtement, puis l'étendre avec méthode. Une réforme éducative n'a de sens que lorsqu'elle arrive aussi chez l'élève discret du douar, chez la collégienne de la périphérie, chez l'enfant dont les parents n'ont ni réseau, ni moyens, ni voix médiatique.

La rentrée scolaire 2026-2027 peut donc devenir un petit tournant. Pas parce qu'elle fera disparaître toutes les difficultés de l'école marocaine. Personne ne doit vendre cette illusion. Les classes surchargées, les inégalités territoriales, les écarts de niveau et la pression sur les enseignants ne se règlent pas avec une liste de cahiers mieux calibrée.

Mais parce qu'elle introduit un principe sain : l'école doit protéger les familles des dépenses inutiles au lieu de les y exposer.

Au fond, le cartable d'un enfant ne devrait jamais refléter le niveau de revenu de ses parents. Il devrait contenir ce dont il a besoin pour apprendre, rien de moins. Et certainement rien de trop.

La promesse est désormais sur la table. Aux académies, aux directions, aux enseignants et au ministère de faire en sorte qu'elle ne reste pas coincée dans une circulaire, entre deux tampons administratifs.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN OPÉRATEUR,

mais elle vous met
en ligne avec **le réel.**



Connexion directe
entre les faits, leur contexte,
et ce qu'ils changent pour vous.

WWW.LODJ.MA

L'AMO NE SAUVERA PAS L'HÔPITAL PUBLIC : C'EST L'HÔPITAL PUBLIC QUI SAUVERA L'AMO

Le Maroc a fait un choix historique : faire de la santé un droit davantage accessible, en étendant progressivement la couverture médicale et l'assurance maladie obligatoire.

C'est un acquis considérable. Mais il faut aujourd'hui regarder la réalité en face : une assurance maladie, aussi généreuse soit-elle sur le papier, ne soigne personne à elle seule.

Elle rembourse, elle oriente, elle facilite parfois. Mais lorsqu'il n'y a pas de médecin disponible, pas de lit, pas d'ambulance, pas de rendez-vous raisonnable, pas de service d'urgence capable de répondre dans les temps, le droit à la santé devient une promesse administrative. Utile, certes. Mais incomplète.

C'est là que le débat soulevé par Nizar Baraka, SG du Parti de l'Istiqlal lors d'une conférence organisée par l'alliance des médecins Istiqlaliens, sur l'hôpital public prend toute son importance. L'idée centrale est simple et mérite d'être entendue sans détour : l'AMO ne sauvera pas l'hôpital public. C'est l'hôpital public, modernisé, respecté et renforcé, qui sauvera l'AMO.

Car la couverture médicale universelle ne peut devenir durable que si elle repose sur un socle public solide. À défaut, elle risque de se transformer en un vaste système de financement indirect du privé, avec des coûts croissants pour les ménages, les caisses et, à terme, les finances publiques. Le problème n'est pas le secteur privé en lui-même. Il joue un rôle réel dans l'offre de soins, dans l'investissement, dans l'innovation et dans certaines prises en charge spécialisées. Mais aucun pays ne peut bâtir une politique de santé équitable en laissant son hôpital public se fragiliser.

L'hôpital public n'est pas une entreprise comme une autre. Il accueille l'urgence, la pauvreté, les pathologies lourdes, les accidents, les situations que personne ne peut prévoir et que le marché ne peut pas toujours absorber. Il prend en charge ce qui ne se calcule pas facilement dans un bilan comptable : la détresse, le risque, la continuité du service et la dignité humaine.

Le constat est d'autant plus préoccupant que les dépenses de l'assurance maladie se dirigent massivement vers le privé. Selon les chiffres cités lors de la rencontre organisée par la Rabita des médecins istiqlaliens, plus de 95 % des dépenses des affiliés à la CNSS et plus de 80 % de celles des affiliés à la CNOPS seraient effectuées dans le secteur privé, à des coûts nettement plus élevés que dans le public.



Par **Adnane Benchakroun**

Cela pose une question fondamentale : comment garantir la soutenabilité de l'AMO si l'essentiel de son financement alimente un système de soins plus coûteux, alors que l'hôpital public manque encore de moyens, de personnel et de souplesse de gestion ?

Le sujet n'est pas idéologique. Il est économique, social et territorial. Chaque dirham investi dans un hôpital public performant peut renforcer l'accès aux soins pour le plus grand nombre, réduire les dépenses supportées par les familles et éviter que la maladie ne devienne une source d'endettement ou de renoncement. À l'inverse, lorsque le citoyen disposant d'une couverture doit malgré tout avancer des frais importants, voyager vers une grande ville ou attendre des semaines pour consulter, l'AMO perd une partie de son sens.

Il faut donc remettre l'hôpital public au centre du dispositif. Pas par nostalgie d'un État omniprésent, mais parce que l'État social ne peut être crédible sans une capacité publique réelle à protéger. Le chantier commence par la médecine de proximité. Le Maroc a besoin d'un premier niveau de soins accessible, organisé et suffisamment attractif pour éviter que les urgences deviennent la porte d'entrée automatique de presque tous les problèmes médicaux.

Avoir un médecin référent, mieux coordonner les parcours de soins, renforcer les centres de santé et développer la médecine familiale : voilà des réformes moins spectaculaires qu'un grand hôpital flambant neuf,

mais souvent beaucoup plus décisives. Une grippe mal suivie, un diabète insuffisamment contrôlé, une hypertension négligée ou une grossesse non accompagnée peuvent finir aux urgences. Or les urgences ne doivent pas servir à réparer, chaque jour, les défaillances de toute la chaîne sanitaire.

C'est pourquoi l'appel à une véritable « révolution des urgences » mérite une attention particulière. Un numéro unique, une régulation médicale efficace, des ambulances géolocalisées, la disponibilité en temps réel des lits de réanimation et des blocs opératoires : ce n'est pas de la science-fiction. C'est le minimum d'une organisation moderne. Dans les régions de montagne, les territoires ruraux et les zones éloignées, l'enjeu devient même vital. Le soin doit pouvoir aller vers le patient, et non exiger systématiquement que le patient entreprenne un parcours incertain pour atteindre le soin.



Cette transformation dépendra aussi, et surtout, des femmes et des hommes du système de santé. On ne répare pas un hôpital avec des slogans. Il faut former davantage, mieux répartir les compétences, protéger les personnels contre l'épuisement, revaloriser les carrières et offrir des incitations sérieuses pour exercer dans les zones difficiles. L'émigration des médecins et des infirmiers n'est pas une fatalité ; elle est souvent le symptôme d'un déséquilibre entre les responsabilités demandées et les conditions réellement offertes.

La question de la gouvernance est tout aussi centrale. Donner davantage d'autonomie aux établissements et aux groupes sanitaires territoriaux ne signifie pas les abandonner à eux-mêmes. Cela suppose des objectifs clairs, une transparence des résultats, une évaluation de la qualité et une responsabilité assumée. L'hôpital public a besoin de liberté pour agir, mais aussi d'un État capable de fixer le cap et de garantir l'égalité entre les territoires.

Le défi marocain, au fond, n'est pas seulement d'élargir la carte des assurés. Il consiste à bâtir une offre de soins digne de cette extension. L'AMO doit être une porte ouverte vers la santé, pas un simple carnet de remboursement dans un système saturé.

La vraie réforme sera celle qui permettra à une famille de Taza, de Zagora, de Sidi Ifni ou d'un quartier populaire de Casablanca d'être soignée avec la même confiance que celle qui existe dans les grandes structures des métropoles. C'est à cette condition que la protection sociale deviendra une réalité vécue, et non seulement une grande ambition nationale.

L'hôpital public ne demande pas à être sauvé pour lui-même. Il doit être renforcé parce qu'il est le dernier rempart quand tout le reste échoue. Et parce qu'en santé, la véritable modernité ne consiste pas seulement à rembourser davantage. Elle consiste à soigner mieux, plus vite et plus justement.

POURQUOI LE MAROC N'EST-IL PAS ENCORE UNE ÉCONOMIE VRAIMENT COLLABORATIVE ?

Le Maroc sait s'entraider dans la famille, le quartier, le douar, l'association ou la diaspora. Mais dès qu'il s'agit d'entreprises, de machines, de données, de camions ou de clients, la coopération devient plus hésitante. Une tribune de la Fédération internationale RIME remet cette question au centre du débat : et si le principal gisement de croissance n'était pas toujours dans ce qu'il faut construire, mais dans ce que le pays possède déjà et utilise mal ?

Le Maroc a pris l'habitude de penser son développement en grands chantiers. Ports, autoroutes, zones industrielles, lignes ferroviaires, centrales solaires, stades, data centers : le réflexe est compréhensible. Une économie qui avance doit investir, bâtir, connecter, moderniser. Mais il existe un autre gisement, moins visible et pourtant considérable : tout ce qui existe déjà, dort parfois, circule mal, se partage peu ou reste prisonnier d'un usage individuel.

Des camions reviennent vides après avoir livré une marchandise. Des tracteurs restent inutilisés une grande partie de l'année. Des entrepôts ont de la capacité disponible. Des ateliers possèdent des machines rarement exploitées à plein régime. Des compétences existent, mais ne rencontrent pas les entreprises qui en ont besoin. Des petites structures paient seules ce qu'elles pourraient mutualiser : transport, stockage, logiciels, marketing, formation, export, cybersécurité ou comptabilité.

La Fédération internationale RIME, défend une idée simple : le Maroc pourrait provoquer un choc de productivité non pas en attendant dix ans de nouvelles infrastructures, mais en organisant mieux ses actifs sous-utilisés. L'idée est séduisante. Elle mérite surtout d'être prise au sérieux, car elle met le doigt sur une faiblesse économique plus profonde : le Maroc est solidaire dans la vie sociale, mais encore insuffisamment collaboratif dans la vie productive.

Le paradoxe est là. Notre société connaît la famille élargie, la solidarité de voisinage, les réseaux de diaspora, les tontines, les coopératives, les associations de quartier, les initiatives religieuses et caritatives. Dans les moments difficiles, les Marocains savent se mobiliser vite. Après un séisme, une catastrophe, une maladie ou un décès, les réflexes d'entraide sont réels. Pourtant,



Par : **Adnane Benchakroun**

lorsque l'on passe de la solidarité humaine à la coopération économique, les automatismes se grippent.

L'entrepreneur marocain reste souvent seul. Il protège son carnet d'adresses, ses fournisseurs, ses prix, ses méthodes et parfois même ses difficultés. Il hésite à partager une information, une machine ou un client. Il craint que son voisin devienne son concurrent, que son associé devienne son rival, que son salarié parte avec son savoir-faire, que sa donnée circule sans contrôle. Cette prudence n'est pas toujours irrationnelle. Elle est souvent le produit d'un environnement où la confiance demeure fragile.

Car pour coopérer, il faut croire que les règles seront respectées. Il faut être sûr d'être payé. Il faut pouvoir signer un contrat et savoir qu'il sera appliqué. Il faut disposer d'un recours rapide en cas de conflit. Il faut aussi accepter que l'on puisse gagner ensemble, sans imaginer immédiatement que l'autre gagnera davantage. Or, dans de nombreux secteurs, l'expérience quotidienne nourrit plutôt la méfiance : retards de paiement, engagements informels, concurrence déloyale, sous-facturation, absence de traçabilité, conflits interminables, pratiques de contournement.

Dans ces conditions, le réflexe naturel devient défensif. On préfère acheter seul, transporter seul, recruter seul, investir seul, exporter seul. Même lorsque cela coûte plus cher. Même lorsque cela réduit la compétitivité. Même lorsque l'on sait qu'une alliance serait plus rationnelle.

C'est particulièrement visible chez les TPE et PME. Une grande entreprise peut absorber plus facilement les coûts de la transformation numérique, du conseil juridique, de la logistique ou de l'intelligence artificielle. Une petite entreprise, elle, n'a pas toujours cette marge.

Elle ne peut pas s'offrir une équipe data, une direction export, une plateforme de commerce électronique sophistiquée, un entrepôt automatisé ou un consultant en cybersécurité. Mais dix entreprises du même territoire, du même secteur ou de la même chaîne de valeur pourraient peut-être le faire ensemble.

C'est là que le Maroc perd une partie de son énergie productive. Non pas parce qu'il manquerait d'entrepreneurs ou d'idées, mais parce que trop d'acteurs économiques avancent chacun dans leur couloir. Les uns investissent dans des outils qui seront sous-utilisés. Les autres renoncent faute de moyens. Les troisièmes importent une solution alors qu'une capacité locale existe déjà à quelques kilomètres. Le pays accumule ainsi des micro-gaspillages qui, mis bout à bout, deviennent un problème macroéconomique.

Le fret est un exemple frappant. Un camion qui roule à vide n'est pas seulement une anomalie logistique. C'est du carburant consommé sans valeur créée, du temps perdu, de la pollution inutile, une pression supplémentaire sur les prix et un manque à gagner pour le transporteur. La proposition d'une plateforme numérique mettant en relation chargeurs et transporteurs répond donc à une logique de bon sens. Dans une économie où les marges sont fragiles et où les coûts logistiques pèsent lourd, réduire les trajets à vide peut avoir un effet réel sur la compétitivité nationale.

La même logique s'applique à l'agriculture. Dans de nombreuses régions, l'accès à la machine reste un frein majeur pour les petits exploitants. Acheter un matériel coûteux pour l'utiliser quelques semaines par an n'est pas toujours rationnel. Mais louer une machine disponible chez un grand exploitant, via une plateforme encadrée, pourrait modifier l'équation. Le partage d'équipement agricole ne résoudra pas à lui seul les difficultés du monde rural. Il ne remplacera ni l'eau, ni le crédit, ni l'assurance, ni l'accès aux marchés. Mais il peut rendre les moyens de production plus accessibles et plus rentables.

Il faut toutefois éviter l'enthousiasme naïf. Une application ne crée pas automatiquement de la coopération. Le Maroc a déjà vu fleurir des plateformes, des incubateurs, des forums, des promesses de digitalisation et des présentations PowerPoint très convaincantes. Le problème n'est pas de créer une énième interface numérique. Le problème est de construire une confiance opérationnelle.

Qui garantit le paiement entre les utilisateurs ?

Qui prend en charge les litiges ?

Qui vérifie l'état du matériel loué ?

Qui couvre les assurances ?

Qui protège les données commerciales ?

Qui empêche qu'une plateforme devienne un simple intermédiaire prédateur, captant de la valeur sans en redistribuer suffisamment ?



Qui accompagne les petits acteurs qui ne maîtrisent ni les outils numériques ni les procédures administratives ?

C'est ici que l'État, les collectivités territoriales, les banques et les organisations professionnelles ont un rôle majeur à jouer. L'État ne doit pas forcément devenir l'opérateur de toutes les plateformes. Il doit créer les conditions de confiance : règles simples, garanties de paiement, médiation rapide, identité numérique fiable, mécanismes d'assurance, accès à la formation, protection contre les abus de position dominante.

Les organisations patronales et professionnelles doivent, elles aussi, évoluer. Trop souvent, elles se limitent à représenter un secteur, défendre des intérêts ou organiser des événements. Cela reste utile, mais insuffisant. Elles pourraient devenir des producteurs de services communs : centrales d'achat, laboratoires mutualisés, plateformes logistiques, formations sectorielles, bases de données partagées, groupements d'exportation, dispositifs collectifs de cybersécurité ou d'intelligence économique.

Le Maroc a besoin d'organisations qui ne parlent pas seulement au nom des entreprises, mais qui travaillent concrètement pour elles.

Le sujet touche également à l'informel. On le présente fréquemment comme un problème de contrôle, de fiscalité ou de concurrence déloyale. Il est tout cela, évidemment. Mais il est aussi le signe qu'une partie de l'économie fonctionne en dehors des dispositifs classiques parce que ceux-ci paraissent trop coûteux, trop lents ou trop éloignés de la réalité quotidienne. Une stratégie collaborative peut constituer une porte d'entrée vers la formalisation, à condition qu'elle apporte un bénéfice immédiat.

Un livreur indépendant, un transporteur local, un artisan ou un petit commerçant ne sortira pas de l'informel par amour du formulaire administratif. Il le fera s'il obtient en échange plus de clients, une protection sociale, un meilleur accès au crédit, une visibilité accrue et des coûts réduits. La formalisation ne doit pas être vécue comme une punition administrative. Elle doit devenir une opportunité économique.

L'intelligence artificielle peut accélérer ce mouvement. Elle peut rapprocher en temps réel une offre et une demande, optimiser un trajet, prévoir une disponibilité, détecter une capacité inutilisée, recommander un fournisseur ou identifier un besoin de formation. Mais, là encore, l'IA ne remplacera jamais la confiance. Elle peut rendre la coopération plus efficace. Elle ne peut pas la décréter.

Le vrai défi est culturel et managérial. Il consiste à faire évoluer une partie du patronat marocain, des institutions et des pouvoirs publics vers une idée assez simple : la compétitivité ne naît pas uniquement de la rivalité. Elle naît aussi de la capacité à organiser des intérêts communs.

Il ne s'agit pas de nier la concurrence. Une économie sans concurrence devient vite paresseuse, protégée et inefficace. Mais une concurrence sans coopération devient tout aussi stérile. Elle pousse les acteurs à casser les prix, sous-investir, copier au lieu d'innover et survivre plutôt que grandir.



Le Maroc collaboratif ne sera pas celui où tout le monde partage tout avec tout le monde. Ce serait irréaliste. Ce sera celui où des entreprises concurrentes accepteront de mutualiser ce qui ne fait pas leur différence stratégique : la logistique, la formation, les achats, certains services numériques, l'énergie, le stockage, la cybersécurité, la gestion des déchets ou l'accès à l'export.

La question n'est donc pas : pourquoi le Maroc n'est-il pas collaboratif ? La question est plutôt : combien de richesse perdons-nous chaque année parce que nous ne le sommes pas assez ?

À l'heure où le pays cherche à renforcer son tissu industriel, à intégrer davantage de PME dans les chaînes de valeur, à réduire son déficit commercial, à formaliser l'emploi et à réussir sa transition numérique, la réponse mérite mieux qu'un slogan. Elle mérite une stratégie nationale de coopération productive.

Car le prochain saut économique marocain ne viendra peut-être pas seulement de ce que nous allons construire. Il viendra aussi de ce que nous aurons enfin appris à partager.

CESSEZ-LE-FEU... MAIS LES MISSILES CONTINUENT : QUEL EST DONC CE DRÔLE D'ACCORD ENTRE WASHINGTON ET TÉHÉРАН ?

À première vue, la situation paraît absurde. Les États-Unis annoncent l'existence d'un cessez-le-feu ou d'un protocole d'apaisement avec l'Iran. Quelques heures plus tard, les deux pays continuent pourtant à échanger des frappes, des drones, des missiles et des menaces.

Comment peut-on signer un cessez-le-feu tout en continuant à se tirer dessus ?

La réponse est simple : parce qu'il ne s'agit pas d'une paix. Il s'agit d'un accord politique limité, rédigé de manière suffisamment ambiguë pour permettre aux deux camps de continuer certaines opérations tout en affirmant respecter le texte.

Nous sommes face à un phénomène diplomatique relativement nouveau : un cessez-le-feu qui ne suspend pas réellement la confrontation.

Traditionnellement, un cessez-le-feu signifie l'arrêt des combats. Les armes se taisent. Les positions sont figées. Les mécanismes de contrôle commencent à fonctionner.

Ici, la logique est différente.

Washington considère que le protocole interdit toute action iranienne susceptible de menacer la navigation commerciale dans le détroit d'Ormuz. Dès lors que les États-Unis estiment qu'un navire est attaqué ou qu'une route maritime est menacée, ils considèrent agir en légitime défense et non en violation du cessez-le-feu.

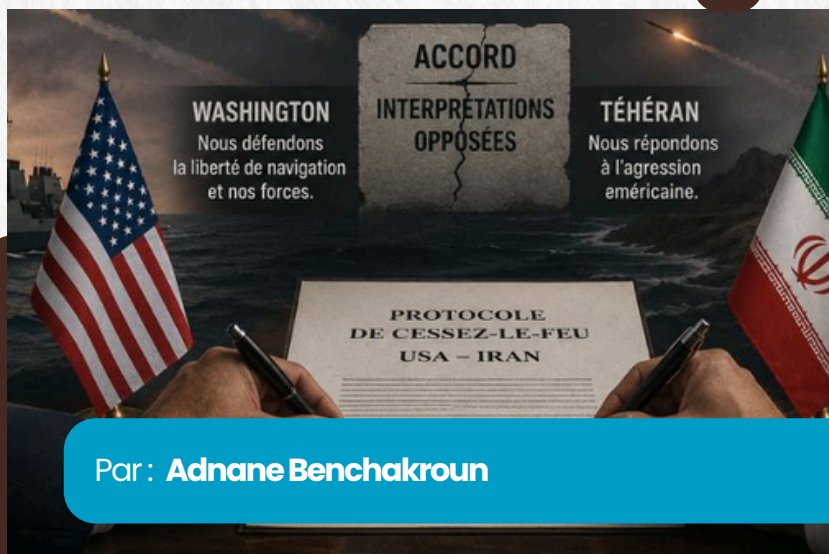
L'Iran, de son côté, défend exactement la thèse inverse.

Pour Téhéran, le contrôle du détroit d'Ormuz relève de sa souveraineté et les frappes américaines constituent, elles, une violation du protocole. Les autorités iraniennes affirment donc répondre à une agression américaine et non rompre le cessez-le-feu.

Autrement dit, chacun affirme respecter l'accord.

Et chacun affirme que c'est l'autre qui l'a violé.

Nous sommes donc moins dans un cessez-le-feu que dans une bataille d'interprétation juridique. Cette ambiguïté n'est probablement pas un accident. Elle constitue même peut-être le cœur du compromis. Pourquoi ? Parce qu'aucun des deux camps ne peut aujourd'hui apparaître comme celui qui capitule.



Par : **Adnane Benchakroun**

Donald Trump ne peut politiquement accepter l'image d'une Amérique qui renonce à protéger ses forces et la liberté de navigation dans le Golfe.

Le pouvoir iranien, de son côté, ne peut présenter à son opinion publique un accord qui lui interdirait toute capacité de riposte.

Le texte laisse donc volontairement des zones grises. Et ces zones grises deviennent immédiatement des zones de combat.

Nous assistons ainsi à un nouveau modèle diplomatique : un protocole qui n'interrompt pas la guerre mais tente simplement d'empêcher qu'elle ne dégénère en conflit régional total.

L'objectif n'est plus de faire taire les armes.

L'objectif est d'empêcher que les armes deviennent incontrôlables.

Autrement dit, les deux puissances cherchent à maintenir la confrontation sous un seuil acceptable.

Ce mécanisme rappelle ce que les stratèges appellent une escalade contrôlée.

Les frappes continuent.

Les représailles continuent.

Les démonstrations de force continuent.

Mais chacune est calibrée pour éviter le point de non-retour.

Cette situation déstabilise profondément les chancelleries occidentales.

Comment interpréter un cessez-le-feu qui autorise encore des frappes ?

Comment rassurer les compagnies pétrolières ?

Comment convaincre les armateurs que la navigation est redevenue sûre alors que des missiles continuent d'être tirés ?

Comment expliquer aux marchés financiers que la guerre est terminée... alors qu'elle continue chaque nuit ?



Cette ambiguïté profite finalement à plusieurs acteurs.

L'Iran peut continuer à afficher sa capacité de résistance sans rompre officiellement le dialogue.

Les États-Unis peuvent poursuivre leurs opérations militaires tout en affirmant défendre le protocole.

Les pays du Golfe gagnent du temps.

Et la Chine observe. Car Pékin voit émerger une région où la sécurité américaine devient moins lisible et où les États cherchent progressivement d'autres équilibres diplomatiques.

La vraie nouveauté est peut-être là.

Pendant des décennies, la paix signifiait l'absence de guerre. Aujourd'hui apparaît une nouvelle catégorie stratégique : une guerre juridiquement suspendue mais militairement active.

Les diplomates parlent de désescalade.

Les militaires continuent de préparer les frappes.

Les communiqués évoquent la stabilité.

Les radars restent allumés.

Les drones continuent de décoller.

Le Moyen-Orient invente ainsi une nouvelle forme de confrontation : ni paix, ni guerre totale.

Une guerre sous protocole : Et c'est peut-être cette formule qui résume le mieux la période actuelle : les signatures tentent de ralentir les missiles, mais elles ne parviennent plus à les arrêter.

BASES AMÉRICAINES AU MOYEN ORIENT, FIN D'UN MODÈLE ?

Après les bases forteresses, l'Amérique cherche la base fantôme

Il y a des moments où une guerre ne détruit pas seulement des bâtiments. Elle détruit une idée.

Les dernières attaques iraniennes contre des installations liées aux intérêts américains au Moyen-Orient appartiennent à cette catégorie. Elles n'ont pas seulement visé des bases, des radars, des ports ou des dispositifs militaires. Elles ont frappé un vieux modèle stratégique : celui de la grande base américaine, fixe, massive, visible, installée comme une citadelle au cœur du Golfe.

Pendant trente ans, cette architecture a incarné la puissance américaine. Une base au Qatar, une flotte à Bahreïn, des installations au Koweït, des facilités en Arabie saoudite, des relais aux Émirats. Le message était simple : l'Amérique est là, elle voit, elle frappe, elle protège.

Mais ce modèle, qui rassurait les alliés et intimidait les adversaires, devient aujourd'hui une vulnérabilité. Car une base fixe, à l'ère des drones, des missiles balistiques, des missiles de croisière et de la saturation technologique, n'est plus seulement un outil de projection. C'est aussi une cible.

C'est là que se situe le basculement. Washington ne découvre pas soudainement que l'Iran possède des capacités de frappe. Le Pentagone le sait depuis longtemps. Mais il découvre, ou plutôt il accepte de reconnaître, que la logique des grandes plateformes concentrées devient de plus en plus coûteuse à défendre.

Quand avions, radars, dépôts, quartiers généraux, communications et personnels sont regroupés dans un même périmètre, l'adversaire n'a pas besoin de gagner la guerre. Il lui suffit de rendre cette concentration dangereuse, chère et politiquement embarrassante.

L'Iran l'a compris. Sa stratégie n'est pas de vaincre frontalement l'armée américaine. Ce serait illusoire. Sa stratégie est plus subtile : rendre la présence américaine plus risquée, plus nerveuse, plus contestée par les pays hôtes eux-mêmes. Chaque missile tiré vers une infrastructure américaine envoie deux messages. Le premier à Washington : vous pouvez nous frapper, mais vos bases ne sont pas intouchables. Le second aux monarchies du Golfe : accueillir l'Amérique, c'est aussi importer le danger.



Par : **Adnane Benchakroun**

Voilà pourquoi la question dépasse la technique militaire. Ce n'est pas seulement un débat d'ingénieurs sur la fortification des hangars ou l'épaisseur des bunkers. C'est une crise de modèle. Le principe de la base statique, héritée de l'après-Guerre froide, est remis en question. L'armée américaine cherche désormais une alternative : moins de forteresses, plus de dispersion ; moins de visibilité, plus de mobilité ; moins de concentration, plus de redondance.

Cette réflexion n'est pas nouvelle. Dans le Pacifique, face à la Chine, les stratèges américains parlent depuis plusieurs années d'Agile Combat Employment : utiliser plusieurs points d'appui, disperser les moyens, compliquer le ciblage ennemi, éviter de tout concentrer sur quelques bases évidentes. Ce qui était pensé d'abord pour l'Indo-Pacifique devient brutalement pertinent au Moyen-Orient. L'Iran, à sa manière, impose aux États-Unis une doctrine de survie opérationnelle.

Concrètement, plusieurs options sont sur la table. Rénover certaines bases, comme Bahreïn, mais autrement. Enterrer des fonctions sensibles. Déplacer des centres de commandement. Réduire certaines présences au Koweït ou en Arabie saoudite. S'appuyer davantage sur des navires. Utiliser des sites plus petits, plus nombreux, plus discrets. Déplacer certaines fonctions vers l'ouest, y compris vers Israël ou vers des plateformes plus éloignées de la portée iranienne immédiate.

Mais aucune option n'est simple. Réduire la présence américaine dans le Golfe peut rassurer les opinions publiques locales, mais inquiéter les dirigeants.

Déplacer des moyens vers Israël peut améliorer la sécurité opérationnelle de certaines installations, mais aggraver la perception d'un alignement total entre Washington et Tel-Aviv. Miser davantage sur la mer offre de la mobilité, mais expose aussi les navires aux missiles antinavires, aux drones et aux tensions dans le détroit d'Ormuz. Quant aux petites bases dispersées, elles sont plus difficiles à cibler, mais aussi plus compliquées à ravitailler, à protéger et à coordonner.

L'Amérique ne quitte donc pas le Moyen-Orient. Elle cherche comment y rester autrement. C'est une nuance essentielle. Parler de retrait serait prématuré. Les États-Unis restent la première puissance militaire dans la région. Ils disposent d'alliances, de moyens navals, de capacités aériennes, de satellites, de renseignements, d'accords bilatéraux. Mais leur posture change. La puissance américaine ne se pense plus seulement en termes de présence massive. Elle se pense désormais en termes de survivabilité.

Et c'est ici que la Chine entre en scène. Non pas en fanfare. Pas avec des bases qui remplaceraient demain les bases américaines. Pékin est en embuscade, mais une embuscade économique, diplomatique, énergétique. La Chine n'a aucun intérêt à voir le Golfe s'embraser durablement. Elle dépend du pétrole de la région, des routes maritimes, de la stabilité commerciale. Une crise prolongée dans le détroit d'Ormuz serait dangereuse pour elle. Mais une érosion lente du monopole américain ? Voilà qui l'arrange.

La Chine avance avec une autre grammaire. Là où les États-Unis parlent sécurité, elle parle commerce. Là où Washington installe des bases, Pékin finance des ports, des infrastructures, des télécoms, des raffineries, des zones industrielles. Là où l'Amérique arrive avec des soldats, la Chine arrive avec des contrats. C'est moins spectaculaire, mais parfois plus efficace. Dans un Moyen-Orient fatigué des guerres, l'investisseur paraît moins encombrant que le gendarme.

Le paradoxe est frappant. Les monarchies du Golfe ont encore besoin du parapluie américain. Mais elles ne veulent plus dépendre uniquement de lui. Elles diversifient leurs assurances : Washington pour la sécurité dure, Pékin pour l'économie, parfois Moscou pour l'équilibre diplomatique, et désormais des politiques nationales plus autonomes. Le monde unipolaire s'efface, non par proclamation idéologique, mais par petites décisions pratiques.

Pour l'Iran, ce basculement est une victoire partielle. Même affaibli, sanctionné, contesté, Téhéran a réussi à imposer une question stratégique à la première armée du monde : vos bases sont-elles encore des atouts ou deviennent-elles des pièges ? C'est une manière de transformer l'infériorité militaire en levier politique. L'Iran ne peut pas contrôler le ciel régional, mais il peut rendre le sol américain régional plus incertain.

Pour les États-Unis, le défi est cruel. Partir serait interprété comme un recul. Rester comme avant serait imprudent. Se redéployer devient donc la voie médiane : ne pas abandonner la région, mais ne plus offrir à l'adversaire des cibles aussi lisibles qu'un aéroport international.

L'armée américaine entre dans l'âge de la base fantôme : présente mais moins visible, puissante mais moins concentrée, mobile mais plus nerveuse.

Ce tsunami géopolitique ne se verra peut-être pas demain matin sur une carte. Il ne prendra pas la forme d'un grand discours présidentiel annonçant la fin des bases américaines au Moyen-Orient.

Il prendra plutôt la forme de chantiers, de transferts discrets, de nouveaux accords, de dépôts déplacés, de commandements enterrés, de rotations plus courtes, de navires plus sollicités, de petites plateformes activables en crise.

C'est souvent ainsi que les empires changent : non par effondrement théâtral, mais par adaptation contrainte. L'Amérique reste puissante. Mais elle n'est plus intouchable. L'Iran reste inférieur. Mais il n'est plus négligeable. La Chine reste prudente. Mais elle avance.

Le Moyen-Orient entre dans une nouvelle séquence. Ce n'est plus seulement la région où l'Amérique protège ses alliés et surveille ses adversaires. C'est la région où la présence américaine elle-même devient un objet de calcul, de risque et de négociation. Le gendarme reste dans le quartier. Mais il cherche déjà une autre adresse.

Et pendant qu'il déménage ses meubles stratégiques, la Chine, elle, ne frappe pas à la porte. Elle attend qu'on l'appelle.



CHRONIQUE – MAROC : L'INNOVATION SOUS SURVEILLANCE, OU L'ÉCONOMIE DU « PAS ENCORE »

Et puis, il y a eu la surprise générale : BlaBlaCar a lancé le 25 juin sa plateforme de covoiturage au Maroc, première implantation du groupe en Afrique du Nord.

Le Maroc est-il réfractaire à l'innovation ? La formule est excessive, presque injuste.

Le pays construit des usines automobiles de rang mondial, attire des investisseurs dans l'aéronautique, se projette dans les batteries, les data centers et les énergies renouvelables. Il veut monter dans les chaînes de valeur internationales. Mais lorsqu'il s'agit de services numériques qui touchent directement le citoyen — argent, mobilité, commerce en ligne, données — le réflexe devient souvent plus prudent, plus lent, parfois défensif.

Ce n'est pas une contradiction anecdotique. C'est un véritable sujet de modèle économique.

Le cas Revolut vient de le rappeler avec une clarté presque pédagogique. La néobanque britannique a manifesté son intérêt pour le marché marocain et ses perspectives africaines. Mais Bank Al-Maghrib a fait savoir, le 23 juin, que le moment n'était pas venu. Trois chantiers sont jugés prioritaires : les règles européennes affectant les transferts des Marocains résidant à l'étranger, les évaluations du FMI et de la Banque mondiale, puis celles du GAFI sur la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Le gouverneur Abdellatif Jouahri a aussi précisé un point essentiel : Revolut n'a déposé aucune demande formelle d'agrément ; il s'agissait d'une prise de contact exploratoire. ([Médias24][1])

Il faut entendre les raisons de cette prudence. Un pays à monnaie non pleinement convertible ne peut pas traiter les paiements transfrontaliers comme un simple marché d'applications. La protection du dirham, la traçabilité des flux, la lutte contre les réseaux criminels et la stabilité financière sont des sujets sérieux. Aucun responsable ne devrait les balayer avec la légèreté de ceux qui confondent innovation et dérégulation.

Mais la prudence devient un problème lorsqu'elle se transforme en doctrine permanente du « revenez dans quelques années ». Car dans le numérique, quelques années représentent parfois une génération entière de produits, d'usages, d'emplois et de champions locaux.

Innovation sous surveillance ?



Par : **Adnane Benchakroun**

Le paradoxe marocain est là : l'utilisateur est prêt, mais l'écosystème reste sous-équipé. Bank Al-Maghrib elle-même relève que 90 % des adultes disposent d'un téléphone mobile, que 67 % utilisent un smartphone et que 65 % accèdent à Internet. Pourtant, la diffusion des comptes de paiement mobile demeure faible au regard de cette connectivité et de pays comparables. Le taux de détention de comptes bancaires ou de paiement n'atteignait que 44 % des adultes en 2024, bien loin de la moyenne des pays en développement. Autrement dit, le Maroc a les smartphones, la jeunesse, les commerçants, les diasporas, les touristes et les besoins. Il lui manque encore la fluidité.

Cette fluidité ne signifie pas livrer le marché national à Revolut, Stripe, Amazon ou Uber. Ce serait une erreur symétrique : remplacer une dépendance administrative par une dépendance aux plateformes étrangères. L'enjeu est plutôt de créer les conditions d'une concurrence réelle, dans laquelle les banques marocaines, les établissements de paiement, les jeunes pousses et les acteurs mondiaux se disputent le client par le prix, la simplicité, la qualité et la sécurité.

Aujourd'hui, le secteur financier demeure concentré. Les trois premiers groupes bancaires concentraient 60 % des crédits en 2024, les cinq premiers 77 %. Dans le paiement mobile aussi, les cinq premiers établissements représentaient 92 % du volume des transactions sur les comptes de paiement. Cette concentration ne prouve pas à elle seule une fermeture du marché. Elle rappelle toutefois qu'un système dominé par quelques acteurs établis a rarement intérêt à accélérer spontanément une disruption qui pourrait réduire ses marges ou bouleverser ses habitudes.

Le Maroc avance pourtant. Les virements instantanés existent, de même que le switch mobile, le switch monétique et une plateforme de compensation des virements instantanés. Bank Al-Maghrib a publié fin 2025 un guide destiné à mieux orienter les porteurs de projets fintech, avec des délais indicatifs pour les consultations réglementaires et les demandes d'agrément. C'est utile. C'est même une évolution importante. Mais un guide n'est pas encore un marché ouvert.

La même ambivalence se retrouve avec les cryptoactifs. Depuis 2017, le Maroc a longtemps choisi l'interdiction et l'avertissement, alors que les usages se développaient dans l'ombre. Désormais, l'avant-projet de loi 42.25 dessine un changement de philosophie : agréer, surveiller, protéger les investisseurs, prévenir la fraude et soutenir l'innovation financière et numérique. Il ne s'agit donc plus de nier le phénomène, mais de le ramener dans un cadre régulé. ([Reuters][2])

C'est exactement le bon raisonnement. On ne combat pas durablement une technologie en interdisant son nom. On la rend traçable, fiscalisée, sécurisée et productive. La crypto ne doit pas devenir un Far West financier ; elle ne doit pas non plus rester un marché gris où les citoyens prennent seuls les risques tandis que l'État se prive de visibilité.

Uber raconte une autre histoire : celle d'une innovation qui revient par la porte des usages après avoir été longtemps coincée entre les résistances corporatistes, les ambiguïtés juridiques et les tensions sur le terrain. La plateforme affiche désormais de nouveau ses services au Maroc et impose notamment à ses chauffeurs une carte professionnelle. Mais le débat de fond reste entier : quelle place donner aux plateformes de mobilité, avec quelles obligations sociales, fiscales, assurantielles et concurrentielles ? ([Uber][3])

Amazon, enfin, illustre une autre nuance. Le groupe est présent au Maroc via des activités de service client depuis 2011 ; les consommateurs marocains peuvent commander à l'international et les vendeurs marocains figurent parmi les pays éligibles à l'inscription sur Amazon. Mais cela ne remplace pas une vraie place de marché locale, dotée d'une logistique intégrée, d'une livraison fiable, de retours simples et de moyens de paiement adaptés aux réalités nationales. ([Amazon.jobs][4])

Le problème marocain n'est donc pas l'absence d'innovation. C'est son traitement par compartiments. On encourage l'industrie 4.0, mais l'on hésite devant la banque 4.0. On parle d'export, mais les paiements internationaux restent complexes pour nombre de particuliers, freelances et petites entreprises. On célèbre les start-up, mais l'accès au marché, aux données, aux API, aux licences et aux paiements demeure souvent plus difficile que le développement de la technologie elle-même.

La souveraineté numérique ne consiste pas à fermer les frontières aux plateformes. Elle consiste à imposer des règles identiques, à protéger les données, à exiger l'impôt, à défendre les travailleurs et à créer un terrain de jeu où une fintech marocaine peut devenir aussi ambitieuse que celle qui arrive de Londres ou de San Francisco.

Le Maroc n'a pas besoin d'ouvrir les vannes sans filet. Il a besoin de cesser de considérer chaque innovation comme un risque avant de la voir comme une opportunité à encadrer. Car dans le monde qui vient, le vrai danger n'est pas d'être bousculé par Revolut, Uber ou Amazon. Le vrai danger est de laisser d'autres inventer les usages de nos citoyens, capter leurs données, structurer leurs marchés et décider, à notre place, du rythme de notre modernité.



Et puis, il y a eu la surprise générale : BlaBlaCar a lancé le 25 juin sa plateforme de covoiturage au Maroc, première implantation du groupe en Afrique du Nord.

Présente désormais dans 41 pays, l'entreprise choisit donc le Royaume comme porte d'entrée régionale.

Ce lancement apporte un contrepoint utile au procès, souvent justifié, d'un Maroc trop frileux face aux plateformes. Il démontre qu'un acteur numérique mondial peut trouver sa place dès lors que son activité entre dans un cadre lisible et que l'usage répond à une réalité quotidienne : se déplacer entre villes à coût supportable, dans un pays où le train ne couvre pas tout et où le transport collectif reste très inégal selon les territoires.

Mais BlaBlaCar ne doit pas être regardé comme une simple application de plus. Son arrivée pose une question plus large : pourquoi certaines innovations de plateforme parviennent-elles à entrer, quand d'autres — néobanques, paiements internationaux, services financiers numériques, cryptoactifs régulés — restent à la porte ou avancent au ralenti ?

Le covoiturage est sans doute plus facile à accepter : il ne remet pas directement en cause la souveraineté monétaire, ni l'architecture du système bancaire. Il bouscule toutefois les habitudes du transport interurbain, les taxis collectifs, les autocars informels et une économie entière fondée sur des équilibres anciens. Son succès dépendra donc moins de la technologie que de la confiance : sécurité des voyageurs, responsabilité en cas d'incident, assurance, transparence des prix et coexistence équitable avec les transporteurs établis.

L'arrivée de BlaBlaCar rappelle surtout une évidence : le Maroc n'est pas hostile à l'innovation. Il est sélectif, parfois trop lent, et souvent hésitant lorsqu'une innovation touche aux rentes, aux réglementations installées ou aux secteurs jugés sensibles. Or, dans une économie numérique, attendre trop longtemps revient rarement à se protéger. Cela revient surtout à laisser les usages s'installer sans cadre, ou à laisser d'autres marchés prendre une avance difficile à rattraper.



ASMEX : TREIZE ANS DE TRANSFORMATION, UN DÉPART SANS RUPTURE

Hassan Sentissi : « Une présidence s'achève, mais l'ambition exportatrice reste devant nous »

Après treize années à la tête de l'Association marocaine des exportateurs, le président sortant de l'ASMEX, Hassan Sentissi, a choisi de quitter ses fonctions sur un discours à la fois personnel, lucide et profondément tourné vers l'avenir. Pas de bilan autosatisfait, encore moins de règlement de comptes. Plutôt une manière de dire : une étape s'achève, une institution demeure, et le Maroc exportateur doit maintenant se préparer à une compétition mondiale plus rude, plus technologique et plus politique.

Le ton est donné dès les premières phrases. « Une sortie qui n'assume pas ce qu'elle a coûté est une sortie qui ment », affirme-t-il. Treize années de présidence, affirme-t-il, ont occupé son temps, ses nuits et ses convictions. Une confession rare dans un univers patronal souvent porté à la formule consensuelle. Elle dit surtout le poids d'une responsabilité exercée au cœur d'une période où l'exportation marocaine a changé de visage.

Car ce départ intervient dans un contexte bien différent de celui du début des années 2010. À l'époque, l'économie mondiale semblait guidée par l'ouverture irréversible des marchés, l'allongement des chaînes de valeur et l'obsession des coûts. Depuis, les crises se sont enchaînées : secousses financières, pandémie, tensions géopolitiques, souverainetés économiques, transitions énergétiques, révolution numérique et montée rapide de l'intelligence artificielle.

Le monde, résume le président sortant, est passé « d'une économie de l'optimisation à une économie de la résilience ». Autrement dit, exporter ne consiste plus seulement à vendre moins cher ou plus loin. Il faut désormais maîtriser les normes, sécuriser les approvisionnements, intégrer la décarbonation, investir dans la technologie et anticiper des marchés devenus plus fragmentés.

Dans cette nouvelle configuration, le Maroc n'est pas resté spectateur. Le pays a développé ses infrastructures, consolidé plusieurs filières industrielles, renforcé son positionnement africain et engagé une transition énergétique dont les effets pèseront directement sur la compétitivité future des entreprises. Le Royaume exporte davantage,



Par : **La Rédaction**

mais surtout autrement : plus d'industrie, plus de valeur ajoutée, davantage de compétences et un savoir-faire désormais reconnu dans des secteurs comme l'automobile, l'aéronautique, l'agroalimentaire halal, les équipements industriels ou encore certains services technologiques.

Cette montée en gamme n'est pas un miracle. Elle est attribuée à une vision nationale portée avec constance par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, mais aussi au travail quotidien des entrepreneurs marocains confrontés aux exigences de la concurrence internationale. Derrière chaque contrat remporté, rappelle-t-il, il y a des risques de change, des marchés lointains à conquérir, des crédits documentaires attendus et des décisions prises parfois dans l'incertitude.

Durant ces treize années, l'ASMEX a tenté d'accompagner cette mutation. L'organisation a plaidé pour une meilleure compétitivité des entreprises, pour des mécanismes de financement export plus adaptés, pour une doctrine marocaine autour de la Zone de libre-échange continentale africaine et pour une implication accrue des régions dans l'effort exportateur. Elle a également porté les questions de décarbonation, désormais incontournables pour accéder durablement à certains marchés, notamment européens.

L'une des réalisations mises en avant est la mise en place, avec des partenaires africains, des jalons de la Confédération africaine des exportateurs. Un prolongement naturel de la coopération Sud-Sud voulue par le Royaume, mais aussi une réponse à une évidence économique : l'avenir des exportateurs marocains se jouera en partie sur le continent africain, à condition de ne pas réduire ce marché à un simple horizon commercial. L'Afrique impose désormais une stratégie, des alliances, de la connaissance et de la présence.

Le discours de départ ne passe pas sous silence les tensions institutionnelles récentes. Sans s'attarder sur les détails, le président sortant reconnaît que des positions se sont affrontées et que l'ASMEX a traversé une période de crispation. Mais il refuse d'y voir une défaite. Une institution qui connaît le débat sans se briser, explique-t-il, reste une institution vivante. Le véritable enjeu n'est pas l'absence de désaccords, mais la capacité de l'organisation à se montrer rigoureuse, crédible et utile à ses adhérents.

Son message le plus fort est peut-être là : l'exportation ne doit plus être considérée comme une conséquence du développement, mais comme l'une de ses conditions. Exporter oblige à se mesurer aux meilleurs, à améliorer ses produits, à respecter les standards internationaux et à conquérir sa place dans des marchés où personne n'attend le Maroc par courtoisie.

La décennie qui s'ouvre imposera plusieurs transitions simultanées : africaine, énergétique, numérique, territoriale et financière. La décarbonation deviendra un critère de compétitivité. L'intelligence artificielle transformera les modèles économiques. Les régions devront être davantage intégrées à la dynamique exportatrice. Et les ambitions industrielles du pays exigeront des instruments financiers plus puissants, plus rapides et mieux adaptés aux réalités des entreprises.

Mais au fond, estime-t-il, le défi est aussi culturel. Le Maroc devra apprendre à anticiper davantage, à mieux partager l'information économique, à investir dans la connaissance des marchés, dans les données et dans l'intelligence économique. Le temps de la simple réaction est terminé. Celui de la prévision et de la stratégie commence.

À celui ou celle qui lui succédera, le président sortant adresse une recommandation claire : ne jamais oublier que l'ASMEX n'est pas une tribune, mais un instrument. Sa crédibilité ne se mesure pas au nombre de discours prononcés, mais à la réalité du vécu entrepreneurial de ceux qui la dirigent. Les exportateurs ne portent pas des slogans ; ils portent des risques, des salariés, des familles et des engagements internationaux.

Le passage de témoin se veut donc serein, sans effacement du chemin parcouru. « Une présidence s'achève toujours un jour. Une ambition collective, elle, n'a pas de mandat », résume-t-il.

Mission accomplie ? Le terme serait sans doute trop définitif pour un homme qui rappelle que le devoir d'un exportateur ne s'achève jamais complètement. Mais une page est bel et bien tournée. L'ASMEX dispose désormais de fondations, d'une expérience et d'une responsabilité renouvelée. Reste à transformer cet héritage en capacité d'action, car le meilleur de l'aventure exportatrice marocaine, à en croire son président sortant, reste encore à écrire.



KARMA ET NO GRIGRI : LE SÉNÉGAL SORT PAR LA FENÊTRE DE LA COUPE DU MONDE !

Le football a parfois une mémoire plus tenace que les communiqués

Le Sénégal n'a pas seulement perdu un match contre la Belgique. Il a perdu un scénario qu'il croyait verrouillé, une avance de deux buts, une qualification presque rangée dans le coffre... et peut-être, au passage, une petite part de cette assurance qui consiste à croire que l'indignation permanente peut remplacer la gestion d'un match.

De Rabat à Seattle : quand les Lions découvrent la cruauté du dernier quart d'heure

À Seattle, les Lions de la Teranga menaient pourtant deux à zéro. Habib Diarra, puis Ismaïla Sarr, avaient donné au Sénégal une avance nette, construite avec sérieux et intensité. Pendant près de quatre-vingt-cinq minutes, les Belges semblaient condamnés à regarder le train passer. Puis Romelu Lukaku a réduit l'écart à la 86e minute, Youri Tielemans a égalisé trois minutes plus tard, avant de transformer un penalty accordé après intervention du VAR à la toute fin de la prolongation. Score final : Belgique 3, Sénégal 2. Une remontée spectaculaire, oui. Mais aussi une sortie de route sénégalaise à donner des sueurs froides à n'importe quel sélectionneur.

Le plus ironique, c'est que cette fois, personne n'a quitté la pelouse. Pas de cortège vers les vestiaires, pas de direct improvisé sur téléphone, pas de grande dramaturgie institutionnelle. Juste une équipe qui a vu le match lui échapper, debout, sous les yeux du monde entier. Et c'est précisément là que l'histoire devient intéressante : quand le football remet les pendules à l'heure sans avoir besoin d'un tribunal, d'un recours ou d'une conférence de presse indignée.

Car il faut se souvenir de la finale de la CAN 2025 au Maroc. Ce soir-là, le Sénégal avait choisi de protester après une décision arbitrale litigieuse, allant jusqu'à quitter temporairement le terrain. La finale avait sombré dans une séquence confuse, interminable et franchement indigne de la vitrine que prétend être le football africain. La CAF a ensuite considéré le Sénégal forfait et attribué officiellement la victoire au Maroc sur le score de 3-0 ; la fédération sénégalaise a contesté cette décision devant le Tribunal arbitral du sport.



Billet

Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Il ne s'agit pas de rejouer éternellement le match de Rabat. Les décisions arbitrales se discutent, les organisations se critiquent, les fédérations défendent leurs intérêts : cela fait partie du football moderne. Mais il y a une différence entre contester et transformer le terrain en théâtre de pression. Une différence entre dénoncer une injustice présumée et donner le sentiment que les règles ne valent que lorsque le résultat vous convient.

À Rabat, certains avaient expliqué que le Sénégal avait été victime d'un contexte hostile, d'une organisation biaisée, d'une atmosphère insupportable. Peut-être. Mais la sortie du terrain avait surtout donné au débat une couleur embarrassante : celle d'un football qui se croit parfois plus grand que ses propres règlements. Et les révélations, analyses et contre-récits publiés depuis ont, au minimum, fragilisé l'image d'une indignation parfaitement pure et parfaitement spontanée.

À Seattle, le décor était différent. Les États-Unis, le VAR, une Belgique presque sortie du tournoi, un Sénégal qui tenait son exploit à deux mains. Et pourtant, au bout du compte, le même goût amer : celui d'une décision contestée, d'un penalty qui fait débat, d'un destin qui se retourne dans les dernières secondes. Cette fois, aucun adversaire local à accuser, aucun stade de Rabat à transformer en pièce à conviction, aucune polémique logistique à brandir comme un étendard.

Seulement le football, avec sa cruauté parfois scandaleuse, mais aussi son implacable logique : un match n'est jamais gagné à la 85e minute, encore moins à deux à zéro. Il faut le fermer, le gérer, souffrir intelligemment, rester lucide. Le Sénégal, grande nation de football, a payé très cher ce relâchement. La Belgique, elle, a payé comptant son obstination.

Alors, faut-il parler de karma ? Le mot est commode, trop commode même. Le sport n'est pas une justice cosmique avec comptabilité automatique. Mais il possède une mémoire, un sens de l'ironie et une façon assez brutale de rappeler que la grandeur ne se mesure pas uniquement aux discours, aux drapeaux ou aux plaintes déposées. Elle se mesure aussi à la manière de perdre. Et parfois, à la manière de rester sur le terrain quand tout s'effondre.

Le Sénégal quitte donc ce Mondial avec une immense frustration, mais aussi avec une leçon que beaucoup de sélections connaissent : les grandes équipes ne se définissent pas seulement par leurs victoires héroïques. Elles se reconnaissent à leur capacité à absorber l'injustice, réelle ou ressentie, sans se disperser. Car dans le football de haut niveau, il n'y a ni grigri, ni raccourci, ni échappatoire durable. Il y a le tableau d'affichage, le règlement et ces dernières minutes où les nerfs comptent parfois davantage que le talent.

Et pendant que certains cherchent encore des excuses, le Maroc avance comme une grande équipe et s'affirme, match après match, comme une grande nation de football.

"اللهم كثر حسادنا"



DÉMOCRATIE FATIGUÉE ICI ET AILLEURS : DANS QUELS PAYS DE L'OCDE VOTE-T-ON ENCORE LE PLUS ?

Pourquoi certaines démocraties mobilisent encore, et d'autres beaucoup moins. Et le Maroc, dans tout cela ? Il ne fait pas exception.

On parle beaucoup, ces derniers temps, du futur taux de participation aux prochaines élections législatives de septembre 2026. Des inscrits et des non-inscrits. De l'abstention, du vote blanc, du désintérêt supposé des jeunes, de la mobilisation incertaine des villes et de la fidélité électorale que l'on prête encore, parfois un peu vite, au monde rural.

Participation électorale : ce que les démocraties de l'OCDE peuvent apprendre au Maroc

Derrière les pronostics, les sondages virtuels, enquêtes non officielles et les conversations de café, une question plus profonde se pose : qui vote encore, qui ne vote plus, et que dit réellement ce choix ou ce renoncement de l'état de notre démocratie ?

Avant de conclure que le Maroc serait un cas à part, il peut être utile de regarder ailleurs. Du côté des pays de l'OCDE, certaines démocraties continuent de mobiliser massivement leurs citoyens ; d'autres voient une part considérable de leur électorat rester à distance des urnes. Et l'on découvre vite qu'un taux de participation ne raconte jamais toute l'histoire : il y a les inscrits, les citoyens en âge de voter, les absents, les bulletins blancs, et surtout cette confiance, parfois fragile, qui transforme ou non une opinion en bulletin de vote.

Qui vote le plus, qui vote le moins : ces démocraties de l'OCDE où la fatigue électorale s'installe

Il y a les démocraties où l'on vote parce que l'on y croit encore. Et celles où l'on vote parce qu'il faut le faire. Entre les deux, il y a une zone grise, de plus en plus large : celle des citoyens qui regardent les campagnes, commentent les débats, s'indignent sur les réseaux sociaux... mais ne se déplacent plus jusqu'à l'urne.

L'image est parfois trompeuse. Un pays peut afficher soixante ou soixante-dix pour cent de participation parmi les électeurs inscrits, tout en laissant sur le bord du chemin une part importante des adultes en âge de voter. C'est tout l'intérêt de distinguer deux réalités : le taux de participation rapporté aux inscrits, celui qui fait les gros titres le soir du scrutin,



Par : **La Rédaction**

et le taux rapporté à la population en âge de voter. Dans le second calcul, les non-inscrits ne disparaissent plus du tableau.

Dans l'OCDE, les champions de la mobilisation électorale sont connus. L'Australie, la Belgique ou le Luxembourg affichent régulièrement des niveaux très élevés, mais il faut le dire franchement : le vote obligatoire y pèse lourd. Il ne garantit pas l'enthousiasme démocratique ; il organise simplement une présence massive à l'urne. La nuance est essentielle. Voter sous la contrainte ne signifie pas forcément adhérer, mais ne pas voter du tout signifie souvent s'effacer du rapport de force collectif.

D'autres pays obtiennent de hauts niveaux de participation sans avoir besoin de cette béquille juridique. L'Allemagne, par exemple, a enregistré 82,5 % de participation aux législatives fédérales de février 2025, contre 76,4 % en 2021. Plus de soixante millions d'électeurs étaient appelés aux urnes ; près de 10,6 millions ne se sont pas déplacés. Le chiffre est élevé, mais il rappelle aussi qu'une démocratie même robuste ne mobilise jamais tout son peuple.

Les pays nordiques restent, globalement, dans le haut du classement. Le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande ou l'Islande continuent de bénéficier d'une culture civique où voter demeure un geste socialement valorisé. Les institutions y sont souvent plus lisibles, les services publics plus présents, les partis mieux ancrés localement. Cela ne veut pas dire que ces démocraties sont immunisées contre la défiance ou la polarisation. Simplement, le réflexe électorale n'y a pas encore été abandonné.

À l'autre bout, la Suisse constitue le cas le plus spectaculaire. Lors des élections fédérales de 2023, seuls 46,6 % des électeurs ont voté. Vu de l'étranger, le diagnostic semble évident : démocratie épuisée. Ce serait pourtant une lecture trop rapide. Les Suisses sont invités à voter très fréquemment, notamment par référendum, à tous les niveaux institutionnels. Cette répétition peut banaliser le scrutin parlementaire. Surtout, la Suisse demeure l'un des pays de l'OCDE où la confiance dans le gouvernement est parmi les plus élevées. Faible participation ne veut donc pas toujours dire rejet du système.

Mais ailleurs, le malaise est plus net. Au Royaume-Uni, les législatives de 2024 ont mobilisé moins de six électeurs inscrits sur dix. En France, la dissolution de 2024 a provoqué un sursaut, avec environ deux tiers des inscrits mobilisés au second tour. C'était beaucoup mieux qu'en 2022, mais ce regain doit être lu pour ce qu'il était : une élection vécue comme exceptionnelle, presque dramatique. Il ne prouve pas que la confiance est revenue. Il prouve plutôt que les citoyens votent davantage quand ils ont le sentiment que quelque chose de décisif est en jeu.

L'Italie reste elle aussi dans cette zone de fragilité. Sa participation législative de 2022, autour de 64 %, a marqué un recul historique. Le Japon, malgré une vie politique stable et une administration électorale solide, affiche également une mobilisation plus faible que plusieurs démocraties européennes du Nord. Le phénomène dépasse donc les seules démocraties en crise ouverte. Il touche aussi les pays où l'élection semble prévisible, où l'alternance paraît improbable ou où les citoyens ont le sentiment que les grands choix se décident ailleurs : dans les marchés, les institutions supranationales, les cours constitutionnelles, les algorithmes ou les états-majors partisans.

C'est là que la formule de « démocratie fatiguée » prend son sens. Pas une démocratie morte. Pas une dictature déguisée. Mais une démocratie où l'électeur doute de l'utilité de son bulletin.

La fatigue électorale naît rarement d'une seule cause. Elle se nourrit de promesses non tenues, de l'impression que les responsables politiques se ressemblent tous, de l'affaiblissement des partis de terrain, du coût de la vie, de la défiance envers les médias et de la violence verbale devenue ordinaire. Elle frappe plus durement les jeunes, les catégories populaires et les citoyens éloignés des centres urbains et administratifs. Ceux qui votent le moins sont souvent ceux qui ont le plus de raisons de croire que leur voix pèse peu.

Le danger n'est pas seulement l'abstention. C'est l'inégalité politique qu'elle fabrique. Quand les diplômés, les retraités et les catégories les plus organisées votent davantage que les jeunes ou les plus précaires, le Parlement finit inévitablement par refléter davantage les premiers que les seconds. Une démocratie peut conserver ses élections, ses institutions et ses rituels, tout en devenant socialement moins représentative.

Le vrai sujet n'est donc pas de faire la morale aux abstentionnistes. Il est de rendre le vote à nouveau utile, compréhensible et crédible. Une démocratie ne se mesure pas seulement à la liberté de déposer un bulletin dans une urne. Elle se mesure à la conviction partagée que ce bulletin peut encore déplacer quelque chose.

Et le Maroc, dans tout cela ? Il ne fait pas exception. Lui aussi connaît, à sa manière, cette démocratie fatiguée : celle où l'on débat beaucoup de politique, où l'on critique les partis, où l'on attend énormément de l'État, mais où une part considérable des citoyens ne franchit même pas la première marche du vote, celle de l'inscription sur les listes électorales.

À quelques mois des législatives du 23 septembre 2026, le constat est rude. Près de douze millions de Marocains en âge de voter resteraient hors des listes électorales. Ce n'est pas un détail administratif. C'est une masse civique silencieuse, un pays électoral qui existe dans la société mais pas dans les urnes.

Et parmi ceux qui sont inscrits, rien ne permet d'affirmer qu'ils se déplaceront tous. En 2021, la participation officielle avait atteint 50,18 % des inscrits. Pour 2026, le scénario le plus vraisemblable reste donc celui d'une mobilisation autour de la moitié du corps électoral enregistré, sauf campagne exceptionnelle, choc politique ou véritable sentiment que l'élection peut changer la vie quotidienne.

Le problème est là : si près d'un citoyen potentiellement électeur sur deux ne s'inscrit pas, puis si seulement un inscrit sur deux vote, ce ne sont plus seulement les abstentionnistes qui parlent. C'est la représentation elle-même qui se rétrécit. Un Parlement peut être légalement élu, parfaitement conforme aux règles, tout en ne reposant que sur une minorité limitée de la population adulte.

La fatigue démocratique marocaine ne signifie pas que les Marocains se désintéressent du pays. Ils parlent politique, suivent les prix, l'école, la santé, l'emploi, l'eau, la justice sociale. Mais beaucoup doutent encore que leur bulletin puisse peser face à l'ampleur des problèmes.

Le défi de septembre 2026 ne sera donc pas seulement de compter les voix. Il sera de convaincre ceux qui ne s'inscrivent plus, ceux qui n'y croient plus, que l'urne n'est pas un décor de démocratie : elle reste l'un des rares endroits où le citoyen peut, concrètement, reprendre sa part de pouvoir.



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

DEBATS

By Lodj



Adnan
Debbarh



Aziz
Boucetta



Aziz
Daouda



Mustapha
SEHIMI



Mohammed
Oubihi



Najib
Mikou



Bargach
Larbi



Mohammed
Yassir Mouline



Az-Eddine
Bennani



Omar Hasnaoui
Chaoui



Naïm
Kamal



عادل
بن حمزة



Iahcen
Haddad



Thanae
Bennani



mamoune
acharki



rachid
boufous



Adil
Chraoudou



Mohammed
BENAÏMED



Anwar
CHERKAOUI



Idris
Quraish



Abdelaziz
Koukas



Taoufiq
Boudchiche



Abdeslam
Seddiki



عبد الكريم
بكار



Sanaa
Eddiry



سارة
البوقفي



عبد الفتاح
الزادقي



عائشة
بوسكين



Adnane
Benchakroun



Mohamed
ait bellahcen



basma
berrada

اتفاق أميركا وإيران هل باع ترامب إسرائيل ؟

يفتح الاتفاق المؤقت المبرم بين واشنطن وطهران نافذة تمتد ستين يوماً للتفاوض حول مخرج دائم من النزاع، بعد أشهر من المواجهة التي طالت إيران والخليج وطرق الملاحة البحرية، وانعكست تداعياتها، بصورة غير مباشرة، على الاقتصاد العالمي برمته. فوقف إطلاق النار، وإعادة فتح مضيق هرمز، واحتمال التخفيف التدريجي للعقوبات، تمثل مكاسب حقيقية. غير أنه لا ينبغي الخلط بينها وبين تسوية تاريخية شاملة. فهي، قبل كل شيء، تنظم هدنة مؤقتة.

إيران - الولايات المتحدة: سلامٌ معلقٌ ونازٌ تحت السيطرة

تُكمن قوة هذا الترتيب تحديداً في غموضه. فقد وافق الطرفان على وقف العمليات العسكرية، وإعادة حركة التجارة عبر مضيق هرمز، واستئناف التفاوض بشأن الملف النووي الإيراني والعقوبات وآليات التحقق. لكن المذكرة لا تحسم القضايا الكبرى التي جعلت من الشرق الأوسط مسرحاً دائماً للصراعات: القدرات الصاروخية الإيرانية، ودور حلفاء طهران الإقليميين، وأمن إسرائيل، والوضع في لبنان، والوجود الأميركي، وإعادة تشكيل موازين القوى في الخليج.

هنا تحديداً تُكمن النقطة العمياء في اللحظة الراهنة: يجري التعامل مع الاستعجال، لا مع البنية الحقيقية للنزاع.

ليس هذا سلاماً بعد. إنه مجرد تعليقٌ للحريق

تريد واشنطن أن تثبت قدرتها على فرض خفض للتصعيد من دون الانزلاق إلى حرب طويلة ومكلفة. أما طهران فتسعى إلى تحويل صمودها العسكري والدبلوماسي إلى ورقة تفاوض، وإلى بوابة لإعادة الانفتاح الاقتصادي والاعتراف بثقلها الإقليمي. وبين الطرفين، بدأ كل طرف يعلن انتصاره. غير أن الاتفاق الذي يُقدّم في الوقت ذاته على أنه انتصار للجميع يعني، في الغالب، أنه ترك القضايا الأكثر انفجاراً بلا حل.

وبجسد مضيق هرمز هذه الحقيقة بوضوح. فهو ليس مجرد ممر بحري، بل مقياس لميزان القوى العالمي. وإعادة فتحه تشكل ارتياداً للأسواق وشركات التأمين والناقلين والاقتصادات المعتمدة على الطاقة. لكن النقاش حول رسوم عبور محتملة أو أعباء بحرية جديدة يظهر أن طهران تسعى أيضاً إلى تحويل ميزتها الجغرافية إلى أداة للسيادة السياسية والمالية. لذلك، لا يقتصر السؤال على ما إذا كانت السفن ستعبر، بل يتجاوز ذلك إلى معرفة شروط العبور، والجهة التي تفرضها، والنظام الإقليمي الذي سيحكمها.

أما البعد الحاسم الآخر فهو اقتصادي. فمشروع صندوق خاص لإعادة الإعمار والتنمية بقيمة ثلاثمائة مليار دولار، قد يضم أطرافاً أميركية وخليجية وآسيوية وإفريقية وأميركية جنوبية، يكشف أن المفاوضات لا تتعلق فقط بأجهزة الطرد المركزي أو الصواريخ. إنها تتصل أيضاً بإمكانية إعادة إدماج إيران في شبكات الاستثمار والطاقة واللوجستية والصناعة.

وتشير مصادر نقلتها وكالة رويترز إلى أن أكثر من نصف هذه المبالغ قد تم التعهد بها بالفعل. غير أن هذا المسار يبقن مشروطاً باتفاق أوسع وبالالتزامات إيرانية قابلة للتحقق.

وربما هنا يتجسد الرهان الأميركي الحقيقي: استبدال منطق المصالح الاقتصادية بمنطق الحرب الدائمة. لكن المشكلة هي أن أي استثمار، مهما بلغ حجمه، لا يستطيع وحده تفكيك صراعات السيادة، والجروح البيدولوجية، والحسابات الأمنية، وذاكرة الحروب.

تبقى إسرائيل، على وجه الخصوص، في قلب هذه الهشاشة. فبالنسبة للدولة العبرية، لا قيمة لأي تهدئة بين واشنطن وطهران ما لم تفض إلى ضمانات ملموسة بشأن البرنامج النووي والقدرات الصاروخية والأذرع المسلحة المرتبطة بإيران. أما بالنسبة لطهران وحلفائها، فإن أي مطالبة بنزع سلاح أحادي الجانب تُقرأ باعتبارها محاولة لتفكيك سياسي مغلف بشعار الاستقرار الإقليمي. وهكذا يبقن لبنان نقطة انكسار محتملة: مساحة يمكن أن تقلب فيها ضربة أو خطأ في التقدير أو استفزاز، هدنة دبلوماسية إلى دوامة عسكرية جديدة.

والدرس الحقيقي هو أن الحروب الحديثة لم تعد تنتهي بتوقيع واضح يتبعه عودة سريعة إلى النظام. إنها تتحول إلى مراحل متلاحقة: وقف إطلاق نار، ثم مفاوضات، فعقوبات مشروطة، فضمانات ناقصة، ثم عودة للتوتر، فمفاوضات جديدة. ويصبح النزاع، في النهاية، إدارة دائمة لعدم الاستقرار.

لذلك سيكون من التسرع الاحتفال سريعاً بـ«عصر جديد». فقد يفتح الاتفاق الحالي طريقاً نحو سلام أكثر صلابة، إذا أعاد الملف النووي إلى رقابة موثوقة، وأمن حرية الملاحة، وأوجد آليات للحوار الإقليمي. لكنه قد يكون أيضاً مجرد استراحة استراتيجية، يستخدمها كل طرف لإعادة ترتيب مواقعه، وتعزيز تحالفاته، والتحصين للمرحلة التالية من المواجهة.

لن يولد السلام فقط من خفض تخصيب اليورانيوم أو رفع بعض العقوبات. بل سيعتمد على تحول أعمق: قدرة القوى الإقليمية على قبول حقيقة أن أياً منها لا يستطيع فرض نظامه بمفرده وبشكل دائم على الشرق الأوسط.

إن الاتفاق بين الولايات المتحدة وإيران لا يخلق الأزمة، بل ينقلها إلى مساحة جديدة. إنه يمنح وقتاً، وهذا أمر ثمين. لكن الوقت لا يصبح حلاً حين لا يتحول إلى سياسة.

وفي هذه المنطقة، ما تزال السياسة هي الاسم الأصعب للسلام.

هل نحمل نائل العيناوي أكثر مما يجب؟ حين تصبح كرة القدم ساحة لمحاكمة الوطنية والانتماء



بقلم :
عائشة بوسكين

ولا يمكن تجاهل ما أظهره نائل العيناوي من التزام داخل الملعب في أكثر من مناسبة، حيث بصم على صورة لاعب يقاوم حتى النهاية رغم الإصابات القوية التي تعرض لها في مباريات رفقة المنتخب الوطني. فقد أكمل المباراة التي كانت ضد اسكتلندا وهو يعاني من إصابة على مستوى الوجه، واضطر لمواصلة اللعب وهو يضع ضمادة طبية

كما تأثر بإصابة دموية على مستوى الرأس خلال نهائي كأس إفريقيا، ورغم ذلك أصر على إتمام اللقاء إلى النهاية. هذه المشاهد، بما تحملها من دلالات، تضع علامات استفهام حول منطق التشكيك في انتماء لاعب يقدم داخل الميدان أقصى درجات الالتزام والتضحية، في الوقت الذي يُطلب منه خارج المستطيل الأخضر أن يبرر وطنيته أو يُمحس في نوابه

هنا يتجلى مربط الفرس : هل يمكن اختزال هوية اللاعب في قرار رياضي يتعلق بمرحلة معينة من مسيرته؟ أم أن الأمر يتعلق بمنظومة تكوين، وفرص، وتوقيت، وظروف لا علاقة لها بالعاطفة الوطنية المجردة؟

الواقع أن المغرب، مثل غيره من الدول، لا يقوم في الغالب بتكوين هؤلاء اللاعبين منذ المراحل الأولى، بل يستفيد منهم لاحقاً بعد تكوينهم في مدارس أوروبية متقدمة. وبالتالي فإن اختيارهم لمنتخب آخر في بداية المسار لا يمكن اعتباره حكماً نهائياً على انتمائهم، ولا سبباً لفتح باب التشكيك أو المزايدة.

كرة القدم الحديثة لم تعد فضاءً بسيطاً لتوزيع الولاءات، بل أصبحت سوقاً عالمياً معقداً تتحكم فيه الفرص الرياضية، والمنافسة داخل المنتخبات، والتخطيط المهني للاعب. وفي هذا السياق، يصبح احترام الاختيار الفردي جزءاً من النصح الرياضي، وليس تنازلاً عن "الوطنية"

في نهاية المطاف، لا يُطلب من نائل العيناوي، ولا من لامين يامال، ولا من غيرهما من اللاعبين مزدوجي الجنسية أن يخوضوا معركة إثبات الانتماء للوطن، لأن الهوية لا تُختزل في تصريحات عابرة ولا في تفاعلات رقمية، بل تُبنى عبر مسار طويل من الروابط الإنسانية والثقافية التي تظل قائمة مهما اختلفت القمصان أو تغيرت الاختيارات

أعادت تصريحات يونس العيناوي، وما رافقها من ردود فعل واسعة، فتح نقاش قديم متجدد في كرة القدم المغربية يتعلق بمسألة اللاعبين مزدوجي الجنسية وحدود حقهم في اختيار المنتخب الذي يمثلونه، لكن النقاش هذه المرة اتخذ منحى عاطفياً حاداً تجاوز أحياناً منطق الرياضة إلى محاكمات للنيات والانتماء.

نائل العيناوي، لاعب خط وسط نادي روما والمنتخب المغربي، وُلد في فرنسا ونشأ داخل منظومة كروية أوروبية خالصة، حيث تدرج عبر أكاديميات فرنسية بارزة أبرزها نادي نانسي ثم لانس، قبل أن يواصل مسيرته الاحترافية في الدوري الإيطالي مع روما. هذا المسار لا يعكس حالة استثنائية، بل نموذجاً شائعاً لجيل كامل من اللاعبين المغاربة الذين تكوّنوا خارج أرض الوطن. والده، يونس العيناوي، يُعد من أبرز الرياضيين المغاربة في تاريخ كرة المضرب، إذ سبق له أن وصل إلى المرتبة 14 عالمياً في التصنيف الاحترافي للتنس، وحقق خمسة ألقاب في بطولات ATP، إلى جانب إنجازات بارزة في البطولات الكبرى. وهو اسم ارتبط طويلاً برياضة التنس العالمية، ما يجعل حديثه عن تجربة ابنه امتداداً طبيعياً لخبرة رياضية طويلة، وليس مادة للجدل أو التأويل الحاد.

لكن في المقابل، كان من الأجدد بيونس العيناوي أن يتفادى الخوض في تصريحات قد تُساء قراءتها أو تُنتزع من سياقها، خاصة في هذه المرحلة الحساسة من مسيرة ابنه، حيث يستعد نائل رفقة المنتخب الوطني لاستحقاقات مهمة، في مقدمتها مباراة حاسمة أمام هايتي، وهي مرحلة تتطلب تركيزاً كاملاً بعيداً عن أي جدل جانبي قد يضغط على اللاعب أو يشتت انتباهه في توقيت لا يحتمل التأويلات

اللافت في هذا النقاش أن جزءاً من الرأي العام تعامل مع تصريحات والد اللاعب وكأنها "دليل خيانة"، في حين أن السياق الحقيقي يعكس مجرد سرد لتجربة شخصية، تتقاطع فيها الطموحات الرياضية مع الواقع المهني للاعبين الذين يعيشون بين أكثر من منظومة كروية.

الأمر ذاته وقع مع لامين يامال، لاعب برشلونة ومنتخب إسبانيا، الذي اختار تمثيل "لاروخا" رغم أصوله المغربية. هذا الاختيار لم يُبنَ على أي منطق "خيانة" أو "تنكر"، بل على مسار رياضي وتكويني واضح داخل المنظومة الإسبانية، وهو ما ينطبق في العمق على حالة العيناوي أيضاً، لكن في اتجاه مختلف

مع ذلك، من التبسيط المفرط اختزال هذه المعضلة في شخص واحد أو حزب واحد. فالمشكلة أوسع نطاقاً، وتؤثر على مجمل الثقافة السياسية المعاصرة. في العديد من البلدان، عززت وسائل التواصل الاجتماعي التواصل السياسي القائم على عبارات مقتضبة، وتصريحات سريعة الانتشار، ووعود مبسطة. وفي أحيان كثيرة، يتم تغييب النقاش العقلاني، حول السياسات العمومية، ويفسح المجال أمام التنافس بين الشعارات العاطفية، وتدفع هذه الديناميكية بعض المسؤولين إلى إعطاء الأولوية للتأثير الإعلامي الفوري على حساب الدقة والتروي في تقديم الأرقام والوعود كما حصل مع الوعد المتعلق بـ"2500 درهم لكل مغربي ومغربية".

إن مناقشة هذه المعضلة تستوجب التأكيد على أن المسؤولية السياسية لا تقتصر على القادة السياسيين فقط، بل إنها تمتد إلى الأحزاب السياسية نفسها، كما هو الحال بالنسبة لحزب التجمع الوطني للأحرار، حيث الضرورة تقتضي تطوير آليات داخلية للتحكم في الخطاب العام لتجنب الوعود غير الواقعية التي قد تضر بمصداقية هذه الأحزاب، على المدى البعيد.

علو على ذلك، يلعب الإعلام والمجتمع المدني دوراً محورياً في هذا النوع من النقاش. فمهمتهما لا تقتصر على نقل التصريحات السياسية فحسب، بل تتعداها إلى مقارنتها بالحقائق الاقتصادية، وأرقام الميزانية، والنتائج الملموسة المحققة على أرض الواقع. إن الديمقراطية السليمة تتطلب صداقة نقدية قادرة على التمييز بين البرامج الواقعية والخطابات الشعبوية.



في نهاية المطاف، يتجاوز الجدل الدائر حول تصريحات رشيد الطالباني مجرد خلاف حزبي، إذ يكشف عن أزمة أعمق تتعلق بمصداقية الخطاب السياسي والعلاقة بين الحكام والمحكومين. لذا، فإن السؤال الحقيقي ليس ما إذا كان ينبغي "معاينة" مسؤول سياسي رمزياً على عدم الوفاء بوعده، بل كيفية إعادة بناء ثقافة سياسية قائمة على الصدق والمسؤولية واحترام عقول المواطنين. لأنه عندما تكون وعود القائد السياسي كاذبة يفقد قيمته، ويفقد معه الحزب الذي ينتمي إليه مصداقيته أمام الجماهير، وتكون النتيجة النهائية ضعف الثقة في اللعبة الديمقراطية بأكملها.

أكبر كذبة سياسية..!



عبدالفتاح
الحادقي

وفي الدالة المغربية، تُعدّ مسألة القدرة الشرائية حساسة للغاية، وقنبلة موقوتة، فقد كانت سبباً مباشراً لعدد من الاحتجاجات الاجتماعية التي عرفها المغرب في الماضي. إذ يواجه المواطنون ارتفاعاً مستمراً في تكاليف المعيشة، وارتفاعاً في أسعار الوقود والغذاء والمواد الاستهلاكية الأساسية بشكل عام، وشعوراً متزايداً بانعدام الأمن الاجتماعي. وفي مثل هذا السياق، يثير الإعلان عن تحسّن مالي مباشر، توقعات كبيرة وأحلام عريضة لدى السكان. وعندما لا تتحقق هذه التوقعات والأحلام، غالباً ما تكون النتيجة إحباطاً جماعياً عميقاً، من الصعب توقع نتائجه السلبية.

أما المشكلة الثانية فتتعلق بالمساءلة السياسية والخضوع للمحاسبة. ففي الديمقراطيات الراسخة، يخضع القادة الذين لا يوفون بوعودهم الرئيسية لتاليات المساءلة، تبدأ بالمراقبة البرلمانية، وصولاً إلى المحاسبة والعقوبات الانتخابية، والاستقالة، و الانسحاب من الحياة العامة. وفي حالة السيد الطالبيني لا يكمن السؤال في ما إذا كان ينبغي رجم الزعيم السياسي حرفياً - وهو تعبير رمزي مبالغ فيه - بل في ما إذا كان عليه أن يعترف علناً بفشل وعوده ويتحمل المسؤولية السياسية عن عواقب تصريحاته، التي كانت بعيدة كل البعد عن الواقع.

إن أزمة الثقة التي ترسخت حالياً في قائد سياسي مثل السيد الطالبيني وفي حزب سياسي مثل التجمع الوطني للأحرار الذي يمثله، لا تنبع فقط من الصعوبات الاقتصادية التي تعرفها البلاد، بل تنبع أيضاً من الفجوة المتزايدة بين الخطاب السياسي لمثل هذا القائد وحزبه، والواقع اليومي المرير للأغلبية الساحقة من المواطنين. فعندما يدرك المغاربة أن السيد الطالبيني استخدم خطابات حماسية لحشد الناخبين ولكنه يلتزم الصمت إزاء النتائج المخيبة للآمال، بل يلجأ إلى أسلوب التبرير والمراوغة، فإن ذلك يعزز فكرة أن الحملات الانتخابية قد تحولت إلى حملات تسويقية بدلاً من مشاريع حكامه جادة.

أكبر كذبة سياسية خلال السنوات الأخيرة هي تلك التي أطلقها السيد رشيد الطالبيني، أحد قادة حزب التجمع الوطني للأحرار، خلال آخر استحقاقات تشريعية، عندما قال بصيغة التأكيد والجزم، إن المغاربة سيتقاضون 2500 درهم بعد نهاية الولاية الحكومية التي يقودها حزبه وإذا لم يتحقق ذلك يمكن للمغاربة أن يرموا التجمعيين بالحجارة.

والولاية اقتربت من نهايتها ولكن المغاربة لم يحصلوا على درهم واحد، فهل السيد رشيد الطالبيني مستعد للرجم بالحجارة كما عبر عن ذلك بنفسه؟ أو على الأقل الانسحاب من الساحة السياسية، لأنه، ببساطة، روج لكذبة كبيرة و لم يف بالوعد الذي سبق أن أطلقه؟ أم أنه سيتجاهل كذبه السابقة ويستمر في مسلسل الكذب بإطلاق كذبة أكبر؟

الواقع أن الحياة السياسية تقوم على مبدأ أساسي وهو الثقة بين الحكام والمواطنين. فبدون هذه الثقة، تتحول الوعود الانتخابية إلى مجرد شعارات جوفاء، وتنهار المشاركة السياسية، ويفقد الخطاب السياسي العمومي مصداقيته. وفي هذا السياق، لا بد من تمحيص النظر في أحد أكثر التصريحات الحزبية إثارةً للجدل في المغرب خلال السنوات الأخيرة، والذي زعم فيه السيد رشيد الطالبيني العلمي، أحد القادة البرازين لحزب التجمع الوطني للأحرار، أن المغاربة سيحصلون على 2500 درهم في نهاية ولاية حزبه في الحكومة، بل وصل به الأمر إلى حد دعوة الجماهير إلى رجم أعضاء التجمع الوطني للأحرار بالحجارة، في حال عدم الوفاء بهذا الوعد.

الحقيقة أن هذا التصريح، الذي انتشر على نطاق واسع في وسائل التواصل الاجتماعي والنقاشات العامة، يتجاوز مجرد خطاب انتخابي، إذ يطرح تساؤلات عميقة حول طبيعة الوعود السياسية، وحدود الشعبوية السياسية والاقتصادية، والمسؤولية الأخلاقية للمسؤولين العموميين والقادة السياسيين عند مخاطبة المواطنين.

تكمن المشكلة الأولى في شيوع الوعود الاقتصادية والاجتماعية والمالية غير الواقعية، التي تبدو منذ الوهلة الأولى أنها غير قابلة للإنجاز. ففي العديد من الديمقراطيات المعاصرة، تسعى الأحزاب السياسية إلى استقطاب الناخبين بوعود براقية تحاول "دغدغة جيوب المواطنين" من خلال الزعم برفع مواردهم المالية وبالتالي تحسين قدرتهم الشرائية، كما حصل مع السيد الطالبيني. ولكن عندما لا يُصاحَب الوعدُ ببرنامج اقتصادي واضح، ولا تدعمه مؤشرات مالية موثوقة، فإنه يُصبح أداةً للتلاعب العاطفي بدلاً من أن يكون التزاماً سياسياً جاداً.

كما ينسجم هذا التوجه مع الرؤية التي اعتمدها المغرب في سياسته الخارجية ، والقائمة على الحكمة والاعتدال والواقعية والالتزام بالقيم ، وعلى تنوع الشراكات والانفتاح على مختلف الفاعلين الدوليين ، بما عزز من مصداقية وثقة شركائه ، ورسخ تموقعه كفاعل مسؤول وقوة إقليمية صاعدة تمتلك قيادة حكيمة ورؤية متوازنة تجاه القضايا الدولية في عالم يتجه نحو إعادة تشكيل موازين القوى وصياغة خرائط النفوذ .

ومن هذا المنظور تشكل الدبلوماسية الفكرية والقوة الناعمة أحد المداخل الأساسية لتعزيز الحضور الدولي للمغرب، خاصة في ظل عالم يتجه نحو مزيد من التعددية والسيولة الاستراتيجية، حيث أصبحت الأفكار والمعرفة والثقة والمصداقية عناصر لا تقل أهمية عن عناصر القوة التقليدية .

وإذا كانت التحولات في النظام الدولي تفرض على الدول إعادة النظر في آليات وأدوات تأثيرها، فإن الاستثمار في الدبلوماسية الفكرية وتطوير فضاءات الحوار وإنتاج المعرفة الاستراتيجية يظل من بين الرهانات الأساسية لمواكبة هذه التحولات . وفي هذا الإطار، يبرز منتدى طنجة للحوار باعتباره مبادرة واعدة يمكن ان تساهم ، مع نضجها وتبلورها ، في تعزيز إشعاع المغرب الفكري والدبلوماسي ، وفب ترسيخ مكانة طنجة كفضاء للحوار والتفاعل الحضاري وكجسر للتواصل بين إفريقيا وأوروبا والعالم الأطلسي والمتوسطي .

منتدى طنجة للحوار
Forum de Tanger pour le dialogue
فكر • حوار • استشراف

المؤتمر التأسيسي لمنتدى طنجة للحوار

تحت شعار:

التحولات الكبرى في النظام الدولي

محاور المؤتمر:

- العلاقات الدولية وحل النزاعات
- البيئة والتنمية المستدامة
- الذكاء الاصطناعي والرقمنة و تغيير نمط الحياة

يوم السبت
27 يونيو 2026

فندق سولازور
طنجة

SOLAZUR
HOTEL TANGER

www.forumtangerdialogue.org
contact@forumtangerdialogue.org

وهكذا فإن قوة الدول في القرن الواحد والعشرين لن تقاس فقط بما تمتلكه من موارد مادية ، وإنما أيضا بامت تملكه من قدرة على إنتاج الأفكار وصياغة الرؤى، وبناء جسور التفاهم والتعاون ، بما يجعل من الدبلوماسية الفكرية والقوة الناعمة أحد أهم مرتكزات النظام الدولي الجديد.

الدبلوماسية الفكرية والقوة الناعمة في النظام الدولي : منتدى طنجة للحوار نموذجاً

بقلم: الدكتور إدريس قريش

في إطار التوجيهات السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله، الداعية إلى تعزيز الدبلوماسية الموازية دعماً وتكاملاً مع الأدوار التي تضطلع بها الدبلوماسية الرسمية ، برزت أهمية الدبلوماسية الفكرية باعتبارها أحد أهم روافد القوة الناعمة للمملكة وأداة فعالة في الدفاع عن ثوابت الوطن ومقدساته ومصالحه الاستراتيجية

وفي هذا السياق، أضحت المنتديات الفكرية والحوارية فضاءات أساسية لتبادل الأفكار وبناء جسور التواصل والتفاهم ، ولترافع الرصين حول القضايا الوطنية، مما يعزز إشعاع المغرب وتموقعه الإقليمي والدولي.

ومن هذا المنطلق جاء إنشاء منتدى طنجة للحوار إيماناً بأهمية الدبلوماسية الفكرية في مواكبة التحولات العميقة التي يشهدها النظام الدولي، وفي الإسهام في ترسيخ قيم الحوار والانفتاح والتعايش ، وتعزيز تموقع المملكة كفاعل موثوق ومؤثر في محيطه الإقليمي والدولي.

ويطمح المنتدى إلى أن يشكل منصة فكرية مستقلة للحوار وتبادل الرؤى، وفضاء للترافع الهادئ والمسؤول عن القضايا الوطنية بما يخدم المصالح العليا للمملكة.

لقد أفرزت التحولات العميقة التي يشهدها العالم منذ نهاية الحرب الباردة وسقوط الإتحاد السوفياتي، واقعا دوليا جديدا يتسم بتعدد مراكز القوة وتشابك المصالح ، وتراجع فعاليات المقاربات التقليدية وتقليص مركزيتها في تدبير العلاقات الدولية. ولم يعد النفوذ الدولي يقاس فقط بحجم القدرات العسكرية والاقتصادية، بل أصبح مرتبطا أيضا بالقدرة على إنتاج الأفكار والتأثر في الرأي العام وإقناعه، وصيانة التصورات الاستراتيجية وتوظيف أدوات القوة الناعمة في العقيدة الدبلوماسية.

وفي ظل هذه التحولات برزت الدبلوماسية الفكرية باعتبارها أحد الأبعاد الجديدة للعلاقات الدولية ، حيث أصبحت مراكز البحث والمنتديات الفكرية وشبكات الأكاديميين والدبلوماسيين السابقين فضاءات للدبلوماسية الموازية ، تساهم في تحليل القضايا الدولية ، واستشراف الاتجاهات المستقبلية، وتوفير أرضية للحوار وتبادل الرؤى بين مختلف الفاعلين .

وتعكس هذه الدبلوماسية وعياً متزايداً بأهمية المعرفة باعتبارها مصدراً من مصادر القوة ، وبأن البلاغة والإقناع والتأثير في عالم اليوم ليتحقق فقط من خلال موازين القوة الصلبة ، وإنما أيضاً عبر بناء الثقة ، وتعزيز الحوار وإنتاج الأفكار القادرة على الاختراق ومواكبة التحولات المتسارعة التي يعرفها النظام الدولي.

وفي هذا السياق اكتسبت القوة الناعمة أهمية متزايدة باعتبارها قدرة الدول والمجتمعات على التأثير والإقناع من خلال الثقافة والقيم والمصادقية والثقة والانفتاح والحضور الفكري ومراكز البحث والدراسات ، باعتبارها أدوات لإنتاج المعرفة وتعزيز التواصل بين الشعوب والثقافات ، والمساهمة في بلورة رؤى إستراتيجية حول القضايا الدولية الراهنة .

ومن هذا المنطلق يندرج منتدى طنجة للحوار ضمن هذه الدينامية الجديدة ، باعتباره مبادرة فكرية تسعى إلى الإسهام في فهم التحولات العميقة التي يعرفها النظام الدولي، وإلى توفير فضاء للحوار والتفاعل بين الخبرات الأكاديمية والدبلوماسية والفكرية ، بما يعزز ثقافة الحوار الجاد والانفتاح على مختلف المقاربات .

ولا يقتصر دور منتدى طنجة للحوار على تنظيم اللقاءات الفكرية ، بل يهدف إلى الإسهام في ترسيخ ثقافة الحوار البناء وإنتاج أفكار ومقاربات قادرة على مواكبة رهانات المغرب الاستراتيجية بما يعزز تموقعه الدولي . كما يسعى إلى تعزيز التفكير الاستراتيجي حول القضايا المرتبطة بإعادة تشكيل النظام الدولي، والتحول الجيوسياسي، والأمن الغذائي، والطاقة ، والبيئة، والهجرة ، والتغيرات التكنولوجية ، ومستقبل العلاقات بين الشمال والجنوب، فضلا عن التحديات التي تواجه الأمن والاستقرار والتنمية على المستويين الإقليمي والدولي.

من الناحية الاقتصادية، ينطوي خيار تسقيف الأسعار على مخاطر عالية لحدوث نقص في العرض واختلالات في التوازن. في المقابل، يؤثر تسقيف هوامش الأرباح على توزيع القيمة المضافة أكثر من تأثيره على آليات الإنتاج نفسها.

من منظور اجتماعي، يمكن لكلا الخيارين أن يساعدا على حماية المستهلكين. مع ذلك، يؤدي ضبط الأسعار وتحديدتها إلى اضطرابات في الإمداد، ونقص في البضائع والسلع، وانتشار المضاربات، وغالباً ما تكون الفئات ذات الدخل المنخفض أول ضحايا هذا النظام. في المقابل، يمكن لضبط هوامش الأرباح بشكل معقول أن يساعد على الحد من التجاوزات والمضاربات مع ضمان وفرة المنتجات والمواد الاستهلاكية.

بالنسبة للدول النامية ومنها المملكة المغربية، التي اختارت اقتصاد السوق، والتي تتسم وضعيتها العامة بموارد مالية محدودة، وحساسية عالية للتقلبات الدولية، يبدو تحديد سقف عام للأسعار حلاً غير معقول من ناحية السياسة الاقتصادية، وغير مستدام من ناحية السياسة الاجتماعية، خصوصاً مع اعتماد المغرب قانون حرية الأسعار والمنافسة، وتخليه عن نظام المقاصة، بعد أن ظهر أن أكبر مستفيد منه هم الأغنياء وأصحاب الدخل المرتفع، وليس الفقراء والفئات الاجتماعية الهشة وأصحاب الدخل المنخفض..



ويمكن القول إن الاستراتيجية الأكثر توازناً والخيار الأكثر جدوى في الحالة المغربية، هو الذي يجمع بين مراقبة المنافسة، ومكافحة الاحتكارات، وتنظيم هوامش الربح في القطاعات الحساسة، وضمان الشفافية في سلاسل التوريد، وتقديم دعم موجه للفئات السكانية الأكثر هشاشة، وهو النهج الذي تم اختياره مع الدعم الاجتماعي المباشر. وفي هذه الحالة، لا ينبغي أن يكون الهدف استبدال آليات السوق، بل منع إساءة استخدامها في المضاربات التي قد تضر بالمصلحة العامة وبالقدرة الشرائية للمواطنين.

لماذا تحديد سقف لهوامش الأرباح هو الأنسب؟



عبدالفتاح
الحادقي

وقد جربت عدة دول هذه الآلية في قطاعات استراتيجية محددة. ففي المغرب، تركزت النقاشات بشكل منتظم على ضبط هوامش الأرباح وتحديدتها في بعض القطاعات الحساسة بهدف حماية المستهلكين، بشكل أفضل، دون الإخلال بآليات السوق. وفي العديد من الدول الأوروبية، ولا سيما في قطاعي الأدوية والطاقة، تلجأ السلطات أحياناً إلى تنظيم هوامش الأرباح بدلاً من الأسعار نفسها. يقدّم هذا النهج مزايا عديدة. أولاً، يحدّ من الأرباح المفرطة المُحققة خلال الأزمات أو فترات التركيز الاقتصادي المرتفع. ثانياً، يحافظ على حوافز الإنتاج والاستثمار، حيث تستمر الشركات في تغطية تكاليفها الفعلية.

مع ذلك، فإنّ تحديد هوامش الأرباح لا يخلو من التحديات. وتعتمد فعاليته، بشكل كبير، على قدرة السلطات على مراقبة التكاليف التي تُبلّغ عنها الشركات ومكافحة ممارسات التهرب الضريبي. وفي الاقتصادات التي تشهد انتشاراً واسعاً للقطاع غير الرسمي، قد تكون هذه المهمة معقدة.

ولا شك أن المقارنة بين الخيارين تمكن الرأي العام ولأصحاب القرار، على حد سواء، من معرفة النهج الأفضل الذي من المفروض اتباعه، وطبيعة جدواه الاقتصادية والاجتماعية.

من الناحية التدبيرية والإدارية، يبدو تسقيف الأسعار أسهل فهمًا، لكن الحفاظ عليه بفعالية على المدى الطويل أكثر صعوبة ومحفوف بمخاطر جمة، في حين أن تسقيف هوامش الأرباح تتطلب قدرات تحكم أكبر، لكنها عمومًا أقل تأثيراً على حركية السوق.

في ظل ارتفاع تكاليف المعيشة والضغط التضخمية التي تُؤثر على العديد من الدول النامية، تُواجه الحكومات، باستمرار، معضلة دقيقة تتلخص في السؤال التالي: كيف يُمكن حماية القدرة الشرائية للمواطنين، دون المساس بألية عمل اقتصاد السوق؟ غالباً من يتم التركيز على خيارين للجواب على هذا السؤال المعقد، وهو ما لوحظ في بلادنا خلال الأيام القليلة الماضية. يتمثل الخيار الأول في تحديد سقف لأسعار السلع والمواد الاستهلاكية (تسقيف الأسعار)، وبهم الخيار الثاني تحديد سقف لهوامش الأرباح التي يحققها المنتجون والمستوردون والموزعون (تسقيف الأرباح). وبينما يسعى كلا الخيارين (من الناحية النظرية) إلى تحقيق هدف مماثل يتمثل في حماية المستهلك، إلا أن آثارهما الاقتصادية والاجتماعية تختلف اختلافاً كبيراً، فأيهما الأنسب لبلادنا؟

منذ الوهلة الأولى يبدو تحديد سقف للأسعار (تسقيف الأسعار)، خياراً جذاباً ولكنه محفوف بالكثير من المخاطر، فهو يتضمن فرض حد أقصى للسعر لا يجوز لأي بائع تجاوزه دون الأخذ بالاعتبار المتغيرات الاقتصادية والاجتماعية. ويعتمد هذا الإجراء، غالباً، في أوقات الأزمات للحد من الارتفاعات المفرطة في أسعار السلع الأساسية. وهو خيار مفيد على المدى القصير، بالنسبة لسياسة الدولة، ويحمي المستهلكين فوراً من الارتفاعات المفاجئة في الأسعار، كما يُمكن السلطات من إظهار التزامها بمعالجة الصعوبات الاجتماعية.

مع ذلك، تُظهر التجارب الدولية أن تحديد الأسعار غالباً ما يؤدي إلى آثار سلبية عند استمراره لفترة طويلة. فعندما تنخفض الأسعار المُحددة عن التكاليف الفعلية للإنتاج أو الاستيراد، تُقلل الشركات من إنتاجها، مما يؤدي إلى نقص في السلع، وبالتالي الإضرار باحتياجات المواطنين/ المستهلكين. وتُعد تجربة فنزويلا مثلاً يُستشهد به كثيراً. فقد ساهمت ضوابط الأسعار الصارمة المفروضة على العديد من السلع الاستهلاكية في حدوث نقص مزمن، ونمو السوق السوداء، وتعطيل قنوات التوزيع. وبالمثل، شهدت العديد من الدول التي تبنت سياسات واسعة النطاق لتحديد الأسعار انخفاضاً في الاستثمار وتراجعاً في جودة المنتجات. وانطلاقاً مما سبق، يمكن أن يصبح تحديد الأسعار (تسقيف الأسعار) مكلفاً اقتصادياً واجتماعياً عندما يثبط الإنتاج، ويقلل المنافسة، ويخلق تشوهات دائمة في السوق.

بالنسبة للخيار الثاني المتمثل في تحديد هوامش الأرباح، فيعتبر نهجاً أكثر دقة ومرونة، فهو يبتعد عن تحديد الأسعار، بشكل مباشر، ويركز على الحد من هوامش الربح التي يمكن للوسطاء تطبيقها عند تسويق المنتجات، بما لا يؤثر سلباً على القدرة الشرائية للمواطنين، وتهدف هذه الطريقة إلى منع المضاربات مع السماح للأسعار بأن تعكس التغيرات الفعلية في تكاليف الإنتاج والنقل والتوريد.

واقع العدالة الاجتماعية في عالم متغير

في وقت يعيش فيه 3 مليارات إنسان بأقل من دولار في اليوم، تحصل كل بقرة أوروبية وأميركية على 3 دولارات في اليوم كدعم لإغناء أصحاب الضيعات الذين هم أغنياء في الأصل... هذا هو وجه اللامساواة في اقتصاد عالمي غارق في المضاربة...

تبدو المسافة شاسعة بين ما تراكمه الأمم المتحدة من أدبيات عن العدالة الاجتماعية وبين واقع الممارسة على الأرض، بشكل يعزز اليقين أن العالم لا يزال بعيداً تماماً عن كسب رهان العدالة الاجتماعية. لإثبات ذلك هناك مظاهر عدة تبرز حيناً في المعارك الانتخابية والسجلات السياسية، وفي أحيان أخرى تظهر عبر أبحاث ودراسات علمية موضوعية.

فرنسا نموذج لانعدام العدالة الاجتماعية

نستحضر هنا صورة انعدام العدالة الاجتماعية في المجتمع الفرنسي، كما صورها في تجمع انتخابي سابق الوجه اليساري البارز جان لوك ميلونشون المرشح السابق للرئاسيات الفرنسية، وأحد الوجوه السياسية القليلة على الساحة الفرنسية التي لا تزال تحاول أن تعطي مضموناً مختلفاً للسياسة في المرحلة المعاصرة. ذكر ميلونشون بحجم الفوارق الصارخة في الأجور، مشيراً إلى أن المليارديرات الفرنسيين في 19 شهراً التي تغطي مرحلة جائحة كورونا، حصلوا على 236 مليار يورو وهو ما يعني 12 مليار شهرياً، 414 مليون يورو في اليوم، 17 مليون يورو في الساعة، 287 ألف يورو في الدقيقة و4790 يورو في الثانية، بينما هناك 17 مهنة حددتها وزارة العمل الفرنسية نظير العمال المنزليين، لا يتعدى معدل أجورهم 682 يورو في الشهر لعمال الإصلاحات، و766 يورو في الشهر للصرافين والصرافات، و859 يورو في الشهر لعمال البستنة والعمالين في القطاع الزراعي، ثم ما بين 787 و1023 يورو في الشهر لحراس الأمن. أما بالنسبة إلى حمالي السلع داخل المخازن فلا يتعدى دخلهم الشهري 1035 يورو، أما عمال البناء فلا يتعدى دخلهم الشهري 1145 يورو، والعمال المؤهلون للشغال العمومية فلا يتجاوزون 1400 يورو في الشهر.

هذه الفوارق الكبيرة التي توجد في واحدة من نماذج الدول الغربية الرأسمالية لا تمثل حالة خاصة، بل تعكس حقيقة الواقع الذي يعرفه الاقتصاد المعلوم.

كوفي أنان الأمين العام الأسبق للأمم المتحدة أكد سنة 2004 أن العالم لم يشهد ما يعادل حجم الفقر الذي ينتشر في العالم وذلك منذ أربعين سنة التي هي عمر العولمة، كما أن المدة نفسها لم تسجل خروج أي بلد من دوامة الفقر وذلك منذ السبعينات من القرن الماضي،



بצלّم :

عادل بن حمزة

بل على العكس من ذلك هناك دول انزلت إلى الفقر أو شارفت ذلك، كما تمثل تجربة الأرجنتين التي عادت بصعوبة من الهاوية بعد خصوعها الكامل للمؤسسات المالية الدولية.

الهشاشة الاجتماعية في شمال أميركا

في الضفة الغربية للمحيط الأطلسي ليس هناك اختلاف عن المشهد الذي صورته ميلونشون في فرنسا، بل ربما مظاهر توحش الرأسمالية تظهر بشكل أكبر وأبشع هناك، بحيث يقدم الاقتصادي الجزائري/الكندي عمر أكتوف، وهو يفسر مفهوم العولمة، أرقاماً صادمة تبرز حجم الفوارق الصارخة بين الدخل المالي لرموز العولمة، مقارنة، ليس فقط مع باقي العاملين في الحقل الاقتصادي حيث يحصل مثلاً كل عامل من بين ستة عمال كنديين على أجر يعادل عتبة الفقر.

وفي الولايات المتحدة الأميركية، نجد عاملاً من بين أربعة أو خمسة عمال يحصل على أجر يعادل عتبة الفقر أي ما بين 40 و60 مليون أميركي، بل مع متوسط الدخل لسنوات بعدد من الدول عبر العالم ومنها الولايات المتحدة الأميركية نفسها، إذ نجد أن معدل أجور المديرين ورؤساء المجالس الإدارية والمسؤولين التنفيذيين الكبار في الشركات الكبرى الكندية في الساعة، يراوح ما بين 6 آلاف دولار و73 ألف دولار، بل إن ثلاثة أشخاص وهم: جاك ويلش الرئيس التنفيذي السابق لجنرال إلكتريك والرئيس السابق لهيئة مكافحة الفساد بنيويورك ثم الرئيس والمدير العام لكارفور الفرنسية، سيحصلون كمنحة نهاية الخدمة بعد الإحالة على التقاعد على ما يعادل 20 ألف سنة من متوسط الدخل الأميركي، و200 ألف سنة متوسط الدخل الجزائري، و600 ألف سنة من متوسط الدخل في بنين، ومليون و200 ألف سنة من متوسط الدخل في بنغلاديش.

في وقت يعيش فيه 3 مليارات إنسان بأقل من دولار في اليوم، تحصل كل بقرة أوروبية وأميركية على 3 دولارات في اليوم كدعم لإغناء أصحاب الضيعات الذين هم أغنياء في الأصل.

هذا هو وجه اللامساواة في اقتصاد عالمي غارق في المضاربة وبعيد عن الاقتصاد الحقيقي، لا يمثل سوى محرقة كبيرة وقودها الأساس هو الطبقات الفقيرة بما فيها الطبقة المتوسطة التي تآكلت بفعل الأزمات المالية وجشع الرأسمال.

أخيراً... دقت الساعة في اتجاه المواطنين

من التوقيت الإداري إلى التوقيت الإنساني

ليس من المعتاد أن تعترف السياسات العمومية بأخطائها، ولا أن تتراجع القرارات الإدارية عن اختياراتها. دافعت عنها لسنوات طويلة باعتبارها "ضرورية" و"استراتيجية". لذلك، فإن أي قرار يقضي بإعادة العمل بالساعة القانونية للمملكة يكتسب قيمة تتجاوز مجرد تعديل عقارب الزمن، ليصبح اعترافاً ضمناً بأن حسابات الواقع أقوى من حسابات المكاتب.

منذ اعتماد التوقيت الصيفي بشكل شبه دائم، ظل النقاش محتدماً بين من رأى فيه وسيلة لترشيد استهلاك الطاقة وتحسين مردودية الاقتصاد، وبين من اعتبره عبئاً يومياً يثقل كاهل المواطنين ويؤثر سلباً على حياتهم الأسرية والاجتماعية والصحية. ومع مرور السنوات، بدا واضحاً أن الكفة تميل تدريجياً لصالح الرافضين لهذا التوقيت، ليس بدافع العاطفة أو الحنين إلى الماضي، بل استناداً إلى معطيات ملموسة عاشها المغاربة في تفاصيل حياتهم اليومية.

لقد كانت الصورة الأكثر تعبيراً عن هذا الاختلال هي صورة آلاف التلاميذ وهم يغادرون منازلهم قبل شروق الشمس، في طرقات يغلفها الظلام والبرد، بينما يجد الآباء أنفسهم مجبرين على التكيف مع إيقاع زمني لا ينسجم مع الدورة الطبيعية للحياة. ولم يكن الأمر مقتصرًا على التلاميذ فقط، بل امتد إلى العمال والعاملات في الحقول والمصانع والإدارات، الذين دفعوا ثمن اختيارات لم يلمسوا انعكاساتها الإيجابية بالقدر الذي وعدت به الجهات المدافعة عنها.

ولعل أبرز إشكال رافق هذا الملف هو أن المبرر الأساسي للقرار، والمتمثل في تحقيق مكاسب طاقة واقتصادية، ظل محاطاً بالكثير من الغموض. فالرأي العام لم يحصل يوماً على تقييم شامل وشفاف يوضح حجم الأرباح الفعلية التي جنتها البلاد مقابل الكلفة الاجتماعية والنفسية التي تحملها المواطنين. وبينما جرى الحديث مراراً عن دراسات وخبرات وتقارير تقنية، بقي المواطن العادي ينتظر أرقاماً واضحة تقنعه بأن ساعة إضافية تستحق كل هذا الجدل، وكل هذا الاضطراب الذي أصاب حياته اليومية.



بقلم
سارة البوفي

إن الزمن ليس مجرد أرقام على شاشة هاتف أو عقارب تدور فوق ساعة معلقة على الجدار. الزمن، في جوهره، علاقة اجتماعية ونفسية وثقافية. وحين يتعارض التوقيت الرسمي مع الإيقاع الطبيعي للمجتمع، تصبح المشكلة أعمق من مجرد فرق بسيتين دقيقة. فالإنتاجية لا تقاس فقط بعدد ساعات العمل، بل كذلك بجودة النوم والتركيز والصحة النفسية والاستقرار الأسري. وكلها عناصر ظلت حاضرة بقوة في انتقادات المختصين والتربويين والأسر على حد سواء.

لقد أعادت الدولة عقارب الساعة إلى موضعها الطبيعي، لكنها في الآن ذاته أعادت الاعتبار إلى مبدأ بالغ الأهمية في تدبير الشأن العام: لا وجود لقرار فوق المراجعة. فالتجربة هي الحكم الأخير على السياسات العمومية، وحين تثبت السنوات أن الكلفة الاجتماعية والنفسية تفوق المكاسب المنتظرة، يصبح التصحيح فضيلة لا تراجعاً، وحكمة لا ضعفاً. إن شجاعة الاعتراف بحدود قرار ما تبقى أكثر قيمة من الإصرار عليه رغم اتساع دائرة المتضررين منه.

لقد أثبتت السنوات الماضية أن التنمية لا تقاس فقط بالمؤشرات الاقتصادية المجردة، بل أيضاً بمدى انسجام السياسات العمومية مع احتياجات المواطنين وتطلعاتهم. فالإنسان ينبغي أن يظل محور القرار العمومي وهدفه الأول، لا مجرد رقم داخل معادلة تقنية أو حساب اقتصادي.

وفي النهاية، إذا كان من درس يمكن استخلاصه من هذا الجدل الطويل، فهو أن الاعتراف بعدم جدوى قرار ما ليس هزيمة، بل خطوة أولى نحو الحكامة الرشيدة. فالتراجع عن الخطأ فضيلة سياسية، والإنصات لصوت المجتمع قوة لا ضعف، وإعادة الساعة القانونية قد تكون، في جوهرها، إعادة الاعتبار لفكرة بسيطة مفادها أن الزمن يجب أن يخدم الإنسان، لا أن يخضع الإنسان لإكراهات الزمن.

أخطر ما خسره الإنسان في عصر السرعة

بقلم: د. عبد
الكريم بكار



ولهذا فإن من أعظم أسباب الإحباط اليوم أن الناس يقارنون سرعة التقنية
ببطء بناء الإنسان.

والفرق بينهما كبير.

فالأجهزة تتطور بالتحديث...

أما الإنسان فيتطور بالتربية.

ومن أدرك هذه الحقيقة، هان عليه طول الطريق، وصبر على مراحل البناء،
ولم يستوحش ببطء الثمرة، لأنه يعلم أن الأشياء العظيمة لا تُصنع على
عجل.

إن الحضارات نفسها لم تُبنَ في سنوات قليلة...

فكيف يتوقع الإنسان أن يبني نفسه في أيام؟

يعيش الإنسان اليوم في زمن يستطيع فيه أن يصل إلى
المعلومة في ثوانٍ، وأن يتواصل مع أقصى الأرض
بضغط زر، وأن ينجز كثيرًا من الأعمال في وقت قصير.

لكن مع هذا كله، خسر شيئًا لا يقل قيمة عن كل ما
كسبه...

خسر القدرة على التأني.

أصبح كثير من الناس يريد نتائج سريعة، وإجابات سريعة،
ونجاحًا سريعًا، حتى امتد هذا المنطق إلى العلم، والعمل،
والعلاقات، والتربية.

يريد أن يقرأ كتابًا فيصبح خبيرًا، وأن يبدأ مشروعًا فيحقق
النجاح خلال أشهر، وأن يتزوج فتكون حياته مستقرة منذ
الأيام الأولى، وأن يربي أبناءه دون أن يمر بمشقة التربية.

لكن سنن الله في بناء الإنسان لا تعرف الاستعجال.

فالشجرة لا تُثمر يوم غرسها، والعقل لا ينضج بعد كتاب
واحد، والإيمان يزداد بالطاعة، والشخصية تتكون عبر
سنوات من التجارب، والمراجعة، والصبر.



دموع طفل من دموع وطن..

في زحمة الاحتفالات التي أعقبت التأهل التاريخي لأسود الأطلس على حساب المنتخب الهولندي، وفي لحظة كانت فيها القلوب المغربية تخفق على إيقاع الفخر والاعتزاز، خطف صورة واحدة كل الأضواء، نجل الناخب الوطني محمد وهبي وهو يجهد بالبكاء فرحا بعد عبور المغرب إلى الدور المقبل من كأس العالم 2026.

لم تكن تلك الدموع مجرد انفعال عابر لطفل تابع مباراة لكرة القدم، بل كانت اختزالا بليغا لمعنى الانتماء للوطن. كانت دموعا صادقة خرجت من القلب، لتلامس قلوب ملايين المغاربة داخل أرض الوطن وخارجه، صغارا وكبارا، نساء ورجالا، لأن الجميع رأى فيها جزءا من مشاعره وأحاسيسه.

لقد علمتنا كرة القدم، مرة أخرى، أن الوطن ليس مجرد اسم على الخريطة أو راية ترفرف في المدرجات، بل هو شعور عميق يسكن الوجدان، ويجعل الفرح بانتصاره أكبر من أي وصف. وما عاشه المغاربة في تلك اللحظة كان أكثر من مجرد تأهل رياضي؛ لقد كان انتصاراً لقيم الإصرار، والوحدة، والإيمان بالحلم.

منذ سنوات، تحول المنتخب المغربي إلى قصة عشق تجمع المغاربة على اختلاف مشاربيهم وأعمارهم وانتماءاتهم. فعندما يلعب أسود الأطلس، تختفي الفوارق وتتلاشى المسافات، ويصبح للمغاربة قلب واحد ينبض بحب هذا الوطن. لذلك لم تكن دموع نجل محمد وهبي دموع طفل فقط، بل كانت دموع وطن بأكمله وجد نفسه في تلك الصورة الإنسانية المؤثرة.



بقلم: محمد الورضي

إن هذه المشاهد هي التي تمنح الرياضة معناها الحقيقي، وتجعل من كرة القدم أكثر من مجرد لعبة. فهي تصنع الأمل، وتزرع الفخر، وتؤكد أن المغرب يمتلك جيلا يؤمن بقدراته ويصر على كتابة التاريخ بمداد من الإنجازات.

وسيزل فجر ذلك اليوم عالقا في الذاكرة المغربية، ليس فقط لأن أسود الأطلس أطاحوا بطواحين هولندا وواصلوا رحلتهم في المونديال، بل لأن صورة طفل يبكي حبا وفرحا بوطنه أعادت إلينا جميعا معنى الانتماء الحقيقي، وأكدت أن حب المغرب شعور لا تحده الكلمات ولا تصفه العبارات.

إنها دموع صغيرة في حجمها، لكنها كبيرة في دلالتها... دموع قالت للعالم إن المغاربة لا يشجعون منتخبا فحسب، بل يعشقون وطننا اسمه المغرب.

من هنا اخترت هذه الصورة المعبرة، فهي صورة مصغرة لشعب بأكمله يعشق هذا الوطن..

لقد فقدنا الأمل في بعض لحظات المباراة، نعم، لكننا لم نفقد رجاءنا في الله أبدًا. ولذلك جاء الفرج في اللحظة التي ظن كثيرون أنها الأخيرة.

شكرًا لأسود الأطلس.

شكرًا لكل لاعب سال عرقه ودمه من أجل هذا الوطن.

شكرًا لياسين بونو الذي حرس أحلامنا كما حرس مرماه.

شكرًا لوهبي الذي أثبت أن القائد الحقيقي لا يقود بالصوت المرتفع، بل بالعقل الهادئ والثقة التي لا تهتز.

وشكرًا لذلك الجمهور العظيم، الذي لم يكن مجرد متفرج، بل كان اللاعب الثاني عشر، والقلب الثالث والعشرين، والنبض الذي ظل يردد حتى النهاية:

سير... سير... سير...

والحمد لله الذي وهبنا هذا الفرج، بعد أن كاد اليأس يتسلل إلى قلوبنا، فكان النصر هديةً منه سبحانه، ليبقى المغرب، كما كان دائمًا، وطنًا لا يعرف الاستسلام.

وحين جاءت ركلات الترجيح، توقفت قوانين الزمن.

صار كل شيء بطيئًا.

الكرة توضع على نقطة الجزاء كأنها تحمل تاريخًا كاملًا، والخطوات نحوها تبدو أطول من العمر، والقلوب تكاد تخرج من صدورهم قبل أن تخرج الكرة من قدم صاحبها.

ثم جاء صباري في آخر ركلات الترجيح.

اقترب من الكرة بثبات من يعرف أن خلفه وطنًا ينتظر، لا ليرتجف، بل ليمنحه سببًا آخر للفخر.

انطلقت الكرة...

ودخلت الشباك.

وفي اللحظة نفسها، لم نرَ لاعبًا يحتفل بهدف، بل رأينا ابنًا يركض نحو أمه. كان ذلك العناق أبلغ من كل خطابات النصر. لم يكن احتفالًا عابرًا، بل عودة طفل، مهما كبر، إلى الحضن الأول الذي علمه كيف يحلم.

وفي مكان آخر، كانت أمهات اللاعبين يبكين كما تبكي الأمهات دائمًا، خوفًا قبل الفرج، ودعاءً قبل التصفيق، ثم امتنانًا لله بعد أن انقشع القلق.

أما نحن...

فقد خرجنا من المباراة ونحن أكبر مما كنا قبلها.

تعلمنا أن الأمل قد يضعف، لكنه لا يموت. وأن الثقة قد تهتز، لكنها لا تسقط إذا كانت معلقة بالله.

بقلم: سارة البوفي



حين كانت الكرة تحمل وطناً بأكمله



لم تكن ليلة الأمس مجرد مباراة في كرة القدم، بل كانت امتحاناً للأعصاب، ودرساً في الإيمان، وروايةً كُتبت فصولها بين الأمل والخوف، ثم ختمتها ركلات الترجيح بفرحة لا تُنسى.

منذ صافرة البداية، لم يكن أحد يجلس حقاً على مقعده. كنا جميعاً نقف في الداخل، حتى وإن بقينا جالسين أمام شاشات التلفاز. كانت القلوب هي التي تلعب، وكانت الأنفاس تُحتسب بالدقائق، وكانت أعيننا تتعلق بجلدة من هواء، لكنها في تلك الليلة كانت تحمل وطناً بأكمله.

في البيوت المغربية، كان الصمت يسبق كل هجمة، ثم ينفجر بالدعاء. في المقاهي، كانت الطاولات تتحول إلى مدرجات، والغريب يصير أماً للغريب. في الملاعب، كانت الحناجر ترفض التعب. وكان الجميع يؤجل الحياة قليلاً حتى يعرف إلى أين ستذهب الكرة. أما في الشوارع، فكان هناك من لم يحتمل المشاهدة أصلاً. اكتفى بالوقوف خارج المقاهي أو قرب النوافذ، يلتقط الأخبار من صيحات الناس، وأصوات المعلقين، لأن دقات قلبه كانت أعلى من أن تسمح له بالنظر إلى الشاشة.

ولعل الوطنية لا تُقاس بعدد الأعلام التي نرفعها، ولا بالشعارات التي نرددتها، بل بتلك اللحظات التي نهزم فيها النعاس من أجل وطن، ونؤجل النوم لأن قلوبنا ترفض أن تغيب عن لحظة قد يُكتب فيها مجده. فما الذي يدفع إنساناً إلى السهر حتى ساعات الفجر، وإلى أن يعيش توتراً لا يعنيه شخصياً؟ إنه ذلك الانتماء الذي لا يفسره العقل، بل يسكن القلب، حتى تصبح كرة صغيرة قادرة على حمل أحلام شعب بأكمله. وهناك... في المدرجات.

يا لهذا الجمهور!

كلما تقدم المنتخب الهولندي خطوة، تقدم الجمهور المغربي عشر خطوات في التشجيع. لم يكن يصفق لفريق متفوق، بل كان يبعث الحياة في فريق يقاتل. لم تتوقف الحناجر عن ترديد "سير... سير... سير"، وكأنها لم تكن تهتف للعبين وحدهم، بل كانت تقول لنا نحن أيضاً: لا تستسلموا. أدرك الجمهور قبل الجميع أن بعض المباريات لا تُربح بالقدمين وحدهما، وإنما بالأمل. وفي وسط هذا البحر الأحمر من الأصوات، وقف وهبي مختلفاً.

لم يصرخ.

لم يستسلم للانفعال الذي كان يبتلع الملايين خلف الشاشات. كان يقف كما يقف قبطان يعرف أن البحر هائج، لكن السفينة لن تغرق. عيناه لا تبحثان عن مذنب، بل عن حل. يقرأ تفاصيل المباراة بهدوء، يحرك القطع كما يحرك لاعب الشطرنج جنوده، ويزرع الثقة في لاعبيه بنظرة، وبعث إليهم الطمأنينة بإشارة، ويؤمن بأن لكل مارق مخرجاً، ولكل خطة بديلاً، ولكل لاعب لحظة قد يصبح فيها بطلاً.

وهكذا تكون القيادة.

أن تمنح الآخريين هدوءك حين يفقدون هدوءهم. أما خط الدفاع، فقد كان جداراً يعرف معنى التضحية. أجساد تتلقى الصدمات، وأقدام تقطع الكرات، ورؤوس تلقي بنفسها في وجه التسديدات، وكأنها تقول: لن تمرروا إلا فوق أحلامنا.

وفي الوسط، كان العيناوي لوحةً أخرى من الإبداع. لم يكن يركض فقط، بل كان يفكر وهو يركض. يربط الخطوط، ويستعيد الكرات، ويصنع المساحات، ويمنح زملاءه أنفاساً جديدة كلما ضاقت المباراة. كان قلباً نابضاً في منتصف الميدان، وعقلًا يقرأ إيقاع اللقاء قبل أن تصل إليه الكرة.

أما المهاجمون، فلم يكونوا مجرد باحثين عن هدف، بل كانوا أول المدافعين عن القميص. يضغطون، يطاردون، يعودون، ثم ينطلقون من جديد. وحين تضع فرصة، لا يسقطون معها، بل ينهضون أسرع مما سقطت الكرة.

ثم كان هناك ياسين بونو...

ذلك الحارس الذي لا يحرس مرمى فقط، بل يحرس وطناً كاملاً من الانكسار.

كل تصدّ كان يعيد إلينا نبضاً كدنا نفقده، وكل ركلة ترجيح وقف أمامها كانت معركة بين قلب رجل وأحلام ملايين. وقف ثابتاً، بينما كانت العاصفة تعصف بكل من يشاهد المباراة.

ولأن البطولة ليست كلمات، فقد كتبها اللاعبون بدمائهم أيضاً. رأينا الدم يسيل من الوجوه والأجساد، لكن أحداً لم يقف طويلاً أمام جرحه. قميص يُبدّل على عجل، قطنة تمسح الدم في ثوانٍ، ثم عودة مباشرة إلى الميدان، كأن الجسد آخر ما يفكرون فيه.

وهنا يتسلل سؤال لا بد أن نسأله لأنفسنا:

ما الذي يجعل إنساناً ينسى ألمه بهذه السرعة؟

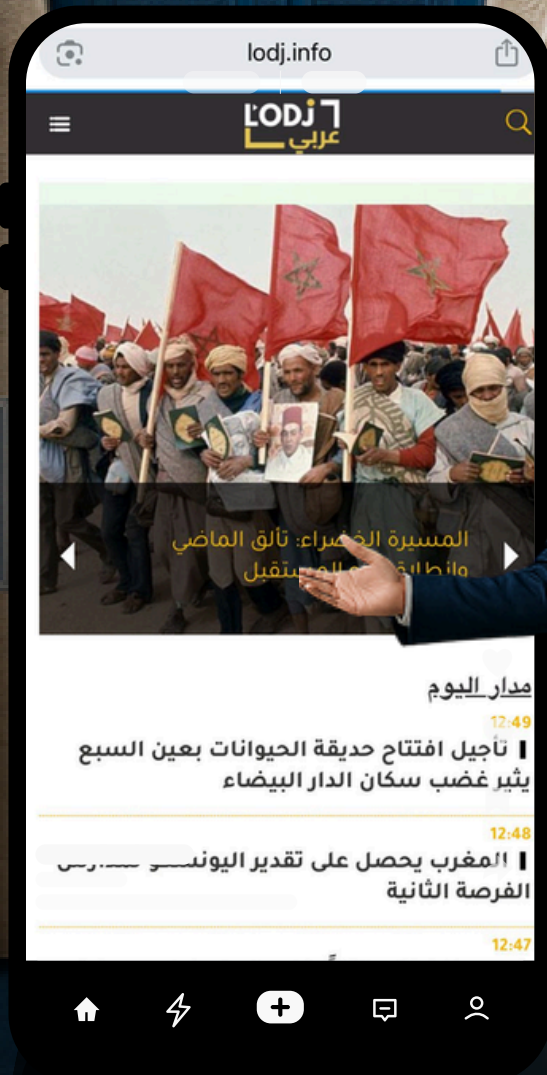
أي قوة هذه التي تجعل الدم مجرد تفصيل صغير أمام راية يحملها على صدره؟ ربما لأن بعض الرجال، حين يدخلون الميدان، لا يعودون يلعبون لأنفسهم، بل لوطن بأكمله.

By Lodj

بوابة لك

نحو آخر
الأخبار

PRESSPLUS



www.lodj.info

- 119 ♦ دموع طفل من دموع وطن
- 118 أخطر ما خسره الإنسان في عصر السرعة
- 117 أخيراً.. دقت الساعة في اتجاه المواطنين
- 116 واقع العدالة الاجتماعية في عالم متغير
- 115 لماذا تحديد سقف لهوامش الأرباح هو الأنسب؟
- 113 الدبلوماسية الفكرية والقوة الناعمة في النظام الدولي.. منتدى طنجة
- 111 أكبر كذبة سياسية!
- 109 هل نحمّل نائل العيناوي أكثر مما يجب؟ حين تصبح كرة القدم ساحة...
- 108 اتفاق أميركا وإيران.. هل باع ترامب إسرائيل؟

By Lodi

فريق النشر :
سارة البوفي - عائشة بوسكين - ياسين أيت حدو

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورجيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma

كشكك الأهم

By Lodj

بلاطفورم الشباب

لودجي بالعربية



حين كانت الكرة تعمل وطناً بأكمله

واقع العدالة الاجتماعية
في عالم متغير

أخطر ما خسرته الإنسان
في عصر السرعة

دموع طفل
من دموع وطن..